Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 14172 — 5 F — MARDI 21 AOUT 1990 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY — DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

L'aggravation de la tension dans le Golfe et la réunion du Conseil de sécurité

Les Etats-Unis excluent tout marchandage avec M. Saddam Hussein et étendent leur dispositif militaire aux Emirats arabes unis

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont rejeté le nouveau marchandage proposé par le président irakien, M. Saddam Hussein, c'est-à-dire le retrait des forces américaines en échange de la libération des milliers de ressortissants occidentaux retenus en Irak et au Koweït. Washington a annoncé, lundi matin 20 août, l'arrivée prochaine de troupes américaines dans les Emirats arabes unis.



● **Le déploiement américain.** – Le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney, a indiqué, lundi matin 20 août à Abou Dhabi, que les Etats-Unis allaient déployer des forces militaires dans les Emirats arabes unis. Ceux-ci ont précisé qu'ils étaient également prêts à accueillir des unités arabes pour assurer leur défense. Selon certaines estimations, 20 000 soldats américains sont à présent en Arabie saoudite et un nombre équivalent se trouvent à bord des bâtiments de guerre croisant dans la région. Paris a durci sa position en autorisant ses navires à faire preuve de *« fermeté »* envers les bâtiments qui ne respecteraient pas l'embargo.

Page 4

● **La concertation arabe.** – A la demande de l'Egypte, les ministres des affaires étrangères des pays arabes pourraient se réunir dans le courant de la semaine au Caire pour examiner la crise. Dans le cadre d'une intense activité diplomatique, le président algérien, M. Chadli Bendjedid, a reçu successivement au cours du week-end des responsables koweïtiens, libyens, saoudien, soudanais ainsi que le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat.

Page 5

● **Le sort des ressortissants étrangers.** – Les conditions posées dimanche par le président Saddam Hussein à la libération des milliers d'étrangers retenus en Irak et au Koweït ont été rejetées le jour même par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, et lundi par la France. La veille, le Conseil de sécurité de l'ONU avait exigé, à l'unanimité, que l'Irak *« autorise et facilite le départ immédiat du Koweït et de l'Irak des nationaux des Etats tiers »*. A Paris, le Quai d'Orsay a démenti lundi que la France *« ait tenté de régler pour son compte et de façon séparée »* le problème des ressortissants français retenus en Irak et au Koweït, comme l'affirmaient certaines informations de presse. Il a confirmé que trente-trois Français résidant à Koweït et à Bagdad avaient été emmenés jusqu'à présent par les Irakiens vers des destinations inconnues. Un conseil des ministres restreint doit se tenir mardi 21 août à l'Elysée. Le même jour, les ministres des affaires étrangères et de la défense des neuf pays membres de l'Union de l'Europe occidentale seront réunis à Paris pour s'efforcer de coordonner les opérations dans le Golfe. Une réunion des Douze est prévue mardi à Paris pour examiner le sort des otages. Pour sa part, l'Irak a lancé lundi un ultimatum de cinq jours aux ambassades étrangères à Koweït, leur demandant de cesser toute activité et de fermer leurs locaux.

Pages 3 et 6

● **L'état des marchés.** – Le mouvement de baisse s'accélérait lundi 20 août en début d'après-midi à la Bourse de Paris. L'indice CAC 40 affichait un recul de 4,6 %, après avoir ouvert à – 1,4 %. Le recul touchait aussi Tokyo qui clôturait à – 1,1 %. Le prix du baril de brut accusait une baisse de 20 cents, à 26,90 dollars sur le marché de Rotterdam, l'Arabie saoudite paraissant déterminée à accroître sa production.

Pages 15 et 20

L'ONU en première ligne

DÉCIDÉMENT, il est bien loin, le temps où le général de Gaulle pouvait, sans trop choquer, brocarder le « machin » de New-York. Aujourd'hui, l'Organisation des Nations unies n'inspire plus la moindre raillerie, seulement l'espoir et le respect retrouvé. La crise du Golfe a consacré, d'ores et déjà – et de quelle manière ! – le retour en grâce et en force de l'ONU, amorcé ces dernières années.

Dès l'invasion du Koweït par l'armée de Bagdad le 2 août, la grande maison de verre des bords de l'East River est devenue le principal centre de traitement de la crise. Qu'elle reste le lieu privilégié de la concertation n'est pas nouveau, mais conforme à sa mission. Ce qui importe, c'est qu'elle se soit, cette fois, comportée d'emblée en centre de décision, rapide et efficace.

Au soir même du coup de force irakien, le Conseil de sécurité exigeait un retrait « immédiat et inconditionnel » de l'envahisseur. Le 6 août, il décidait, unanime, dans sa résolution 661, l'embargo commercial, financier et militaire de l'Irak et du Koweït occupé. Le 9 août, il déclarait, toujours aussi unanime, « nulle et non avenue » l'annexion du Koweït annoncée la veille à Bagdad. Et il n'entend visiblement pas en rester là.

POUR riposter aux derniers chantages de M. Saddam Hussein, pour l'obliger à libérer les ressortissants occidentaux qu'il retient en otage et le contraindre à lâcher prise au Koweït, le Conseil envisage le recours à la force. Il devait se réunir dans la soirée du lundi 20 août pour examiner l'imposition d'un blocus naval, conformément à l'article 42 de la Charte des Nations unies. Le recours à une telle mesure serait sans précédent dans l'histoire de l'organisation internationale, si l'on considère que le mandat de l'ONU dont se sont réclamés les Etats-Unis pour riposter à l'attaque communiste en Corée avait été obtenu dans des conditions juridiques contestables.

SI l'ONU est réhabilitée, quarante-cinq ans après sa naissance, elle le doit d'abord à M. Gorbatchev, qui fut son meilleur avocat, depuis le discours prononcé à sa tribune en décembre 1988. Après n'avoir vu dans l'organisation internationale pendant des décennies qu'une enceinte où déverser sa propagande et séduire le tiers-monde, après avoir usé et abusé de son droit de veto, Moscou réhabilita soudain les Nations unies, affichant son désir de leur voir jouer un rôle essentiel.

Cette conversion n'était pas due à un caprice. Elle découlait de la détente Est-Ouest telle que la concevait M. Gorbatchev. Dès lors que la nécessaire entente entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, à la fois force et faiblesse des Nations unies, est un fait acquis, comme c'est le cas dans cette crise du Golfe, l'ONU peut enfin jouer pleinement son rôle. Le talent de son secrétaire général, M. Perez de Cuellar, médiateur discret et tenace, fait le reste. Résultat : le président Bush, qui représenta naguère son pays à l'ONU – et n'a jamais nourri pour elle le mépris affiché par son prédécesseur – a pris soin, d'entrée de jeu, de placer sous sa bannière la riposte des Etats-Unis.

Le grand prédateur et les otages

par Jacques Amalric

Saddam Hussein impose à la communauté internationale le premier vrai test de sa détermination à construire un ordre nouveau pour remplacer celui de la guerre froide, de la rivalité et de la dissuasion Est-Ouest. Il faudrait être aveugle pour ne pas mesurer l'ampleur du défi tant l'expansionniste de Bagdad a chargé la barque : annexion pure et simple du Koweït, dans la grande tradition des Mussolini et autres Hitler ; tentative de renversement d'alliance à l'égard de Téhéran, l'ennemi héréditaire, un peu à la manière de Hitler et Staline ; efforts multiples pour transformer un acte de rapine un jour en une croisade anti-israélienne, le lendemain en un affrontement Nord-Sud, le tout pour déstabiliser plusieurs pays de la région, grâce à des arguments populistes et égalitaires qui feraient pour un peu oublier que si l'Irak, deuxième producteur mondial de pétrole, est un pays pauvre, ce n'est que par la faute de la passion guerrière de son chef ; promesse d'avoir recours aux armes chimiques et enfin prise en otage de milliers d'Occidentaux dont on proclame haut et fort qu'ils seront les premières victimes d'un éventuel conflit.

La plupart des nations ont condamné le kidnapping du Koweït et se sont ralliées au principe de sévères sanctions contre l'Irak. Les motivations de la mise de Bagdad au ban de l'humanité ont été sans doute variées même si le souci de ne pas voir trop grimper le prix du baril de pétrole a primé, y compris chez bon nombre de dirigeants du tiers-monde dépourvus de ressources énergétiques. Parmi les autres raisons, citons le refus de voir apparaître sur les ruines de l'ordre ancien des dictateurs régionaux libres de remettre en cause les frontières issues de la colonisation et de pratiquer, sous prétexte d'anti-impérialisme, un colonialisme aussi bien politique qu'économique.

Lire la suite page 6

L'inquiétude derrière le consensus

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Avec la démonstration de force, viennent aussi les questions. Elles ont commencé à être posées ce week-end par la presse et certains congressistes et tournent autour d'un seul thème : quelles sont les véritables intentions du président George Bush dans la crise du Golfe ?

Jusqu'à présent, le soutien a paru unanime. La détermination du président n'a suscité que louanges. Il faut aller à l'extrême droite pour trouver quelques voix « isolationnistes » et critiques du déploiement militaire en cours. A longueur d'images télévisées, l'Amérique regarde ses boys partir pour le front, sinon pour la guerre, apparemment sans trop bien savoir ce que veut le président, mais en lui faisant confiance.

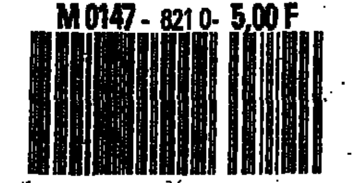
Le spectacle est permanent de marines faisant leur paquetage, de marines embrassant femmes et enfants avant de monter à bord d'un des bâtiments de l'armada, de marines pendant le voyage et de marines à l'arrivée sur des bases en Arabie saoudite que les journalistes n'ont pas le droit de nommer. La télévision donne les numéros de téléphone des permanences chargées de relayer les messages des familles des soldats : *« Dad, tu es parti en emmenant le carnet de chèques »*...

Un groupe pop a écrit une chanson : *Les Yankees arrivent*. Une boutique de Washington vend un t-shirt à l'inscription douteuse : *« Phobies irakiennes ? Rien qu'un petit raid ne saurait soigner. »* Le président n'a encore signé aucun appel à la mobilisation des réservistes – sauf pour une quarantaine d'équipages de l'aviation civile – mais les pères de famille interrogés annoncent qu'ils partiraient sans hésiter.

Derrière cette façade de confiance et de solide consensus, se cache une certaine inquiétude et pas mal de confusion dans la perception des objectifs de l'opération. L'impression dominante est que plus elle durera et moins sera assuré le soutien du président par l'opinion.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 6



Un article du secrétaire général de la CFDT

Sortir de la somnolence démocratique

par Jean Kaspar

En 1989, nous fêtions le bicentenaire de la Révolution française. Cela fait deux siècles que notre pays, à travers bien des conflits, des crises et des drames a donné corps à l'idée démocratique. Les partis politiques mais aussi le syndicalisme y ont pris leur part.

Pourtant aujourd'hui la démocratie dans notre pays semble essoufflée comme si elle ne constituait plus la grande ambition, comme si notre démocratie n'avait plus d'espaces à conquérir. La situation est inquiétante. Regardons les faits.

Le débat politique, malgré la qualité de la majorité des hommes et des femmes qui s'y consacrent, se cantonne trop souvent à des questions ou à des débats sans lien avec les interrogations, les angoisses et les attentes de la majorité des citoyens. Le débat d'idées a du mal à se développer en dehors des anathèmes traditionnels qui n'intéressent plus que ceux qui les professent. Le court terme l'emporte souvent sur la recherche de perspectives qui éclairent l'avenir.

Le mouvement syndical lui-même a du mal à sortir des sentiers battus. Comme le disent fort justement Daniel Labbé et Frédéric Périn dans leur récent ouvrage *Que reste-t-il de Billancourt ?*, *« le syndicalisme structure de moins en moins le monde de l'entreprise, tout se met en place dans des arrangements où il est absent »*. Les organisations syndicales restent installées dans leurs tranchées creusées par l'histoire, tandis qu'autour d'elles tombent tant de murs que l'on croyait immuables. Alors que la démocratie prône la participation de tous et le choix du plus grand nombre dans les orientations politiques, économiques, sociales, tout se déroule à présent dans une passivité grandissante.

Le désintérêt pour la chose publique se manifeste par un abstentionnisme croissant et une désaffection persistante pour les formes traditionnelles d'organisations militantes.

Lire la suite page 17

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,26 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux



BN IN REGARDS SUR LA PHOTOGRAPHIE EN FRANCE AU XIXe SIÈCLE/BERGER-LEVRAULT

Paul Verlaine au café, quelques semaines avant sa mort.

26. Dégénérescence et bains-douches

La France est une éponge. Plus de 400 000 bistrots l'abreuvent d'absinthe, de petit blanc ou de Noilly. Les aliénistes fustigent les alcooliques qui encombrent leurs services. Mais l'éthylisme n'est pas le seul fléau. La tuberculose et la syphilis rôdent.

« *LE travail est la plaie des classes qui boivent* », avait rappelé joliment Bernard Shaw. Il n'empêche : c'est sans émotion économique particulière que le Conseil supérieur de l'instruction publique renforce, en 1897, le programme scolaire dénonçant les ravages de l'alcool, que Poincaré avait lancé en 1895. Mais si ses causes profondes sont négligées, la lutte contre le fléau est engagée sans merci. A tous les niveaux de l'enseignement, et surtout à l'école primaire, les maîtres vont installer leurs élèves tétanisés devant des planches anatomiques où le foie cirrhosé vire au brun excrémentiel, où le cerveau imbibé se recroqueville, misérable truffe promise au délirium.

Puis ils feront circuler ces images désolantes de la femme guettant son poivrot devant l'assommoir et le reconduisant, titubant, jusqu'au logis, où il jouera du tisonnier sur les petits avant de sombrer dans le sommeil de la brute. L'argent gaspillé, le foyer déserté, bientôt les dettes, le désespoir, la brutalité.. puis le crime ou le cabanon : aucune étape du cycle fatal ne sera épargnée. Chaque matin une maxime calligraphiée ornera le tableau noir : « *La porte du cabaret conduit à l'hôpital* », ou « *Le cabaret est un abattoir d'hommes* ». Dictées, calcul, narrations, méditations sur des faits divers funèbres soutiendront en outre l'attention tout au long de l'année. L'école part en guerre contre le plus redoutable signe d'une dégénérescence de la race.

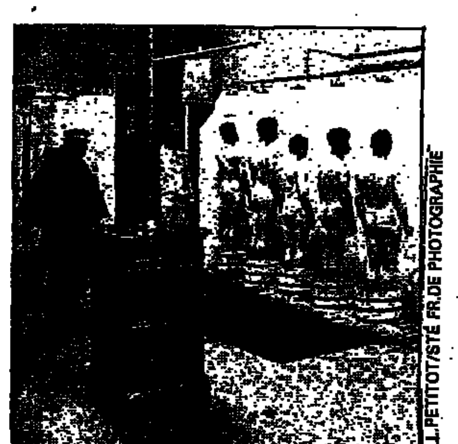
La France, il est vrai, est une énorme éponge. Les publicités pour les quinquinas roboratifs et le *Dictionnaire populaire de médecine usuelle* soutiennent que « *les boissons alcooliques excitent l'appétit, stimulent le système nerveux, raniment l'énergie des fonctions vitales et sont utiles à toutes les classes de la société, autant à l'ouvrier qui fatigue qu'au convalescent qui se rétablit, autant à l'enfant qui se développe qu'au vieillard qui tombe dans la décrépitude* ». Pasteur lui-même ayant déclaré que le vin était « *la plus saine et la plus hygiénique des boissons* », jamais ne parut meilleur ce pinard français qui relevait l'âme de la nation défaite en 1870. Tant et si bien que, sans compter d'innombrables buvettes mobiles, tripots d'arrière-cour, cantines, « *celliers ouverts* », crémeries et kiosques qui débitaient aussi du « *gros qui tache* » et doublaient sans doute les chiffres officiels, on recensait en 1886 plus de 400 000 débits de boissons patentés et 470 000 vers 1900, soit la proportion respectable d'un établissement pour 54 adultes.

La consommation a changé de nature. Aux ivresses passagères et publiques des jours de fête et de paye, aux bitures mélancoliques des esseulés, s'ajoutent désormais la griserie systématique et ostentatoire, l'imprégnation industrielle et quotidienne par la « *consolante* », dit-on significativement en argot du temps. Le petit monde urbain des employés, des commerçants et même des ouvriers à l'aise a basculé dans l'« *apéritisme* » pour le grand bonheur de Noilly, de Cusenier et surtout de la « *verte* » Terminus ou La Perle (la seule production d'absinthe décuple de 1880 à 1900). En outre, « *il est peu de personnes qui après chaque repas ne prennent pas un petit verre de liqueur* », explique le *Dictionnaire populaire* toujours optimiste, quitte à poursuivre, il va de soi, avec le « *tout ensemble* », ce café arrosé consommé parfois dès l'aube, délice nouveau des femmes et même des enfants qui prennent de forts « *canards* », qu'on retrouve toujours sous des noms affectueux, « *bistouille, postillon, rincette, gloria* » ou « *champoreau* ».

Partout en ville, à toute heure, l'industrie coule à ras bords, « *rouges* » de luxe bien sucrés, « *petits blancs* » chargés à l'œuf, malagas extraits des noyaux de pruneaux, « *trois-six* » à la mélasse, vermouths et bitters puant le cuivre, tous les produits d'une habile chimie qui élimine le « *mauvais goût de tête* » ou « *de queue* » pour offrir de « *l'alcool de cœur* ». Dans les campagnes, un bon million de bouilleurs de cru « *brûlent* » sans désemparer et fournissent un solide approvisionnement, familial et supposé plus proche de la nature, en jus, lies, « *casse-pattes* », « *tord-boyaux* » ou marcs « *rectifiés* ».

TOUS ces « *esprits de soleil* » et autres « *eaux des braves* » sont allègrement enfilés : 4,37 litres d'alcools taxés par habitant en 1890, plus de 6 litres en 1900. Les villes boivent dans l'ensemble bien plus que les campagnes, les pays producteurs de vigne sont plus sobres que les bocages ou les limons. Mais c'est toute la France septentrionale qui trinque le plus haut avec, en écharpe de Brest à Lille, des records absolus pour l'Ouest, le Bassin parisien et le Nord : de 16 à 21 litres à la fin du siècle dans la Somme, l'Oise, le Calvados puis la Seine-Inférieure, et même 33 litres dans la Manche contre 4 dans l'Hérault ! A ces sensations fortes des heures de pointe s'ajoute la lubrification quotidienne : 234 litres de vin courant par tête pour la seule année 1900 dans les banlieues ouvrières de Paris, mais 164 à Nantes et moins de 100 dans le Midi, ingurgités en toute innocence et souvent en sain défi face aux autres boissons frelatées (« *Je suis pour le vin contre l'absinthe, comme pour la tradition contre la révolution* », affirme un spécialiste, Léon Daudet, le dénonciateur du *Stupide XIXe siècle*).

En clair : l'alcool sous toutes ses formes est consommé à table comme au café ; on en apprend l'usage à l'armée et au travail, dans l'intimité familiale comme dans les sociabilités de quartier ; les hommes entraînent femmes et enfants, les anciens forment les jeunes. Etudiant dans sa thèse les paysans de la Normandie orientale, Jules Sion observe : « *A tous les âges la morbidité est aggravée par l'alcoolisme.* [...] *Aux enfants, on trempe souvent la soupe à l'eau-de-vie dès 3 ou 4 ans.* » Et Clemenceau de s'interroger en 1895 dans *le Grand Pan* : « *Est-il donc étonnant, quand l'organisme vient à faiblir, que l'homme dépité, inquiet du lendemain, veuille d'abord pourvoir au plus pressé en pliant au service exigé la bête résistante ? Il étend les mains pour saisir le remède. Il trouve le poison.* » Puis Zola de conclure, dans *Fécondité*, en 1899 : « *Un souffle d'alcool sortait des restaurants et des cafés, émasculait les hommes, détraquait les femmes, empoisonnait l'enfant dans l'œuf* ».



COLL. PETITOT/STÉ FR. DE PHOTOGRAPHIE

Le culte de la propreté se développe jusque dans les asiles municipaux.

Des alcools médiocres, consommés en plus grande quantité et dans une émulation sociale plus que douteuse : ce constat, étayé par des statistiques fébriles, met en émoi tous ceux qui pensent à l'avenir de la race. Médecins et aliénistes décrivent par le menu le sort des épaves qui surchargent leurs services, soulignent que l'alcoolisme est le premier responsable de la phtisie, qu'il aggrave la surmortalité dans un pays déjà menacé d'une « *ruine de l'espèce* » par le malthusianisme, multiplie suicides, accidents et impuissances sexuelles : en 1895, le docteur Legrain ramasse leur sombre argumentaire dans *Dégénérescence sociale et alcoolisme*. Magistrats et policiers rapportent de leur côté l'alarmante progression des crimes et des délits perpétrés sous l'empire de la boisson. Les militaires, pourtant grands pourvoyeurs de « *consolantes* » à la caserne ou en campagne, font mine de surenchérir et rappellent que l'arme ne devra pas trembler au bras du défenseur de la Patrie. Les socialistes du POF de Jules Guesde eux-mêmes exposent que l'alcool, opium du pauvre, anesthésie la contestation sociale et devient « *le meilleur gendarme du Capital* ».

L'initiative privée a tenté de populariser la plupart de ces thèmes dans les milieux les plus atteints. La vieille Société française de tempérance, trop élitiste, s'essouffle, mais le docteur Legrain a lancé en 1891 une dynamique Union française anti-alcoolique qui compte bientôt 40 000 membres. En 1899, un premier Congrès international à Paris marque l'apogée de cette croisade aux effets, semble-t-il, assez limités. Si bien qu'il revient à l'Etat de renforcer les ligues et d'officialiser le cri d'alarme. Il intervient fort peu, par une législation sur les bouilleurs de cru ou sur la répression de l'ivresse publique, que maires et préfets hésitent à appliquer, et investit, on l'a vu, le meilleur de ses forces sur la génération à venir, par le canal de l'école.

La massivité de l'alcoolisme marginalise toute dénonciation des méfaits des autres drogues, dont on postule un peu vite que l'usage serait réservé, entre autres vices inavouables, aux aristocrates fin de race, aux bourgeois à bout de souffle et aux artistes décadents. Tous ceux-ci, déjà fort imprégnés du nervosisme fin de siècle, sacrifient donc à Circé pratiquement sans ombrage, astiquent leurs seringues de Pravaz et hantent les fumeries, passant de la morphine, « *noire idole* » ou « *fée grise* », à l'éther, puis, vers 1900, à l'opium plus exotique. Par contre, l'énergie mobilisée face à l'alcool se démultiplie sur le front, tout aussi menacé, des maladies. La révolution pastorienne a permis de mieux repérer l'ennemi et, par chance, un vieux ravageur comme le choléra frappe pour la dernière fois en 1893. Mais le Mal prolifère au plus intime de l'être collectif sous deux formes modernes qu'on n'évoque plus sans terreur : la tuberculose et la syphilis.

La première, dont la hantise s'épanouira surtout après 1900, est la cause d'à peu près 20 % des décès en ville, surtout sous sa forme pulmonaire : la voici attaquée à grands coups de campagnes préventives, d'examens anxieux de la qualité de l'air dans les milieux de vie et, bientôt, de sanatoriums pour poumons mités, mais sans que soit tout à fait desserrée l'angoisse devant la transmission héréditaire de cette grande Faucheuse.

Par contre, le péril vénérien déchaîne tous les fantasmes. La blennorragie, pourtant mieux connue depuis que Neisser a isolé le gonocoque, passe désormais pour plus redoutable qu'une banale « *goutte militaire* » ou « *plaie des jeunes ménages* », car on mesure mieux ses ravages chroniques. Et la syphilis prospère, avec ses aléatoires traitements au mercure ou à l'iodure, malgré une meilleure surveillance des filles publiques. La lutte prophylactique généralisée n'étant guère engagée avant 1901, la voici installée à l'épicentre des angoisses. Elle devient donc d'un coup mal absolu, moteur intime du drame bourgeois, remords populaire et hantise de toutes les familles, avec une fixation particulière sur sa propagation chez les innocents. Les *Annales d'hygiène publique et de médecine légale* s'emplissent de dissertations sur les atteintes du bébé par la nourrice, ou sur la transmission du tréponème dans les salons de coiffure ou les bureaux de poste, les bancs de communion des églises ou les sièges des lavabos.

MAIS elle effraie surtout parce qu'elle est promesse assurée de dégénérescence, rappelée par les travaux du docteur Fournier, puisqu'elle frappe les femmes de stérilité, augmente les risques d'avortement, multiplie rachitiques ou monstres, et qu'elle sévit surtout chez les jeunes sujets sains des deux sexes. Alors qu'elle cause moins de 3 % des décès (mais 7 % dans l'armée), elle a vérolé tout l'imaginaire social. En 1900, dans *les Mancenilles*, atroce étude clinique d'André Couvreur, elle est comparée au mancenillier, l'arbre mortel pour ceux qui s'endorment sous son ombre.

Toutes ces peurs appellent les secours d'une police des mœurs et d'une hygiène drastique. Maladies morbides, folie (le nombre des internés passe de 75 000 à 90 000 de 1891 à 1901), hystéries exhibées à la Salpêtrière, drogues et alcools : autant de symptômes du désordre intime de la société, autant de promesses physiques de décadence. Criminologistes et médecins légaux, qui tâtent des bosses suspectes sur les crânes des assassins et qui trient leurs fiches anthropométriques avec le docteur Bertillon, ont déjà tiré la conclusion de leur recherche du chromosome fatal ou de la morphopsychologie douteuse : la maladie, l'hérédité, l'épuisement de la race ont à voir avec le crime. Le docteur Lacassagne défend cette thèse hélas trop française dans les congrès internationaux, contre l'anthropologiste italien Lambroso. « *Le criminel*, a-t-il dit dès 1885, *est un microbe qui ne pullule que dans un certain milieu* ». Ainsi est bouclé le cercle de la déliquescence collective.

Que faire désormais, et qui croire ? Malgré tant d'inquiétudes et de délires, une des réponses les moins inadaptées, raisonnée et rafraîchissante, fut le culte tout neuf de l'hygiène publique et privée auquel ces années-là sacrifient si volontiers. Pour chasser les miasmes et les microbes, pour guérir un corps social qui divague dans son malheur, la fin de siècle inventa donc aussi les bains-douches municipaux et l'eau à tous les étages.

Prochain épisode
Le triomphe
de M. Perrichon

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».

- **Lundi 20 août** : Dégénérescence et bains-douches.
- **Mardi 21 août** : Le triomphe de M. Perrichon.

Pour en savoir plus

▶ *Liberté, égalité, propreté. La morale de l'hygiène au XIXe siècle*, de Julia Csergo, Albin Michel, 1988.
▶ *Médecins et assassins à la Belle Epoque*, de Pierre Darmon, Le Seuil, 1989.
▶ *Murders and Madness. Medicine, Law and Society in the Fin de siècle*, de Ruth Harris, Clarendon Press, Oxford, 1989.
▶ *Archives du corps. La santé au XIXe siècle*, de Jacques Léonard, Ouest-France, 1986.
▶ *La Belle Epoque de l'opium*, d'Arnould de Liedekerke, Ed. de la Différence, 1984.
▶ *L'Haleine des faubourgs*, Lion Murard et Patrick Zylberman dir., Recherches, 1978.

La crise du Golfe et les menaces sur les ressortissants étrangers retenus en otage

Bagdad souffle le chaud et le froid pour tenter d'ébranler la cohésion des pays occidentaux

L'Irak a soufflé dimanche 19 août le chaud et le froid pour s'efforcer d'ébranler la cohésion des pays occidentaux dans leur fermeté à l'encontre de Bagdad. Les autorités irakiennes ont commencé par provoquer l'émoi, dimanche matin 19 août, en sommant les ressortissants étrangers au Koweït de se regrouper dans trois hôtels, passant outre à une injonction du Conseil de sécurité exigeant d'elles d'autoriser, voire de faciliter le départ des nationaux retenus en Irak et au Koweït.

Le soir, après que le président Saddam Hussein eut confirmé que les ressortissants étrangers serviraient de bouclier pour dissuader les Américains d'intervenir, l'Irak a annoncé *«comme preuve de sa bonne volonté»* qu'un certain nombre de ressortissants d'Autriche, de Suède, de Suisse, de Finlande et du Portugal seraient autorisés à quitter l'Irak, *«les pays dont ils dépendent n'ayant pas envoyé de forces ni d'équipements dans la région»*.

Bagdad a ajouté que la situation des autres ressortissants de ces pays sera examinée en fonction de l'attitude que ces pays adopteront à l'égard du blocus alimentaire décrété contre l'Irak.

Dans sa lettre ouverte aux familles des personnes retenues en Irak et au Koweït, le président Saddam Hussein a posé des conditions extrêmement dures à la libération des milliers d'otages occidentaux. La première exige un engagement des Etats-Unis de retirer leurs forces de la région, sous les auspices du Conseil de sécurité et dans un délai n'excédant pas le temps que ces forces ont mis pour se déployer.

La seconde réclame au président des Etats-Unis un engagement par écrit *«clair et sans équivoque»* de retirer ses forces, et celles de ses alliés, des terres arabes et des lieux saints musulmans; de ne pas attaquer l'Irak et de lever l'embargo qui lui est imposé.

Ces propositions ne représentent aucune concession sur le fond, si ce n'est un engagement de l'Irak à ne pas attaquer l'Arabie saoudite. Quant au problème fondamental de l'occupation et de l'annexion du Koweït, le président irakien le renvoie astucieusement aux instances arabes – au même titre que celui du Sahara occidental, qui opposa longtemps l'Algérie et le Maroc, et la question de *«l'occupation syrienne au Liban»*, – sachant la Ligue arabe paralysée par ses contradictions. Il a d'ailleurs rappelé longuement que le Koweït a fait, à certaines périodes de l'histoire, partie intégrante de l'Irak, en qualifiant une nouvelle fois l'émir du Koweït de *«Crésus»*.

La Maison Blanche, par la voix de son porte-parole, M. Marlin Fitzwater, a donc rejeté avec célérité la dernière initiative du président irakien. *«Il semble que nous avons depuis quelques jours une leçon quotidienne sur le ridicule de la part de l'Irak»*, a-t-il déclaré dimanche à bord de l'avion présidentiel ramenant à Washington M. George Bush de Kennenbunkport, où il se trouvait en vacances.

Quelques heures plus tôt, un porte-parole de la présidence, M. Doug Davidson, avait indiqué que les Etats-Unis maintenaient leur position selon laquelle l'Irak doit se retirer *«totalement, immédiatement et sans condition»* du Koweït. La nouvelle initiative de Saddam Hussein *«n'a vraiment pas beaucoup à voir avec nos objectifs»*. *«Elle ne contient pas de nouvelles propositions pertinentes et ne fait pas référence aux demandes des Nations unies et de la Ligue arabe pour que l'Irak quitte le Koweït»*, a poursuivi M. Fitzwater qui a estimé que cette initiative n'améliorait pas les perspectives de trouver une solution à la crise du Golfe.

A Londres, dans la soirée, le Foreign Office a rejeté à son tour les propositions du président Saddam Hussein en indiquant que *«cela ne représentait aucun véritable progrès»*. Le Foreign Office avait auparavant annoncé que les ressortissants étrangers rassemblés dans les hôtels de Koweït City seront transférés dans des *«installations-clés»* au Koweït et en Irak, telles que des bases militaires, et que les personnes qui ne s'exécuteront pas seront recherchées. Toute la journée de dimanche, *via* le service international de la BBC, le Foreign office a conseillé aux Britanniques de *«rester chez eux et de garder un profil bas»*.

Il a cependant demandé *«à tous ceux que les autorités irakiennes tenteront de déplacer de force de n'offrir aucune résistance»*.

Trente-cinq Américains réfugiés à l'ambassade

Selon la chaîne américaine CBS, des Américains ont commencé à être dispersés dans au moins quatre installations stratégiques en Irak, dont des usines chimiques. L'envoyé spécial de la chaîne à Bagdad, Dan Rather, a également indiqué qu'un groupe de trente-cinq Américains avaient trouvé refuge dans des locaux diplomatiques dépendant de l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad.

Selon Dan Rather, dont les informations n'ont pas été confirmées par le département d'Etat ou la Maison Blanche, les ressortissants américains ont été répartis dans au moins quatre usines produisant des armes chimiques, des produits chimiques et de l'acide sulfurique : Al Qaim (près de la Syrie), Al Iskandariyah (sud de Bagdad) et Baiji (au nord de Bagdad), notamment.

Huit autres Américains qui se trouvaient à Mossoul (nord de l'Irak), l'un des plus importants centres de production pétrolière, ont également reçu l'ordre de rester où ils se trouvaient pour protéger ces installations qui se trouvent près des frontières turque et syrienne. Interrogé sur la chaîne ABC, le secrétaire américain, M. Richard Cheney, a indiqué que les Etats-Unis comptaient pour le moment sur les efforts diplomatiques pour obtenir la libération des otages (que la Maison Blanche continue de refuser d'appeler ainsi, bien que le mot ait été utilisé par des parlementaires et des diplomates américains).

En fait, indique-t-on dans les milieux militaires, le nombre même des personnes retenues rend une opération de secours pratiquement impossible, surtout si elles sont dispersées à travers le pays. En outre, les effectifs américains arrivés sur place, dont la puissance de feu est fondée surtout sur celle de l'aviation, seraient sans doute insuffisants.

Samedi, l'Irak avait averti que les étrangers, notamment les enfants, souffriraient, au même titre que les Irakiens, de la pénurie alimentaire provoquée par les mesures de boycottage économique. Pour Bagdad, le blocus du pays constitue un *«acte de guerre»* et les pénuries alimentaires qui s'ensuivraient seraient aussi ressenties par des ressortissants étrangers, nouveau-nés y compris.

«Dénier aux Irakiens vivres et médicaments est un acte de guerre», a déclaré le ministère irakien du travail et des affaires sociales, ajoutant que la meilleure solution était de mettre fin à l'embargo. – *(AFP, AP, Reuter.)*

PANCHO

La lettre ouverte du président irakien aux familles

« Moi aussi, je souffre avec vous... »

Voici les principaux extraits de la lettre ouverte du président Saddam Hussein aux familles des étrangers retenus en Irak et au Koweït, diffusée en arabe, dimanche soir 19 août, par la radio et la télévision irakiennes :

«Mesdames, messieurs, chers enfants.

» Je sais que vous souffrez parce qu'il n'est pas permis à vos parents de quitter l'Irak et, moi aussi, je souffre avec vous. Je suis certain que le président et les membres de l'Assemblée nationale souffrent pareillement, comme tous les Irakiens et Arabes (...).

» Vous savez que l'Irak sort d'une guerre avec l'Iran qui a duré huit ans. Vous savez également que cette guerre mettait aux prises deux pays pétroliers sur les champs de pétrole du Golfe. Il se trouve que les troupes irakiennes ont pénétré en Iran et que les troupes iraniennes ont pénétré en Irak. Pourquoi l'Amérique, la Grande-Bretagne et d'autres ne sont-ils pas intervenus pour y mettre fin, et pourquoi n'ont-ils pas menacé ceux qui ne se pliaient pas aux résolutions du Conseil de sécurité à l'époque? Ils ne l'ont pas fait parce qu'ils contribuaient à l'attiser (la guerre) *et parce que, eux et leurs alliés arriérés comme le Crésus de Koweït et ses collaborateurs, voulaient la voir se poursuivre.*

» Pourquoi le président des Etats-Unis et le premier ministre de Grande-Bretagne veulent-ils affamer le peuple irakien jusqu'à la mort? A bas tout cela. Qu'a fait le peuple irakien sinon de s'unir et de réunir les familles que le temps avait divisées entre l'Irak et le Koweït, de se défendre et d'aider à renverser le cheikh arriéré du Koweït qui ne s'intéresse qu'à amasser argent et femmes?

» L'Assemblée nationale de notre pays, conformément à ses obligations constitutionnelles et humanitaires, cherche un moyen d'éviter la catastrophe. L'un des moyens dont elle est convenue avec les autres responsables est d'empêcher les étrangers de quitter l'Irak, particulièrement ceux dont les gouvernements ont adopté une attitude hostile à l'égard de l'Irak et participé à des préparatifs pour une agression et un boycottage économique. Ce sera l'un des moyens d'ouvrir la voie à un dialogue approfondi avec les peuples de ces pays, leurs représentants et administrations afin de trouver une solution pacifique et éviter une catastrophe pour la région et l'humanité tout entière. De toute façon, leur présence aux côtés de familles irakiennes comme cibles vivantes pourra peut-être empêcher une agression militaire (...). *Eviter la mort et la famine résultant de la politique américaine contre l'Irak en empêchant des personnes de voyager bénéficie à l'humanité en général.*

» Afin de donner à toutes les parties l'occasion de réaliser la paix, de démasquer ceux qui veulent la guerre et la destruction, et d'assurer la liberté à tous, nous prenons l'initiative suivante :

» Premièrement, que le Conseil de sécurité garantisse, avec l'accord des Etats-Unis, que l'Amérique retirera ses forces de la région dans un délai au moins aussi court que celui de leur déploiement dans la région, et que le Conseil de sécurité s'engage auprès de l'Arabie saoudite à s'opposer militairement à l'Irak, aux côtés de ceux qui accepteraient la résolution, si l'Irak tentait d'attaquer l'Arabie saoudite. Dans le même temps, l'Irak et l'Arabie saoudite garantiraient qu'aucun des deux n'attaquerait l'autre ou ne s'en prendrait à ses intérêts.

» Deuxièmement, ou bien que le Conseil de sécurité s'engage à garantir la paix et la sécurité dans toute la région conformément aux principes généraux de notre initiative. Et que les forces étrangères se retirent des lieux saints dans le Hedjaz et le Nedjd. Nous considérons cette option comme étant celle qui permettrait une paix totale et complète et une stabilité certaine pour cette région du monde.

» Troisièmement, si la clause une ou deux est appliquée, alors les étrangers seraient immédiatement autorisés à voyager où ils le souhaitent et en toute liberté.

» Quatrièmement, s'il n'est pas possible d'appliquer les clauses ci-dessus, il suffirait, en ce qui nous concerne, que le président des Etats-Unis s'engage clairement, publiquement et sans ambiguïté à retirer ses troupes et les troupes de ses alliés de la terre arabe et des lieux saints des musulmans au moins aussi rapidement qu'elles se sont déployées, et qu'il garantisse qu'il n'usera pas de la force contre l'Irak, annonce qu'il respecte la loi internationale et ne la violera pas, lève le blocus de l'Irak sans délai et totalement, et traite l'Irak sur la base d'un respect mutuel où chacun respecte les intérêts de l'autre.

» Cinquièmement, concernant la question du Koweït, les Arabes la traiteraient comme un problème arabe, comme cela a été le cas pour tous les autres problèmes de même ordre, comme la question du Sahara occidental entre le Maroc et les parties prenantes dans ce différend, comme l'occupation syrienne du Liban et d'autres problèmes. » – *(Reuter.)*

Sans précédent depuis quarante ans

GENÈVE

de notre correspondante

Etre ressortissant d'une nation ennemie ou réputée telle – ce qui est le cas dans l'actuelle crise du Golfe – dans un pays en proie à un conflit ou occupé a toujours été une situation périlleuse, surtout dans la situation d'otage.

La prise d'otages est bien sûr prohibée par la 4e convention de Genève, en date du 12 août 1949, relative à la protection des populations civiles en temps de guerre.

L'article 4 précise que *«sont protégées par la convention les personnes qui, à un moment quelconque et de quelque manière que ce soit, se trouvent, en cas de conflit ou d'occupation, au pouvoir d'une partie en conflit ou d'une puissance occupée dont elles ne sont pas ressortissantes»*. En outre, l'article 28 de cette convention stipule qu'*«aucune personne protégée ne pourra être utilisée pour mettre par sa présence certains points ou certaines régions à l'abri des opérations militaires»*. L'Irak a signé et ratifié la 4e convention.

Avant 1949, les belligérants ou les forces d'occupation pouvaient, sans enfreindre le droit international, utiliser les étrangers comme monnaie d'échange ou comme *«matériel de protection»*. C'est ainsi que, durant la guerre de 1914-1918, tous les étrangers se trouvant sur le territoire des parties au conflit furent généralement internés et l'on procéda parfois à des échanges de civils entre Etats qui se battaient. Il y eut aussi des cas de civils arrêtés et détenus en otages : ainsi, des ressortissants belges, déportés pour travailler en Allemagne, furent-ils mis sur les toits des trains militaires pour y servir de *«boucliers»*, ce qui souleva des protestations un peu partout dans le monde. Les alliés n'ont pas hésité pour leur part à utiliser les civils de puissances ennemies à bord de navires hôpitaux afin d'écarter le risque de les voir couler par des sous-marins allemands.

Pendant la deuxième guerre mondiale, les ressortissants de pays ennemis ont été internés. Quand ils étaient assimilés à des prisonniers de guerre, ils pouvaient bénéficier de l'assistance de la Croix-Rouge ou de celle de pays neutres. Il y eut des situations plus insolites, comme celles de l'internement en Afrique du Sud de civils finlandais ou l'arrestation en Egypte d'Italiens qui y étaient établis depuis des générations, le plus souvent dans l'épicerie.

La plupart de ces civils n'ont pas été maltraités, vraisemblablement parce que le principe de réciprocité a pesé d'un poids suffisant, ce qui n'a pas été le cas des juifs, des Tsiganes et des populations des pays annexés par le IIIe Reich qui ne jouissaient d'aucune sorte de protection.

Mais depuis l'entrée en vigueur de la 4e convention de Genève, les civils étrangers n'ont jamais connu de situation comparable à celle qui prévaut actuellement en Irak.

La crise de Suez et le rôle de la Suisse

Pendant la crise de Suez (1956), la plupart des ressortissants français et britanniques qui résidaient en Egypte ont pu être rapidement rapatriés grâce à l'assistance de la Suisse, *«puissance protectrice»* chargée de défendre leurs intérêts. Mais les 55 000 apatrides, ou considérés comme tels par Le Caire, que comptait alors l'Egypte furent internés.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) eut la possibilité de les visiter et, au bout de deux ou trois ans dans certains cas, réussit à leur faire quitter le pays. Il s'agissait surtout de juifs européens ayant fui les persécutions nazies, mais aussi de juifs égyptiens déchus de leur nationalité par décision de Nasser. Le CICR a ainsi enregistré 7 090 départs à destination du Pirée. La plupart de ces émigrants ayant été dépossédés de leurs biens, il fut aidé financièrement dans sa tâche par des organismes juifs d'assistance. Au chiffre du CICR, il convient d'ajouter le nombre, difficile à préciser, de ceux qui, ayant conservé quelques ressources, parvinrent à partir par leurs propres moyens.

Pendant la guerre de six jours, l'armée israélienne ayant atteint le Jourdain, un certain nombre de ressortissants (entre autres des Irakiens) de pays sans relations diplomatiques avec Israël tombèrent sous son contrôle à Jérusalem est et en Cisjordanie. Tous ceux qui le souhaitaient purent partir.

Au cours de la guerre du Bangladesh (1973), la tension avait été auparavant si grande que de nombreux civils pakistanais habitant l'Inde et d'Indiens du Pakistan occidental et du Paskitan oriental s'étaient déjà rapatriés de leur propre chef. Il y eut cependant des internés de part et d'autre. En application de l'accord de New-Delhi, du 28 août 1973, les internés civils des deux pays en guerre furent rapatriés. Aucun autre étranger ne fut inquiété durant le conflit.

ISABELLE VICHNIAC

Le Conseil de sécurité pourrait prendre des mesures militaires

Le Conseil de sécurité des Nations unies devait se réunir lundi 20 août dans la soirée pour envisager des mesures militaires qui prendraient la forme d'un blocus naval de l'Irak.

NATIONS UNIES

correspondance

Les cinq membres permanents avaient entamé dimanche après-midi des consultations au siège de la mission française. Selon des informations recueillies à l'ONU dans la soirée, Américains et Britanniques s'efforcent de convaincre l'URSS d'accepter ce blocus. Si Washington, Londres et Paris étaient d'accord pour prendre de telles mesures, Moscou et Pékin – jusqu'à présent opposés à une action unilatérale qui ne serait pas sous le couvert de l'organisation – pourraient ne pas exercer leur droit de veto.

Les quinze membres du Conseil s'étaient réunis dans la nuit de samedi à dimanche pour menacer l'Irak d'une éventuelle action militaire si Bagdad n'acceptait pas de libérer « *immédiatement* » les ressortissants étrangers qu'il détient.

La résolution 664 adoptée à l'unanimité se réfère au chapitre VII de la charte de l'ONU, qui permet au Conseil d'utiliser la force pour faire appliquer ses décisions. S'inquiétant « *vivement de la sécurité et du bien-être des nationaux des pays tiers* », elle « *exige* » que Bagdad « *autorise et facilite* » leur départ immédiat de l'Irak et du Koweït.

«Dégoût et horreur»

Elle réclame aussi que les agents consulaires dont relèvent ces nationaux puissent garder le contact avec eux et demande que l'Irak ne prenne aucune mesure de nature à « *compromettre la sûreté, la sécurité et la santé* » des étrangers. Le texte réaffirme que l'annexion de l'émirat par l'Irak est « *nulle et non avenue* » et exige une fois de plus que Bagdad « *rapporte les décrets par lesquels il a imposé la fermeture des missions diplomatiques et consulaires au Koweït* ».

A la demande de l'Italie – qui préside actuellement la Communauté européenne, – le secrétaire général de l'ONU, qui se trouve en voyage en Amérique latine, a dépêché deux diplomates de haut niveau à Bagdad. MM. Virendra Dayal, chef de cabinet de M. Perez de Cuellar, et Kofi Annen, contrôleur de l'ONU, étaient attendus lundi dans la capitale irakienne.

La réunion de samedi est considérée comme l'avertissement le plus ferme à l'égard de M. Saddam Hussein. Bien que Washington évite toujours d'utiliser le terme d'« otages », l'ambassadeur américain aux Nations unies, M. Pickering, a, pour la première fois, eu recours à ce mot tabou, déclarant qu' « *il est évident que Bagdad a l'intention de garder tous les étrangers comme otages* ». Pendant le débat, le délégué du Yémen, seul membre arabe du Conseil, a invité toutes les parties concernées à la « *modération* ». Il a demandé au Conseil de lever les sanctions contre l'Irak et le Koweït en ce qui concerne les produits alimentaires.

Parlant après le vote, M. Pickering a exprimé « *dégoût et horreur* » devant les menaces irakiennes contre les étrangers, ajoutant que « *M. Saddam Hussein a choisi les nouveau-nés et les vieillards pour les priver de nourriture* ». Il a affirmé qu'il fallait « *répondre de la manière la plus ferme à ce régime* ».

Le représentant chinois, tout en exprimant sa « *sympathie* » pour le sort des otages, a émis des « *réserves* » sur « *le recours à la force des grandes puissances* [qui] *n'est pas favorable à la paix* ». L'ambassadeur soviétique, tout en faisant part, lui aussi, de ses « *réserves* », a déclaré que son pays serait prêt à participer à une action « *exclusivement* » sous le couvert de la charte.

M. Pierre-Louis Blanc, ambassadeur de France à l'ONU, a déclaré que la seule réponse de Bagdad aux démarches de Paris pour permettre aux citoyens français de quitter le Koweït et l'Irak avait été une « *succession de déclarations annonçant des mesures de plus en plus draconiennes* ». Le Conseil, a-t-il ajouté, pourrait adopter « *des mesures d'application plus contraignantes* » si l'Irak ne respectait pas ses résolutions. « *Le signal envoyé aux autorités irakiennes est extrêmement clair*, a-t-il ajouté. *Le Conseil peut prendre, s'il le souhaite, des mesures qui peuvent être effectivement des mesures militaires* ».

Quant au représentant de l'Irak, il a accusé Washington et Londres d'avoir « *imposé leur interprétation de la Charte* » et de s'être érigés en « *gardiens et policiers* » de la région. « *Nous sommes au bord de la guerre* », a-t-il déclaré avant de se montrer menaçant : « *Dans ces conditions, nous utiliserons tous les moyens à notre disposition pour nous défendre* ».

La question de la rupture des relations diplomatiques avec l'Irak a été « *délibérément écartée* », afin de laisser ouvert un ultime moyen de communication avec Bagdad, a-t-on appris de bonne source. Un autre problème est resté « *délibérément* » dans le vague : celui de l'application des sanctions sur les produits alimentaires et les médicaments. « *C'est une question d'appréciation* », dit-on à l'ONU ajoutant que, pour le moment, Bagdad dispose de trois mois de réserves

AFSANE BASSIR POUR

LA CRISE DU GOLFE

La France autorise ses navires à user de « fermeté » pour faire respecter l'embargo

33 des 560 ressortissants français retenus par l'Irak ont fait l'objet d'une mesure de « déplacement »

La France a durci sa position, dimanche 19 août, en autorisant ses navires présents dans le golfe à faire preuve de plus de fermeté envers tout bâtiment qui transgresserait l'embargo décidé par l'ONU contre l'Irak et le Koweït.

« *Tout embargo n'a de sens que s'il est efficace, ce qui implique donc des mesures de vérification, de contrôle et de contrainte (...)*, a indiqué le porte-parole du ministère des affaires étrangères. *Dans l'esprit de ce qui a été décidé par le président de la République à l'occasion du conseil restreint du 9 août, des instructions ont d'ores et déjà été données à nos forces navales se trouvant sur la zone ou qui s'y rendent pour que ces mesures soient appliquées avec fermeté.* »

Samedi, la France a exprimé son « *indignation* » et lancé une mise en garde à l'Irak contre « *les graves conséquences que ne manquerait pas d'avoir toute atteinte portée à la sécurité* » des ressortissants français en Irak et au Koweït. Cette mise en garde a été signifiée à l'ambassadeur d'Irak à Paris, M. Abdoul Razzak Al Hachimi, convoqué au Quai d'Orsay à la suite des déclarations faites la veille par le président du Parlement irakien annonçant que les ressortissants des pays hostiles à Bagdad seraient retenus.

« *Nous ne retenons pas d'otages*, a affirmé à deux reprises l'ambassadeur d'Irak, interrogé sur TF1, *la responsabilité de la vie des ressortissants étrangers relève de leurs gouvernements.* » « *La situation n'est pas scandaleuse, mais elle est très, très grave, elle est très dangereuse* », a-t-il indiqué, en affirmant qu'une « *opération militaire est montée contre l'Irak* » qui « *n'a pas d'intention agressive* ».

Réunion restreinte du gouvernement

Le ministère des affaires étrangères a annoncé dimanche que 33 des 560 ressortissants français retenus par l'Irak ont fait l'objet d'une mesure de « *déplacement* » ordonnée par les autorités irakiennes. Selon le communiqué du Quai d'Orsay, sept Français présents à Koweït et vingt-six autres à Bagdad ont été déplacés de leur hôtel vers un lieu non précisé. Le ministère a indiqué avoir « *demandé aux autorités irakiennes des informations précises sur la situation de nos compatriotes déplacés et la possibilité d'entrer rapidement en contact avec eux* ».

Cette déclaration est intervenue après qu'une jeune femme, interrogée par TF1, eut annoncé le transfert de vingt-six Français – dont son mari, homme d'affaires. - le 2 août, de Koweït à Bagdad, et leur départ, jeudi, « *pour une destination inconnue* ». La jeune-femme a également indiqué qu'un équipage de treize personnes d'Air-France était retenu au Koweït depuis le 2 août.

Un ingénieur originaire du sud-ouest de la France, M. Pierre Lottici, est arrivé vendredi à Paris après avoir réussi à fuir le Koweït en voiture en se faufilant entre les chars irakiens avec un chauffeur pakistanais. Une Française qui habitait le Koweït, Mme Marguerite Bettaieb, est parvenue dans la nuit de samedi à dimanche à Amman, par la route venant de Bagdad.

A Paris, un conseil restreint du gouvernement se réunira mardi, en fin d'après-midi, autour du président François Mitterrand, a indiqué l'Elysée. Le premier ministre Michel Rocard, les ministres d'Etat Roland Dumas, Pierre Bérégovoy, Lionel Jospin, Michel Durafour, ainsi que MM. Pierre Joxe, Jean-Pierre Chevènement et Roger Fauroux assisteront à ce conseil des ministres restreint, le deuxième depuis le début de la crise du Golfe. – *(AFP, AP.)*

Le contrôle militaire de l'embargo

Enquête de pavillon coup de semonce et tir au but...

Les consignes de fermeté données dimanche 19 août, par la France à ses unités navales dans le Golfe ressemblent à celles déjà adressées par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à leurs propres bâtiments militaires. Elles visent à faire un usage, encore limité, de la force pour faire appliquer l'embargo. Quelle est la panoplie de moyens possibles ?

Pour contrôler un bâtiment de la marine, marchande ou militaire, la force publique ou l'armée dispose de trois niveaux d'intervention : d'abord, la « reconnaissance de pavillon », qui se borne à des observations visuelles et à des contrôles par radio, portant sur le port d'origine, la destination, le contenu de la cargaison, etc. ; puis l'« enquête de pavillon », qui se traduit par la visite à bord, l'inspection du bateau et de son chargement ; enfin, le « détournement » du bateau, au besoin par la force, pour changer sa route ou l'arrêter.

D'autres niveaux supérieurs d'intervention requièrent des directives précises de l'administration et de l'état-major : il s'agit du « coup de semonce », tel que celui qui, par exemple, a été tiré dans la nuit de samedi 18 à dimanche 19 août par une frégate américaine à l'adresse d'un pétrolier irakien ; puis le « tir au but », qui exige une autorisation du président de la République, chef des armées : il ne s'agit pas de couler le bateau qui viole l'embargo, mais, dans le but de le ralentir ou d'arrêter sa route, de provoquer des avaries mineures.

Le Clemenceau *en mer Rouge*

Dans le Golfe, dimanche, on comptait trois bâtiments militaires français : la frégate *Dupleix* (220 hommes à bord) et les deux avisos *Protet* (170 marins) et *Commandant-Ducuing* (une centaine). D'autres bateaux de la marine nationale croisent en mer d'Oman. Quant au porte-avions *Clemenceau*, parti il y a une semaine de Toulon avec à son bord quarante-deux appareils du 5e régiment d'hélicoptères de combat appartenant à la force d'action rapide (FAR), il a franchi le canal de Suez et se trouve désormais en mer Rouge.

Il devrait atteindre Djibouti et y faire escale mardi 21 août. Rappelons que le *Clemenceau* est escorté par le croiseur lance-missiles *Colbert* et le pétrolier-ravitailleur *Var*. Un deuxième pétrolier-ravitailleur, le *Durance*, doit appareiller lundi soir, ce qui porte à 3 310 le nombre des militaires, toutes armes confondues, engagés dans l'opération française Salamandre.

Selon la marine, on ne notait dimanche à Toulon aucune activité particulière à l'intérieur et autour du *Foch*. Rappelons que M. Chevènement n'avait pas exclu le 16 août, devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, de donner en cas de nécessité l'ordre d'appareiller au second porte-avions français.

H. T.

Le blocus naval...

La première confrontation directe américano-irakienne depuis l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août s'est produite samedi 18 août dans les eaux du Golfe : deux frégates américaines en patrouille pour faire respecter l'embargo décrété par l'ONU ont tiré des coups de semonce en direction de deux pétroliers irakiens.

Selon des responsables de la marine américaine, une frégate, la *Reid*, a tiré des salves d'avertissement vers 13 h 00 GMT au canon de 76 mm en direction de la proue d'un pétrolier irakien dans le golfe d'Oman. La marine américaine, dans la région, s'est ensuite mise « *en position de combat* » ; l'alerte a été levée quelque temps après. Le ministre irakien du pétrole Issam Chalabi a fait état de deux incidents visant deux pétroliers irakiens, le *Baba-Karkar*, et le *Khanaquin*. Les deux pétroliers ont poursuivi leur route sans être atteints. Un nouvel acte de ce type, a averti le ministre irakien, aura « *de graves conséquences* ».

La marine américaine a par ailleurs intercepté samedi soir un navire soudanais qui se dirigeait vers le port jordanien d'Akaba pour embarquer des réfugiés soudanais du Koweït et de l'Irak. Le navire, le *Dongola*, transportait un chargement d'automobiles à destination de la Jordanie. Les autorités d'Amman ont officiellement protesté auprès des Etats-Unis à la suite de cet incident.

Mais le blocus ne paraît pas totalement hermétique. Un cargo irakien, le *Zein-ul-Qaws*, transportant des produits alimentaires à destination de l'Irak a accosté dimanche à Akaba après avoir déjoué le blocus naval, selon des sources concordantes sur place. Deux autres navires irakiens, le *Fao* et le *Khaoula-Bint*, étaient également dimanche en train de décharger des marchandises destinées à l'Irak dans le port jordanien, selon un commissionnaire qui s'est rendu sur le port.

A Londres, le ministère de la défense a indiqué samedi que la Royal Navy était autorisée à « *user de la force, à un niveau approprié* » pour faire respecter l'embargo à l'encontre des navires irakiens.



...et les derniers mouvements de troupes

Lundi 20 août, les derniers mouvements de troupes et de matériel s'établissaient ainsi :

• **Etats-Unis** : deux contre-torpilleurs américains, le *John-Rodgers* et le *Tattnall*, ont pénétré dimanche dans le canal de Suez. Les Etats-Unis ont actuellement 45 navires de guerre dans la région.

Bien que le Pentagone se refuse à fournir des chiffres sur le déploiement américain, les effectifs en place en Arabie saoudite étaient évalués dimanche à au moins 20 000 hommes, avec à peu près autant à bord des navires de guerre croisant dans les parages.

Le pont aérien mis en place dans le cadre de l'opération « Bouclier du désert » est le plus important jamais organisé par les Etats-Unis. Il pourrait s'amplifier avec le rappel imminent de 80 000 réservistes et la réquisition de 38 avions de lignes annoncés vendredi.

Le secrétaire américain à la défense Richard Cheney est arrivé dimanche à Abou-Dhabi, venant de Bahreïn, après avoir passé la nuit à bord du porte-avions *Eisenhower* en mer Rouge.

• **Emirats** : les Emirats arabes unis ont accepté le déploiement sur leur territoire de troupes américaines, a annoncé lundi, le secrétaire américain à la défense Richard Cheney à Abou-Dhabi. Bahreïn a accepté d'ouvrir son espace aérien aux escadrons de la Royal Air Force britannique.

• **Egypte** : les opérations de transport de troupes égyptiennes devant se déployer en Arabie saoudite se sont poursuivies dimanche.

• **Jordanie** : l'armée jordanienne a entrepris de renforcer ses défenses. Des mouvements de troupes, incluant des blindés, en direction du port d'Akaba ont été rapportés par des témoins.

• **Irak** : un million et demi d'Irakiens se sont portés « *volontaires* » à Bagdad pour former l'« *armée populaire* » dont la création avait été décidée au lendemain de l'invasion du Koweït, a affirmé dimanche soir un haut responsable irakien. – *(AFP, Reuter, AP.)*

S'alignant sur Washington

Paris a rejeté les propositions du président Saddam Hussein

La France a rejeté lundi 20 août, après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Belgique, les conditions posées dimanche par le président irakien, M. Saddam Hussein, pour la libération des ressortissants étrangers retenus de force en Irak et au Koweït, a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères.

Les propositions irakiennes « *ne répondent pas aux exigences définies par le Conseil de sécurité des Nations unies, qui sont le retrait immédiat et inconditionnel du Koweït* », a souligné le porte-parole. « *Les obligations de l'Irak, quant au sort des ressortissants étrangers, découlent des conventions internationales.* »

Le Quai d'Orsay a, d'autre part, démenti que la France ait « *tenté de régler pour son compte et de façon séparée* » le problème des ressortissants français retenus en Irak et au Koweït, comme l'affirmait lundi un article du *Herald Tribune* . « *A aucun moment la France n'a joué un jeu en solo dans cette affaire* », a déclaré le porte-parole. – *(AFP.)*

Plusieurs centaines de Soviétiques autorisés à quitter le Koweït

L'URSS, qui a pourtant énergiquement condamné l'invasion du Koweït et cessé ses livraisons d'armes à l'Irak, a-t-elle droit à un traitement spécial aux yeux de Bagdad ? Seuls ses ressortissants ont été autorisés la semaine dernière à quitter le Koweït de manière organisée.

Un premier contingent de 226 Soviétiques évacués mercredi 15 août du Koweït est arrivé samedi à Moscou, via Bagdad puis Amman. Un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Iouri Gremitskikh, a indiqué à l'AFP qu'un second groupe de 123 Soviétiques devait suivre le même chemin lundi, et qu'un troisième contingent, de 350 personnes, avait quitté Koweït pour Bagdad par la route samedi 18 août.

Au moment de l'invasion, 882 Soviétiques se trouvaient au Koweït et 7 791 en Irak, selon des sources officielles soviétiques. Même si l'URSS a rejoint très rapidement, dès le début de la crise, la communauté internationale pour condamner Bagdad, Moscou a observé une très grande prudence sur les moyens de désamorcer la crise.

Trois jours d'escalade

Voiçi les principaux développements intervenus dans la crise du Golfe au cours du week-end, les heures indiquées étant celles de la France :

SAMEDI 18 AOUT

3 heures : le président du Parlement irakien, M. Saadi Mahdi Saleh, annonce que « *le peuple pacifique* » irakien a décidé de « *retenir comme invités* » les ressortissants des « *nations agressives* » se trouvant sur son territoire. Ils seront « *hébergés* » dans les lieux stratégiques aussi longtemps que Bagdad ne recevra pas de « *preuves tangibles* » de l'absence d'intentions agressives à son égard.

10 heures : le Foreign Office déclare que la décision irakienne est « *tout à fait inacceptable et contraire à toutes les normes internationales* ».

14 heures : l'Irak précise que les Egyptiens qui se trouvent sur son sol (plus d'un million) ne sont pas concernés par ces mesures.

15 heures : les Etats-Unis annoncent un rappel imminent de « réservistes » .

17 heures : Bagdad demande la levée du « *blocus* » qui risque d'« *affamer les étrangers comme les Irakiens* ».

18 heures : les Etats-Unis demandent à l'Irak de revenir « *sans délai ni condition* » sur les mesures prises à l'encontre des étrangers et qu'ils jugent « totalement inacceptables ». M. Bush se dit « *profondément troublé et préoccupé* ».

21 heures : l'Irak annonce que la marine américaine a tiré, sans les atteindre, sur deux de ses pétroliers. On précise à Washington qu'il s'agissait d'une salve d'avertissement dirigée sur la proue d'un pétrolier irakien.

DIMANCHE 19 AOUT

2 heures : le vice-président irakien, M. Tarek Aziz, déclare que son pays n'utiliserait l'arme chimique qu'en cas d'agression nucléaire de la part d'Israël.

12 heures : Bagdad demande aux « *étrangers occidentaux et australiens* » se trouvant au Koweït de se rassembler dans trois grands hôtels pour leur protection.

12 h 30 : On annonce à Paris que des instructions ont été données aux forces navales françaises dans le Golfe pour prendre « *avec fermeté* » « *des mesures de vérification, de contrôle et de contrainte* » dans l'application de l'embargo contre l'Irak.

13 heures : l'Irak ordonne la saisie des biens de la famille régnante au Koweït.

13 h 30 : le Quai d'Orsay, confirmant le témoignage d'une hôtesse de l'air, annonce que vingt-sept Français se trouvant en Irak et au Koweït ont fait l'objet d'une mesure de « *déplacement* » ordonnée par les autorités irakiennes, ce qui entraîne une nouvelle « *protestation officielle française* ».

17 heures : l'ambassadeur de France auprès de l'ONU, M. Pierre-Louis Blanc, annonce que cette dernière « *pourrait* » mettre enn place dans le Golfe dans les jours qui viennent une « *force multilatérale sous l'autorité du Conseil de sécurité* ».

17 heures : M. Saddam Hussein pose ses conditions pour la libération des ressortissants étrangers *(voir par ailleurs)* en exigeant notamment en échange le départ des forces américaines du Golfe. Il ne fait aucune mention d'un éventuel retrait de l'armée irakienne du Koweït.

18 heures : Bagdad autorise « *un nombre de ressortissants autrichiens, suédois, suisses, finlandais et portugais* » à quitter l'Irak.

22 h 30 : la chaîne CBS rapporte que trente-cinq Américains se sont réfugiés à l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad.

22 h 30 : les cinq membres permanents du Conseil de sécurité poursuivent leurs consultations afin d'explorer la possibilité d'une « *action militaire conjointe* ».

23 heures : Washington rejette les dernières conditions mises par M. Saddam Hussein à la libération des ressortissants étrangers. « *Il semble*, déclare le porte-parole de la Maison Blanche, *que nous avons une leçon quotidienne sur le ridicule de l'Irak* ». Londres prend une position identique.

LUNDI 20 AOUT

7 heures : un responsable militaire américain annonce que « *vingt-deux avions furtifs* » devaient quitter dans la journée de lundi la base aerienne de Langley, en Virginie, pour le Proche-Orient.

هكذا من الأصل

LA CRISE DU GOLFE

Intense activité diplomatique dans le monde arabe

Une intense activité diplomatique a eu lieu tout au long de cette fin de semaine autour de la crise du Golfe. De passage à Paris où il a été reçu par MM. Michel Rocard et Roland Dumas, le cheikh Sabah Al Ahmed Al Sabah, ministre koweïtien des affaires étrangères, s'est félicité d'avoir «trouvé toute compréhension» auprès du gouvernement français. Il a indiqué qu'il avait demandé à la France de lui fournir des pièces de rechange pour son matériel militaire (notamment les avions qui ont pu être évacués) et des munitions. Regrettant l' «échec» d'une solution arabe au conflit, il a estimé que celle-ci était désormais dépassée et que seule restait la solution militaire.

Le responsable koweïtien s'est ensuite rendu en Algérie, où il a rencontré le président Chadli à Oran, avant de s'envoler vers Tunis. Le chef de l'Etat algérien, qui se montre très actif dans la recherche d'une solution à la crise du Golfe, a également reçu le secrétaire aux relations extérieures de la Libye, le président soudanais, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, et un émissaire saoudien. Le numéro un du Yémen devrait lui aussi se rendre à Oran. A Tunis, on indique de source informée que la Tunisie est en train de réviser sa position sur la crise et que, si elle milite toujours pour une solution arabe, elle insiste désormais sur la nécessité d'un retrait irakien du Koweït. Par ailleurs, l'OLP, dans un communiqué publié à Tunis, a demandé dimanche que l'on «parvienne à une solution sauvegardant la dignité et les droits de tous, non en faveur d'une partie au détriment de l'autre, et de manière à sauvegarder l'intégrité de l'Irak, du Koweït, de l'Arabie saoudite, du Golfe et de la région arabe tout entière».

En Israël, un soldat jordanien a été tué et un autre capturé dimanche matin par une patrouille militaire alors qu'ils s'infiltraient en Cisjordanie occupée, dans la vallée du Jourdain. Les deux hommes, armés et en uniforme, avaient franchi la frontière quand ils ont été interceptés. Le gouvernement israélien suit avec «la plus extrême vigilance» la situation dans le Golfe et ses répercussions, a indiqué dimanche un communiqué officiel publié à l'issue du conseil des ministres.

Tandis que Jérusalem manifeste son inquiétude face à la mise en état d'alerte de l'armée jordanienne, un officier des renseignements a estimé, dans le Jerusalem Post, que la guerre était désormais «inévitable». De son côté, le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, a demandé la distribution «immédiate» de masques à gaz à la population. Par ailleurs, le ministre de l'habitat, M. Ariel Sharon, a entamé vendredi soir une *«visite discrète»* dans plusieurs pays européens.

Au Koweït, des réfugiés ayant fui en Arabie saoudite ont fait état d'activités de la résistance anti-irakienne. Une attaque-suicide à la voiture piégée aurait ainsi été lancée contre une position irakienne dans la banlieue de la capitale. Selon le correspondant de l'agence Reuter à Koweït, qui a réussi à gagner lui aussi l'Arabie saoudite, un lieutenant-colonel irakien a été pendu à une grue devant le siège de la municipalité de Koweït par les autorités d'occupation. A son cou était suspendue une pancarte, en signe d'avertissement aux pillards : «Il a volé l'argent du peuple!».

L'Egypte a demandé aux ministres des affaires étrangères des pays arabes de se réunir au Caire au cours de la semaine, apparemment pour accroître la pression contre l'Irak. Les ministres de la défense des six pays du Conseil de coopération du Golfe doivent se rencontrer mercredi à Djeddah. Dans la même ville, le chef de la diplomatie saoudienne a critiqué samedi ceux qui «ne dénoncent pas l'Irak dans l'espoir de parvenir à une médiation en vue d'un règlement pacifique de la crise».

A Téhéran, les ministres des affaires étrangères de la commission tripartite de l'Organisation de coopération économique (OCE, Iran, Pakistan, Turquie) ont «unanimement condamné» l'occupation irakienne du Koweït. «Nous sommes d'accord qu'une coopération régionale est à même de prévenir la présence de forces étrangères» dans la région, a précisé, au nom de l'Iran, M. Velayati.

A Rome, le pape a lancé dimanche un appel à la paix entre les peuples. Sans mentionner expressément la crise du Golfe, Jean-Paul II a déclaré : *«Je vous invite tous à vous joindre à moi pour prier, afin que Dieu inspire à tous les peuples le désir d'une paix durable fondée sur la justice.» – (AFP, Reuter, AP.)*



Cent mille réfugiés en deux semaines

La Jordanie doit supporter un fardeau dont elle se serait bien passée...

La *«frontière»*, comme si la Jordanie n'en avait plus qu'une, c'est aujourd'hui Ruweished, un poste au milieu du désert, à 370 kilomètres au nord-est d'Amman. Jour et nuit, ils sont des milliers à la franchir.

AMMAN

de notre envoyée spéciale

En un flot quasi ininterrompu, travailleurs arabes, égyptiens en majorité, ou asiatiques, fuient l'Irak ou le Koweït, ces eldorados dont ils rentrent sans le sou avec pour seul viatique d'énormes baluchons mal ficelés qu'ils entassent tant bien que mal sur des bus brinquebalants. Au milieu d'eux quelques *«privilégiés»* en voiture, ressortissants des pays considérés par l'Irak comme *«amis»* ou neutres et qui fuient la montée des périls. Eux aussi ont tout abandonné derrière eux.

Depuis le début de la crise, environ cent mille personnes ont ainsi trouvé refuge temporaire en Jordanie, devenue le principal point de transit de cet exode. Une masse inattendue et le plus souvent dépourvue de moyens qui n'est pas sans poser de problèmes, tant les possibilités de retour dans les pays d'origine sont disproportionnées avec le flot ininterrompu d'arrivants.

Stockage de vivres

Dans le port d'Akaba, les trois ferries qui assurent quotidiennement la liaison avec l'Egypte sont loin d'absorber les milliers de réfugiés qui s'entassent sous un soleil d'enfer aux abords de la ville. A Amman, ils sont plusieurs centaines de Soudanais, Yéménites, Philippins, Indiens qui ont trouvé refuge dans des mosquées ou errent sur les trottoirs aux abords de leurs ambassades.

L'ampleur du phénomène pourrait vite dépasser les possibilités de la Jordanie qui, en ouvrant largement sa frontière, supporte un nouveau fardeau dont elle se serait bien passée. Compte tenu de la multiplication des vols charters pour l'évacuation de ces réfugiés, il semble déjà que le kérosène commence à manquer et les autorités de l'aéroport ont dû informer le 18 août les compagnies aériennes que la priorité pour le ravitaillement des avions serait accordée aux vols réguliers.

Les stocks de nourriture importée dont dispose la Jordanie ne sont pas non plus extensibles et pourraient être affectés par ces arrivées massives et imprévues, d'autant plus que l'incertitude de la situation a déclenché une sorte de panique diffuse dans le pays.

Depuis une dizaine de jours, la population cherche à stocker les vivres de base pour parer à toute éventualité. Le ministère du ravitaillement a dû intervenir et a interdit notamment aux supermarchés de vendre plus de quatre kilos à la fois des produits de première nécessité comme le sucre, l'huile ou le riz.

Premier incident à Akaba

De plus, l'embargo sur l'Irak va toucher la Jordanie dont le seul débouché maritime est aussi le port d'Akaba. En l'absence d'une décision politique, celui-ci pourrait connaître un embargo de fait. Les importateurs, qui doivent faire face à des surcoûts imposés par la multiplication des primes d'assurance, ne peuvent augmenter leurs marges fixées par décret ministériel. Ils hésitent donc à prendre des risques et préfèrent aujourd'hui attendre.

Quant aux livraisons vers l'Irak, qui se sont poursuivies ce week-end, les difficultés de paiement de Bagdad dont les avoirs sont gelés freinent aussi les marchands.

Le port d'Akaba, qui tourne au cinquième de son activité normale, a toutefois été l'objet dimanche du premier incident dû à la décision des Etats-Unis d'inspecter les bateaux qui pourraient livrer leurs marchandises à Bagdad. Amman a en effet officiellement protesté auprès de Washington à la suite de l'interdiction faite par la marine américaine à un bateau soudanais de se rendre à Akaba. Selon la Jordanie, qui envisagerait de saisir le Conseil de sécurité à ce sujet, ce bateau vide venait récupérer des réfugiés soudanais. Malgré les *«excuses»* et l'invocation d'une *«erreur»* par l'ambassadeur des Etats-Unis, convoqué par le ministre jordanien des affaires étrangères, le bateau n'avait toujours pas repris sa route dimanche soir.

Toujours dans l'attente des *«éclaircissements»* demandés au Conseil de sécurité, notamment à propos des produits alimentaires et surtout d'une garantie solide et chiffrée pour les pertes qu'elle subirait au cas où elle appliquerait l'embargo – un milliard de dollars, soit le quart de son PIB, affirme un expert, pour les cinq derniers mois de l'année, – la Jordanie, malgré les assurances officielles, n'a pris aucune mesure contre son puissant voisin.

Mesures de restriction

Outre les bateaux qui viennent toujours à Akaba et dont le flot pourrait se tarir de lui-même et les camions qui continuent leurs va-et-vient entre Akaba, d'autres points du pays et Bagdad, ce sont maintenant des avions d'Iraqi Airways qui viennent quasi quotidiennement à Amman et le pétrole irakien continue d'alimenter la Jordanie.

Tout se passe comme si le roi Hussein, pressé par son opinion d'une part, qui n'accepterait pas les mesures autoritaires d'embargo contre l'Irak, et par les Etats-Unis d'autre part, laissait faire. Dans l'attente de la mise en place d'un embargo «de fait» et d'un ralentissement consécutif de l'activité économique ou dans celle, beaucoup plus improbable, d'une quelconque solution qui le libérerait de ce choix impossible.

Les encarts publicitaires reproduits à la une de tous les journaux appelant, *«au nom des enfants de Jordanie, la conscience humaine à mettre fin à l'injustice contre les enfants d'Irak qui sont menacés d'être privés de pain et de lait»* sont révélateurs de l'état d'esprit qui règne ici, où même la prise d'otages de milliers d'étrangers en Irak ne soulève que très peu d'indignation.

Mobilisés aux côtés de Bagdad, l'immense majorité des Jordaniens, inquiets mais jusqu'à maintenant déterminés, acceptent sans rechigner les mesures de restriction d'énergie annoncées par le gouvernement qui a, par exemple, banni l'air conditionné des bureaux des administrations, décidé de diminuer de moitié l'éclairage public et demandé aux particuliers de restreindre leur consommation électrique. Ces mesures, qui ont pour but de réduire les besoins de pétrole dont 95 % viennent d'Irak, pourraient être suivies d'autres plus contraignantes.

FRANÇOISE CHIPAUX



«S'il vous plaît, pas d'ingérence. C'est un problème arabe. Nous nous en chargerons nous-même.» (En bas, à droite : «Evitons de le regarder dans les yeux».)

(*The Sunday Times* du 19 août)

Egypte : plusieurs personnalités musulmanes soutiennent l'intervention occidentale

LE CAIRE

de notre correspondant

Les personnalités musulmanes égyptiennes faisant autorité ont, contrairement à celles d'autres pays arabes, adopté une position anti-irakienne prononcée et sont même allées jusqu'à soutenir l'envoi de forces occidentales dans le Golfe.

Le grand mufti d'Egypte sillonne le pays pour dénoncer l'agression irakienne contre le Koweït et soutenir l'envoi de troupes égyptiennes dont un troisième contingent a quitté Le Caire dimanche 19 août, pour la défense de l'Arabie saoudite.

Selon le cheikh Mohamed Sayed Tantaoui, les musulmans ont le devoir de combattre l'Irak. Le cheikh lit à l'appui un verset du Coran : *«Si deux groupes de croyants se combattent, rétablissez la paix entre eux. Si l'un des deux tyrannise encore l'autre, luttez contre celui qui tyrannise jusqu'à ce qu'il s'incline devant l'ordre d'Allah.»* Pour le cheikh Tantaoui, *«ce qu'a fait l'Irak contre le Koweït est une forme de tyrannie, d'iniquité et d'injustice»*.

Le cheikh Mohamed Metoualli, El Charaoui, le plus célèbre «télécoraniste» du monde musulman, qui soutient l'opinion du grand mufti, met en garde les musulmans contre les tentatives irakiennes *«de les induire en erreur»* en les appelant à libérer les lieux saints d'Arabie saoudite violés par la présence des troupes américaines.

«Le devoir de l'homme envers l'homme»

Le penseur islamiste modéré, Khaled Mohamed Khaled, va plus loin. *«Je vous salue, jeunes venus d'Amérique, de Russie ou d'Europe, pour accomplir le devoir de l'homme envers l'homme. Je vous salue d'autant plus que le fait que le tyran Saddam écrase sous sa botte les peuples arabes et la destinée islamique ne vous affecte pas.»*

Dans une violente attaque contre le chef du FIS algérien, Abassi Madani, il justifie la présence étrangère en rappelant que le prophète Mahomet lui-même avait demandé l'aide d'une tribu d'incroyants contre les Mecquois qui le martyrisaient. *«Pourquoi donc jetez-vous la pierre à l'Arabie saoudite, au Koweït et aux pays du Golfe s'ils font appel aux seuls capables de les sauver d'un danger plus grand que celui qu'encourait le prophète?»* conclut Khaled Mohamed Khaled.

ALEXANDRE BUCCIANTI

En visite à Tunis

Le prince héritier du Koweït rejette les tentatives de médiation de l'OLP

TUNIS

de notre correspondant

«Il n'est d'autre solution possible à la crise du Golfe que le retrait immédiat et inconditionnel des forces irakiennes, le retour à l'autorité légale et la non-ingérence dans les affaires intérieures koweïtiennes», a affirmé, dimanche 19 août à Tunis, le prince héritier du Koweït, Saad al Abdallah al Sabah.

Cette formule équivaut à un rejet pur et simple des tentatives de médiation en vue d'un compromis auquel s'attache tout particulièrement le président de l'OLP, M. Yasser Arafat, que le prince héritier n'a d'ailleurs pas cru utile de rencontrer durant les vingt-quatre heures qu'il a passées à Tunis après s'être rendu en Algérie et au Maroc et avant de partir pour Tripoli.

Arrivé samedi dans la capitale tunisienne où il a été logé dans le palais de la Marsa, habituellement réservé aux seuls chefs d'Etat, le prince Abdallah al Sabah s'est entretenu avec le président Ben Ali *«de façon globale»* de la situation actuelle dans le Golfe et a eu des conversations avec plusieurs membres du gouvernement. On peut penser que celles-ci n'ont pas forcément revêtu un caractère exclusivement politique puisque le ministre tunisien de l'économie et des finances y participait.

La présence financière koweïtienne en Tunisie n'est en effet pas négligeable. Elle se situerait aux environs de 500 millions de dollars. De 1988 à 1990, les crédits accordés par le Koweït, essentiellement pour des travaux d'infrastructure, se sont élevés à quelque 180 millions de dinars (1) auxquels il convient d'ajouter de fortes participations dans plusieurs sociétés d'investissements à caractère touristique et immobilier. En outre, le Koweït participe au capital de cinq banques où sont également associés, pour une moindre part, d'autre émirats.

Lors de sa conférence de presse, le prince koweïtien s'est déclaré *«satisfait»* de la condamnation par la Tunisie de l'invasion irakienne et de son *«soutien au pouvoir légitime»*. Il n'a pas commenté le ferme rejet tunisien de la présence des forces occidentales dans le Golfe et a feint d'ignorer les critiques, souvent virulentes, d'une partie de la presse locale contre les régimes *«des riches et méprisants émirs»* et la solidarité déclarée de l'opinion tunisienne avec l'Irak.

Un premier contingent de 150 des quelque 2 000 Tunisiens travaillant au Koweït a regagné Tunis, via Amman et Damas, à la fin de la semaine et un second, plus important, était attendu lundi. Deux mille autres Tunisiens vivent en Irak. Le gouvernement n'a pas l'intention, dans l'immédiat, de procéder à un rapatriement général mais a pris des dispositions pour aider tous ceux qui le souhaitent à quitter ces deux pays soit par avion, soit par la voie terrestre.

Selon les récits des premiers arrivants publiés par le journal *le Temps*, une résistance est en train de s'organiser au Koweït où des tirs se font entendre durant la nuit aussitôt après le début du couvre-feu. Tous affirment que le pays connaît une sérieuse pénurie alimentaire; les magasins *«ont été vidés dès les premiers jours»*, et il faut *«faire la queue pendant des heures pour avoir du pain»*. Certains ajoutent même que dans la capitale, *«tout a été ravagé»*. Plusieurs de ces voyageurs se sont plaints que *«les milices populaires»* les aient forcés à leur donner le pain qu'ils avaient difficilement obtenu et que les soldats irakiens *«ont confisqué tous les appareils électroménagers, radios et vidéos»*. En dépit de ces petites misères, les témoignages concordent sur le fait que les Tunisiens, comme tous les autres ressortissants arabes, à l'exception des Egyptiens *«jugés indésirables»*, n'ont été *«ni menacés, ni agressés»*. En revanche, les Occidentaux *«sont en général tous haïs mais les Américains et les Anglais sont les plus détestés»*.

MICHEL DEURÉ

(1) Le dinar vaut environ 6,50 F.

Selon le «Teheran Times»

L'Iran «ne s'engagera en aucune façon dans une guerre contre l'Irak»

Les ministres turc et pakistanais des affaires étrangères, MM. Ali Bozer et Sahabzadeh Yaqub Khan, se sont entretenus dimanche 19 août avec leur homologue iranien M. Ali Akbar Velayati pour tenter de convaincre l'Iran de participer aux sanctions internationales prises contre l'Irak. Selon Radio Téhéran, M. Velayati a une nouvelle fois condamné l'invasion irakienne au Koweït, mais a aussi qualifié d'inacceptable le déploiement de troupes étrangères dans le Golfe. *«Nous pensons que les Etats de la région doivent eux-mêmes trouver une solution à ce problème»*, a-t-il dit.

Le *Teheran Times*, pour sa part, affirme que *«certains milieux occidentaux et le Congrès américain veulent plonger l'Iran dans la crise actuelle du Golfe»*, mais que l'Iran *«ne s'engagera en aucune façon dans une guerre contre l'Irak pour aider l'émir du Koweït à retourner au pouvoir, ou par égard aux intérêts de l'Occident dans cette partie du monde»*. Selon le quotidien, proche du gouvernement du président Rafsandjani, *«la position de l'Iran vis-à-vis du déploiement des forces étrangères dans la région est claire. Téhéran condamne fermement la présence des puissances étrangères dans la région»*. *«L'Iran est préoccupé par la crise koweïtienne et il a annoncé sans équivoque qu'il ne pouvait accepter, sous aucune condition et circonstance, l'occupation du Koweït et l'agression contre un autre Etat»*, poursuit le journal qui indique enfin que *«l'Iran demande le retrait inconditionnel et rapide de l'Irak du Koweït, et évidemment il est prêt à aider pour faire avancer cette idée conformément aux résolutions de l'ONU»*.

En ce qui concerne l'échange des prisonniers, l'Iran et l'Irak ont déjà libéré 5 000 hommes (3 000 en Irak et 2 000 en Iran). Selon un porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères, les deux pays ont décidé d'accélérer le processus d'échange de 2 000 prisonniers à 8 000 par jour.

Le retrait irakien du territoire iranien, entamé vendredi et qui doit être complété en cinq jours, selon Bagdad, est achevé dans certains endroits, d'où les forces irakiennes se sont repliées au-delà de la frontière internationalement reconnue. Les troupes irakiennes se sont retirées de plus de 60 % de la région occupée de Chalamcheh et de Kouchk, dans le sud-ouest de l'Iran. Les forces irakiennes se sont retirées de quelque 120 kilomètres carrés dans la province du Khouzistgan, où le 3e et une partie du 7e corps d'armée irakiens étaient déployés après plusieurs offensives lancées dans cette région en 1986. Elles ont également démantelé leurs positions sur les hauteurs stratégiques dans la province d'Ilam (ouest du pays), ainsi que dans des secteurs qu'elles occupaient dans les régions de Qasr-Chirine, de Naft-Chahr, de Soumar et de Mehran. – *(AP-AFP.)*

LA CRISE DU GOLFE

Session « extraordinaire » à Paris

Les ministres des affaires étrangères et de la défense de l'UEO se réunissent pour « coordonner » certaines opérations

Une sesssion ministérielle de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), réunissant les ministres des affaires étrangères et de la défense des neuf pays membres (1) de l'organisation, se tiendra à Paris mardi 21 août.

La France, qui assure la présidence de l'UEO depuis le 1er juillet, pour un an, a pris l'initiative de cette réunion «extraordinaire» pour examiner la crise du Golfe et ses conséquences pour les États membres. Les contacts déjà pris dans le cadre de l'ONU, de l'Alliance atlantique et de la Communauté européenne sont ainsi poursuivis. Pour la France, l'UEO, seule instance européenne compétente en matière de sécurité, est un forum utile qui doit être *«plus clairement rattaché à l'effort de construction européenne»*.

Compte tenu des circonstances et de la situation exceptionnelles, l'Irlande, la Grèce, le Danemark et la Turquie ont été invités à participer aux travaux, à titre d'observateurs et au niveau des ambassadeurs. Seul Dublin (pour des raisons sans doute liées à la neutralité) a décliné l'invitation. La présence de la Turquie n'entame en rien, précise-t-on à Paris, la dimension résolument *«communautaire»* que l'on souhaite donner à la session.

Quels seront les sujets de discussion des dix-huit ministres au Centre Kléber? Faire le point, d'abord, de la crise du Golfe, dix-neuf jours après l'agression irakienne contre le Koweït. Dresser un bilan des mesures prises par les neuf pays au niveau national concernant l'application des sanctions décidées par les Nations unies. Evaluer enfin les besoins de de coordination des opérations, comme cela avait été le cas, en 1987-1988 par exemple, dans la guerre entre l'Iran et l'Irak, pour réaliser des opérations de déminage. Qu'envisagent de faire les uns et les autres? Quelles sont les règles de comportement des différentes marines occidentales dont les forces navales sont déjà dans le Golfe ou en passe d'y arriver? Sur ces différents points, les pays de l'UEO ne sont pas toujours sur la même longueur d'onde.

La coordination des opérations ne peut être apparemment que limitée, chaque flotte restant sous commandement national. Il n'est pas question, par exemple, de se répartir des zones opérationnelles, cette possibilité ne figurant pas dans les statuts de l'UEO. Elle peut toutefois s'appliquer dans les domaines de la logistique, des télécommunications et de l'exploitation des données recueillies sur d'éventuelles violations de l'embargo. La constitution d'un groupe de travail chargé de la coordination et d'un groupe d'experts militaires pourrait être décidée à l'issue des entretiens de Paris. Les Européens étant engagés dans le Golfe à des degrés divers, est-il possible de rationaliser, et comment? Peut-on faciliter le contrôle de la mise en œuvre de l'embargo contre l'Irak? *«Si nous ne le faisons pas, les Etats-Unis le feront à notre place»*, fait remarquer un observateur qui estime que *«pour l'Europe, c'est important, surtout pour certains petits pays membres de la CEE»*.

Il est clair que l'action de certains gouvernements européens qui hésitent encore à envoyer des forces dans le Golfe se trouverait facilitée par une initiative commune et coordonnée de l'UEO. En République fédérale d'Allemagne, par exemple, les chrétiens-démocrates du chancelier Kohl sont plutôt favorables à un engagement allemand. L'opposition (SPD et Verts) y est résolument hostile, arguant que la loi fondamentale de la RFA interdit tout engagement militaire en dehors de la zone de l'OTAN. La Belgique et les Pays-Bas ont envoyé des forces dans la région mais attendent aussi, semble-t-il, des décisions de l'UEO pour préciser la mission de leurs navires. Cela leur permettrait de la justifier plus aisément devant leurs opinions publiques respectives. Telle est aussi un peu l'attitude de l'Italie et de l'Espagne. A Rome, le gouvernement a décidé l'envoi de trois unités en Méditerranée orientale tandis qu'à Madrid, on indique que M. Felipe Gonzalez pourrait prendre une décision après la réunion de l'UEO à Paris.

ALAIN DEBOVE

(1) France, Grande-Bretagne, RFA, Italie, Espagne, Portugal, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg.

Australie : le spectre de la guerre du Vietnam

CANBERRA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

Les uns invoquent les Sudètes, les autres le Vietnam. Une semaine après la décision de Canberra d'envoyer deux frégates lance-missiles et un navire ravitailleur – soit six cents hommes – se joindre à la « force multinationale » américaine et britannique dans le Golfe, le débat agite l'Australie. Faut-il ou ne faut-il pas «y aller»?

L'initiative du premier ministre, M. Bob Hawke, est en effet loin de faire l'unanimité. Les premiers porteurs de calicots hostiles à tout engagement militaire sont déjà descendus sur le pavé de Sydney ou de Melbourne. Le petit Parti des démocrates et l'aile gauche du Labour ruent eux aussi dans les brancards. Plus important encore, l'ancien premier ministre Gough Whitlam, figure morale de la gauche travailliste, s'est montré très reservé quant au bien-fondé de la position australienne.

Dans ce concert de critiques, le refus d'apparaître à la remorque de Washington revient comme un leitmotiv. Que M. Bob Hawke ait décidé de dépêcher des troupes dans le Golfe – où cent cinquante de ses ressortissants se trouvent pris en otages par l'Irak – après un coup de téléphone de M. Bush, sans s'assurer de la couverture juridique des Nations unies, a excité un anti-américanisme déjà fort chatouilleux dans une large fraction de l'opinion. Il n'en fallait pas davantage pour que ressurgisse le spectre de la guerre du Vietnam, à laquelle les troupes australiennes ont participé dans des conditions peu flatteuses pour l'orgueil national.

D'où l'embarras de Canberra. Après quelques jours de grande confusion sur la mission précise confiée au détachement australien, le ministre des affaires étrangères, M. Gareth Evans, a édicté les règles du jeu. A la manière des *bob bies* britanniques, les deux frégates joueront les agents de circulation désarmés, se contentant d'inspecter les cargos croisés dans les eaux du Golfe, mais sans tirer un seul missile sur les contrevenants. Les renseignements concernant ces derniers seront transmis aux Britanniques et aux Américains, auxquels reviendra la tâche d'*« engager les actions appropriées »*, a indiqué M. Evans. Il ne sera pas dit que l'Australie joue les va-t-en-guerre ni qu'elle se défausse de ses responsabilités.

FRÉDÉRIC BOBIN

Le grand prédateur et les otages

Suite de la première page

Deux facteurs expliquent l'échec que Saddam Hussein vient d'enregistrer dans l'exploitation de cette veine : l'attitude de l'URSS, tout d'abord, qui, après quelques hésitations, vient de condamner solennellement la *« perfidie »* et les méthodes de son ancien allié. C'est bien sûr, dira-t-on, le prix à payer pour cette aide économique occidentale tant recherchée. Mais rien n'interdit de penser, en attendant d'autres preuves, qu'il s'agit d'un changement de mentalité plus profond et du rejet sincère de méthodes de gangster d'autant mieux connues à Moscou qu'on les y a longtemps pratiquées. L'autre raison de l'impasse dans laquelle Saddam Hussein se retrouve, c'est son incapacité à changer, jusqu'à présent, la nature du conflit dont il est le seul responsable : ses appels à la lutte anti-occidentale et anti-israélienne ont certes un important écho en Jordanie, inquiètent les dirigeants algériens et tunisiens mais n'ont nullement embrasé comme il l'espérait les masses arabes, en particulier sur les bords du Nil, où l'on ne connaît que trop bien, grâce aux récits des millions d'Egyptiens qui ont travaillé en Irak pendant la guerre contre l'Iran, les charmes et les délices du «socialisme» à l'irakienne.

Menacé d'asphyxie, Saddam Hussein brandit maintenant son dernier atout : les otages, qu'il propose de libérer à condition que la communauté internationale lève les sanctions dont il fait l'objet, retire toutes les forces militaires envoyées dans le Golfe et le laisse tranquillement accaparer les richesses du Koweït. De telles conditions sont clairement inadmissibles. Les accepter reviendrait à récompenser l'agresseur, même s'il est prêt à marchander un vague statut de semi-autonomie pour le Koweït. Il faut espérer que l'unanimité d'hier prévaudra encore demain sur la question, même s'il n'y a que peu de chances de la résoudre sans larmes ni sang. Ce consensus va d'autant moins de soi que le dictateur irakien joue sur le temps et sur les divisions qu'il va tenter de susciter entre ses adversaires en affirmant réserver des traitements différents à ses prisonniers selon leur nationalité. L'annonce de la libération prochaine des otages portugais, finlandais, suisses, autrichiens ne vise rien d'autre. De même que l'utilisation des Palestiniens pour tenter de rassurer Paris sur le sort des otages français.

Les périls de l'après-guerre froide

C'est dire combien les jours qui viennent seront cruciaux pour la gestion d'une crise qui nous enseigne que la période de l'après-guerre froide ne sera pas forcément paradisiaque, qu'elle sera porteuse de bien des périls et qu'elle exigera beaucoup de vigilance et de détermination. L'heure, plus que jamais, est au maintien de cette unanimité de la communauté internationale sur le refus radical de la prise d'otages; moins que jamais, elle n'est au chacun-pour-soi, au rêve de l'apaisement ou à la confusion des problèmes, même s'il est clair que le conflit israélo-arabe devra faire l'objet d'un réexamen fondamental dans le cadre du nouvel ordre mondial qu'il faut construire, mais où un Saddam Hussein prouve qu'il n'a pas sa place. Ne serait-ce que parce qu'un grand prédateur n'est jamais apaisé; s'il paraît sommeiller parfois, c'est simplement qu'il digère sa dernière proie.

JACQUES AMALRIC

M. Saddam Hussein, joueur trop têtu

La seconde guerre du Golfe est-elle inévitable? Si celle-ci éclate tôt ou tard, on pourra y voir l'épilogue désastreux d'une série d'erreurs de jugement commises par M. Saddam Hussein. Depuis qu'il lança ses chars sur Koweït le 2 août, le président irakien se comporte comme un joueur qui, malgré le sort contraire, tente à toute force de préserver sa mise – ou plutôt, en l'occurrence, son butin.

A chaque riposte de l'adversaire, il tire une nouvelle carte de sa manche. Mais, de déboire en surenchère, sa marge de manœuvre ne cesse de se réduire, tandis que l'enjeu monte. Ce joueur trop têtu croit encore mener sa partie, alors qu'il est mené par elle.

Sa faute initiale – et majeure – fut bien sûr de dresser un mauvais diagnostic de l'état du monde. L'analyse qui semble avoir été la sienne s'appliquait à une réalité déjà disparue, celle de l'« avant-Gorbatchev ». Comment le cynique président irakien, qui passe aussi pour intelligent, a-t-il pu ignorer – ou feindre d'ignorer – les premiers ravages de la perestroïka dans le monde arabe, qu'annonçait le plus spectaculaire d'entre eux, l'émigration massive vers Israël des juifs soviétiques?

M. Saddam Hussein n'a pas tenu compte du souci de l'URSS, dégrisée de ses chimères impériales, de se désengager militairement du Proche-Orient. Il a oublié que le monde arabe, désormais privé du soutien inconditionnel de Moscou, ne pouvait plus espérer exploiter la vieille rivalité soviéto-américaine.

Il a négligé les effets de l'écroulement du communisme européen, dans des pays qui, après avoir renoué avec Israël, sont d'autant plus à l'écoute de l'Occident qu'ils prétendent en devenir au plus vite membres à part entière. Il a fait l'impasse sur la volonté soviétique de voir les Nations unies jouer à nouveau pleinement leur rôle, au point de suggérer – comble du « légitimisme » onusien – le recours à des mécanismes prévus par leur Charte mais jamais mis en œuvre à ce jour.

Voilà autant d'erreurs que n'a pas commis l'ennemi mortel de M. Saddam Hussein, le président syrien Hafez El Assad, lui qui, avec autant de cynisme mais beaucoup plus d'habileté, a su en quinze ans mettre la main impunément sur une grande partie du Liban. Si celui-ci a choisi, dans cette affaire, le camp du Koweït agressé, c'est d'abord à cause de son hostilité farouche envers le parti Baas irakien et son chef. C'est aussi parce que, plus lucide ou plus prudent que son rival, il sait désormais à quoi s'en tenir avec le Kremlin.

Comme nombre de dirigeants arabes, M. Assad est « malade de Gorbatchev ». Mais il a, mieux que d'autres, diagnostiqué son mal. Ne pouvant plus tabler sur une aide militaire massive de l'URSS, il a fait son deuil de sa vieille espérance, la parité stratégique avec Israël. De son « bon choix » dans la crise du Golfe, qui lui vaut l'estime de Washington tout en lui conservant celle de Moscou, la Syrie espère de futures récompenses.

En corollaire, M. Saddam Hussein a sous-estimé à la fois la volonté et les moyens de riposte des Etats-Unis, auxquels le forfait soviétique avait abandonné le monopole de la superpuissance, mais aussi la solidarité occidentale et atlantique. Celle-ci a joué d'emblée – et à plein – entre Washington et ses alliés. Le Japon et l'Australie n'ont pas été les derniers à faire cause commune avec l'Amérique.

Fuite en avant

Même si elle a reflété une différence d'approche entre Paris, d'une part, Washington et Londres, de l'autre, dans la manière de traiter la crise du Golfe, la querelle sémantique opposant l'« embargo » et le « blocus » s'est évanouie, la France ayant au cours du week-end donné des consignes de fermeté à ses forces navales chargées de faire respecter l'embargo.

Ce débat sera vite totalement dépassé si le Conseil de sécurité, comme on lui on prête l'intention, prend l'initiative, inédite dans l'histoire de l'ONU, de voter un blocus contre l'Irak et le Koweït occupé. Les derniers chantages de M. Saddam Hussein mettant en jeu la vie de leurs ressortissants ne peuvent qu'inciter les pays occidentaux à relever collectivement ce défi en serrant les coudes.

Ce qui frappe chez M. Saddam Hussein, tout au long de cette crise, c'est sa fuite en avant délibérée. Certes, au Proche-Orient encore moins qu'ailleurs, les peuples, peu regardants sur la manière dont leurs chefs remportent leurs succès, ne pardonnent pas l'échec en politique. Seul le Nasser de 1967 eut assez de charisme, au soir de la défaite, pour retourner les foules en sa faveur et se faire plébisciter. Ce fut d'ailleurs un tour de passe-passe sans lendemain. Mais pour le président irakien, perdre la face serait sans doute fatal. D'où ce besoin de surenchérir, de garder l'initiative à coups de défis.

Une fois l'erreur initiale commise-et comprise – M. Saddam Hussein aurait pu calmer le jeu, amorcer un mouvement de repli, ramener le conflit sur le terrain diplomatique tout en le recentrant sur le monde arabe. Or, loin de tenter d'apaiser – sinon d'amadouer – ses pairs, il a voulu enflammer leurs peuples, au nom de l'anti-impérialisme puis de l'islam. L'Irak s'en trouve aujourd'hui plus isolé que jamais sur la scène arabe, ayant même été lâché dimanche par le Yemen à la tribune du Conseil de sécurité de l'ONU.

M. Saddam Hussein donne l'impression de s'être lui-même contraint à cette fuite en avant. Comme s'il avait craint de céder à la tentation du compromis, il s'est empressé de faire claquer dans son dos la moindre porte de sortie. Le formidable cadeau fait à l'Iran, qui n'en attendait pas tant, à propos du Chatt-al-Arab était la meilleure preuve de sa détermination à ne rien céder sur le Koweït. Sa dernière offre évoquait trop un marchandage pour avoir un écho.

Tout se passe comme si le maître de Bagdad jugeait la guerre désormais inéluctable. Du coup, il se pose déjà en victime et rejette à l'avance sur ses ennemis les éventuelles conséquences d'un drame dont il aura été l'unique apprenti sorcier.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

L'inquiétude derrière le consensus

Suite de la première page

Si l'un des objectifs était de défendre l'Arabie saoudite après l'invasion du Koweït par l'Irak, il est sans doute atteint – au moins momentanément. S'il s'agit d'assurer l'embargo économique décrété par l'ONU, la flotte en place devrait être suffisante.

Si l'on devait, en revanche, s'installer dans un long siège, dans l'attente que les sanctions incitent Saddam Hussein au retrait, alors, selon la plupart des commentateurs, *« le temps jouera contre les Etats-Unis »*. Au mois de novembre, les électeurs devront renouveler l'ensemble de la Chambre des représentants et un tiers du Sénat. Dans le *Washington Post*, Henry Kissinger met en garde : *« Si l'Irak devait réussir à rester au Koweït, voire à maintenir son contrôle sur l'émirat par l'intermédiaire de quelque régime fantoche, alors la démonstration de force américaine tournera à la débâcle. »*

Règlement de comptes ?

L'opinion américaine supporterait mal une longue et coûteuse immobilisation des troupes sans résultats tangibles et qui laisserait le temps à Saddam Hussein de capitaliser une popularité croissante dans le monde arabe pour déstabiliser certains régimes amis des Etats-Unis. Pareil face-à-face renforcerait précisément l'image que le gouvernement veut éviter : celle d'un règlement de comptes entre les Etats-Unis et l'Irak, entre Saddam Hussein et George Bush – une image qui, là encore, poserait le chef de l'Etat irakien en héros du monde arabe. Bref, pour peu que l'Irak tienne et mette en place quelques circuits de détournement de l'embargo, le temps ne ferait pas l'affaire des Etats-Unis.

La situation devient plus compliquée si l'on avance – comme de nombreux commentateurs américains – que l'Irak de Saddam Hussein, même en cas de retrait du Koweït, continuera à menacer l'émirat et à tenir en respect le royaume saoudien. Henry Kissinger explique que *« la réalisation de l'objectif des Nations unies* – le retrait irakien du Koweït – *ne fournirait qu'un bref répit dès lors que Saddam Hussein resterait au pouvoir et continuerait à développer son potentiel nucléaire et chimique »*. Conclusion sous-jacente : la sécurité de l'Arabie saoudite, la garantie d'un écoulement régulier du pétrole du Golfe à des prix *« raisonnables »* et le retour à une vraie souveraineté pour le Koweït supposent un affaiblissement de Saddam Hussein – au minimum.

Un dispositif offensif

Ce dernier objectif peut expliquer en partie la tournure massive prise par le déploiement militaire américain : les Etats-Unis, écrit le *New York Times*, sont en train d'établir une capacité militaire offensive : le déploiement de bombardiers F-117 et B-52, l'affectation d'unités éminemment mobiles de marines et la présence de bâtiments de débarquement, tout cela suggère que M. Bush entend conserver l'option d'entrer au Koweït en force, dès lors que les sanctions économiques se révéleraient insuffisantes pour déloger les Irakiens.

Le problème est qu'en l'état actuel des choses la plupart des dirigeants du Congrès estiment que M. Bush ne dispose pas du mandat politique nécessaire pour aller au-delà de ce qui est en cours et fait l'objet d'un consensus dans la communauté internationale : la défense stricto sensu de la frontière saoudienne et l'application de l'embargo destiné à faire partir l'armée irakienne du Koweït. Tout en appuyant M. Bush, deux personnalités démocrates de la Chambre, MM. Les Aspin et Lee Hamilton, ont fixé ce week-end certaines limites à l'action du président. *« Jusqu'à présent, notre objectif n'est pas de chasser Saddam Hussein du pouvoir mais seulement de le chasser du Koweït et, jusqu'à présent, M. Bush a, pour ce faire, le soutien du Congrès »*, a déclaré M. Hamilton, ajoutant dans la foulée : *« Mais il n'a pas mandat pour conduire une attaque militaire contre l'Irak ou contre le Koweït. »*

« La situation pourrait changer, a cependant observé M. Aspin, *dès l'instant où Bagdad, sous l'effet ou la seule crainte des sanctions, prendrait le risque d'une nouvelle agression : mauvais traitement infligé aux otages occidentaux, retenus en Irak, déploiement de troupes en Jordanie pour provoquer Israël, parrainage d'une opération terroriste contre les Etats-Unis. »* Dans la partie qui se joue entre le président Bush et le Chef de l'Etat irakien, une toute petite erreur de calcul peut changer la physionomie de la confrontation et amener une intervention musclée que l'opinion américaine pourrait alors soutenir.

C'est dans cette hypothèse que pèsera le sort des milliers d'Occidentaux retenus en otage en Irak et que M. Saddam Hussein entend utiliser comme *« bouclier humain »* contre d'éventuels bombardements sur des sites industriels et militaires du pays. M. Bush a jugé *« totalement inacceptable »* cette *« utilisation de civils innocents »* et la Maison Blanche, en fin de journée dimanche, a qualifié de *« ridicule »* la dernière proposition irakienne de rendre leur liberté aux Occidentaux en échange d'une levée de l'embargo et du départ des troupes étrangères aujourd'hui en Arabie saoudite.

Ne pas se laisser « paralyser »

Certes, M. Bush ne peut ignorer les otages. Mais l'humiliation ressentie lors des précédents iranien et libanais fait sans doute que l'opinion et les dirigeants ont évolué sur cette question. M. Aspin, qui préside la commission des forces armées de la Chambre des représentants, remarquait qu'il y a des Américains partout à l'étranger – il y en avait à la Grenade et au Panama – qui sont des otages potentiels en cas de situation conflictuelle et que c'est là une donnée qui ne doit plus *« paralyser »* la politique étrangère des Etats-Unis. Le propos paraît laisser entendre que le Congrès serait disposé à soutenir le président, même si ce dernier entreprenait une action de nature à faire peser des risques sur les Américains prisonniers en Irak.

Ce que paraissent demander les dirigeants du Congrès à ce stade, ce sont plutôt des éclaircissements sur les objectifs de M. Bush, même s'ils disent comprendre que le président maintienne un certain mystère pour faire monter la pression sur Bagdad. Cette absence de mission bien définie assignée à l'armada du Golfe commence aussi à susciter quelques commentaires inquiétants dans la presse : *« Les Américains*, écrit le *New-York Times*, *ne se sentent pas très à l'aise avec l'envoi de leur armée dans quelque endroit éloigné du tiers-monde pour défendre des intérêts très vaguement définis »* – et dont une partie de l'opinion soupçonne qu'ils sont au moins aussi vitaux pour l'Europe que pour les Etats-Unis.

ALAIN FRACHON

LA CRISE DU GOLFE

Les réactions dans les milieux arabes à Paris

« Le linge sale se lave en famille »

Egalement inquiète des bruits de bottes au Proche-Orient, la communauté arabe de Paris semble voir d'abord dans ce conflit une chance historique de redistribuer les rôles dans cette région du monde. Mais pour les personnes interrogées dans les quartiers populaires de la capitale, cette redéfinition doit se faire uniquement entre pays arabes, et surtout sans les Américains, dont le débarquement est condamné. Quant au Koweït, il semble déjà oublié.

« C'est nous qui avons le pétrole, mais les cartes American Express, les dollars, c'est pour les Américains. Regardez-nous en train de boire une bière à 7 F la bouteille, comme des nuls, sur un banc. Les Américains, quand ils boivent un coup, c'est sur les Champs ! ». Pour Karim, dix-sept ans, les vacances, c'est Barbès et le petit square du passage Léon, minuscule enclave de calme qui surplombe l'animation colorée de la Goutte-d'Or. Assis au soleil, avec Mustapha, Abdellah et Amar, une bière à la main, il est loin du golfe Persique. Où il ne mettra sans doute jamais les pieds. Mais au cours des événements qu'il suit comme un feuilleton à la télé, il est au moins persuadé que les *« Yankees »* vont en baver.

Un réveil salutaire

Le numéro un de Bagdad n'était rien, il y a quelques semaines, pour les gamins de Barbès. Tout juste, un militaire quelque peu arrogant. Désormais, il fait pour eux figure de victime, donc de héros. Mattar, professeur de français en Tunisie, est venu pour le mois d'août aider son cousin de Paris. Pour tous ceux qui fréquentent son magasin de textiles, une évidence s'impose : *« Le linge sale se lave en famille »*, entre pays arabes, et jamais George Bush n'aurait dû débarquer en Arabie saoudite, avec son armada, comme dans *« son jardin »*. *« Nous ne sommes pas des objets entre ses mains »*, assure Mattar. En s'interposant, comme si seuls les marines pouvaient régler le problème, l'oncle Sam aurait *« humilié les Arabes »*.

Devant la Grande Mosquée de Paris, quelques minutes après la fin de la prière du vendredi, les fidèles s'attardent. *« Un Tunisien négocie, un Irakien, par contre, ne recule jamais »*, assure Khaled, lui-même originaire de Tunis. Dans ce lieu aussi, George Bush est accusé par les musulmans de ne pas comprendre les pays arabes et d'avoir volontairement pourri la situation. Maintenant, Saddam ne peut plus *« se défiler, perdre la face devant le monde arabe »*.

Ahmed, Algérien, menuisier installé en France depuis 1951, rappelle qu'au départ de la crise, les Etats arabes dans leur quasi-totalité avaient condamné l'intervention de l'Irak au Koweït. Mais l'intervention américaine a réveillé les vieux réflexes engourdis de *« fraternité arabe »*. Ahmed, ironique, en arriverait presque à saluer les porte-avions de George Bush, qui ont réussi là où la Ligue arabe avait régulièrement échoué depuis de longues années, à savoir *« ressouder le monde arabe. »*

Si le sort des « otages » occidentaux et les risques de guerre créent aussi une grande inquiétude dans la communauté arabe de Paris, le conflit actuel est encore perçu, avant tout, comme une chance unique de redistribution des cartes au Proche-Orient. *« Les Arabes étaient tous immobiles, la tête entre les mains, encerclant un cafard, Israël, mais ils ne faisaient rien. Maintenant, une nouvelle situation est créée »*, dit avec une certaine froideur Mustapha, étudiant marocain. Voir une nation arabe se faire respecter, faire trembler les plus grands, devrait selon lui contraindre Jérusalem à négocier : *« Sans coups sur la tête, Israël ne négocie jamais »*, ajoute le jeune étudiant.

Ce face-à-face militaire dans les sables du Golfe est, pour beaucoup, l'occasion de recouvrer un honneur trop longtemps bafoué. Et de constater, amer, qu'il suffit à l'Irak d'avaler *« la tirelire de George Bush »* pour voir aussitôt l'Occident unanime se dresser, alors que, lors des massacres de Sabra et Chatila, ou de l'invasion du Liban par l'armée israélienne, *« l'ONU est resté étrangement muette et Ronald Reagan n'a pas bougé »*.

Si, pour avoir eu le culot de défier les *« boys »* débarqués de Californie ou de Floride, le numéro un irakien a mis la majorité du monde arabe *« dans sa poche »*, dans les milieux musulmans de Paris, son appel à la guerre sainte ne fait pas illusion. L'image de Saddam Hussein le laïc, le soldat, reste ancrée dans les esprits. Cette soudaine conversion, cet ardent besoin, tout à coup, de défendre les lieux saints prête plutôt à sourire, à la sortie des mosquées de la capitale.

Pas une larme pour le Koweït

« N'importe quel musulman ne peut appeler à la guerre sainte. Il faut être un grand savant de l'islam pour se permettre un tel acte », glisse Fouad, étudiant algérien, qui a voté pour le Front islamique du salut aux dernières élections dans son pays.

Personne n'est dupe : si Saddam brandit le Coran, c'est uniquement dans un objectif de propagande à destination des islamistes et des chiites de son pays. La communauté arabe de Paris oublie aujourd'hui ses déchirures pour condamner en bloc l'*« impérialisme américain »* et son cheval de Troie dans le Golfe, le Koweït. De l'échoppe qui croule sous les tissus, rue de la Goutte- d'Or, à Barbès, au café plutôt sordide de la rue des Trois-Bornes, personne ne verse, en effet, la moindre larme sur le sort des seigneurs de l'Emirat.

La main recroquevillée sur un chapelet qu'il égrène lentement, Abdelhamid Zebentout est une figure de Barbès. *« L'imam de la Goutte-d'Or »*, vieux sage écouté avec respect, voit la chute de la maison Koweït comme une punition divine : *« Dieu lui a donné des richesses. Il fallait qu'elle ressuscite la terre. Qu'elle crée des « Normandies » en plein désert, comme l'a fait l'émigration juive en Israël. Mais le pétrole du Koweït ne servait qu'à entretenir les casinos et les bordels de l'Occident. Et le Sahara est toujours aussi squelettique... »*

Les dynasties au pouvoir au Proche-Orient sont soupçonnées d'avoir provoqué le numéro un irakien, de l'avoir acculé à cette épreuve de force. Saddam Hussein aurait servi de bouc émissaire, de victime expiatoire, face aux Iraniens, et empêché l'intégrisme forcené de leur guide, l'imam Khomeiny, de submerger le Golfe. Mais quand il a fallu le soutenir financièrement, pour avoir sacrifié son peuple pendant huit ans face aux soldats de la révolution islamiste, les seigneurs du pétrole koweïtiens auraient refusé.

Aziz, ouvrier marocain, ne s'intéresse pas, lui, au conflit du Golfe. Il vient de se marier et exhibe avec fierté la photo de sa jeune femme . Les malheurs des Emirs du pétrole ne l'atteignent pas. *« Moi, je vis à Paris et je dois gagner ma vie. Je n'arrive pas à trouver le moindre logement. Alors, ce qui se passe là-bas... »*

OLIVIER LUCAZEAU

« Vous faites de Saddam un nouveau Nasser »

Ils n'étaient pas tous pour Saddam Hussein, mais la plupart d'entre eux le sont devenus. Depuis le déploiement des troupes américaines dans le Golfe, les intellectuels arabes vivant en France se rangent, dans leur grande majorité, aux côtés du président irakien. Sans illusions, mais sans remords : *« Qui s'est intéressé à ce que Saddam faisait endurer à son peuple ? Sûrement pas les Occidentaux, qui l'ont fabriqué, afin de lutter contre l'avancée de l'Iran. Alors, ne nous donnez pas aujourd'hui de leçons. »*

Comme beaucoup d'autres, M. Fawaz Traboulsi, écrivain et journaliste libanais, animateur de la revue *Zawaya*, a adopté le *« nous »*. Nous, les Arabes, nous, les peuples du Sud, aujourd'hui *« en lutte contre les Occidentaux, Américains en tête, qui veulent dicter leur loi »*.

« On s'identifie aux ennemis de nos ennemis », avoue-t-il. Alors bien qu' *« opposé à toute invasion d'un pays arabe par un autre »* il condamne avant tout l'intervention américaine, *« un acte d'agression mais surtout un moyen de préserver un statu quo dans le monde arabe, vis-à-vis du pétrole, du rapport de forces entre Israël et les pays arabes, et surtout de la question palestinienne. »*

« Un nouvel ordre arabe »

Combattre ce *statu quo*, soutenir *« n'importe quelle action qui fasse bouger les choses, même si cela doit mener à la catastrophe »* : le sociologue syrien Ghalioum Burham *« comprend »* le succès remporté auprès des masses arabes par le président irakien. Lui aussi salue dans l'action de *« ce dictateur »*, *« le coup de boutoir dans le camp des nantis et l'espoir d'un nouvel ordre arabe. »* La richesse des petits pays pétroliers investissant à l'étranger constituait, selon lui, *« une provocation permanente »* pour les autres Etats de la région. *« Plus rien ne sera comme avant »*, se réjouit-il.

Rares sont ceux qui, comme Tahar Ben Jelloun, qualifient de *« tragédie »* la disparition du Koweït. Pour l'écrivain marocain, *« le monde arabe dans son ensemble est à présent complètement défiguré par l'action, non d'une culture ou d'un peuple mais d'un seul homme »*.

Cette position fait cependant figure d'exception. Certains, à l'image de l'écrivain égyptien Lutfallah Soliman applaudissent même la fin de *« ces puits de pétrole élevés artificiellement à la dimension d'Etat par la seule volonté des anciennes puissances coloniales »*. Et si, comme lui, ils condamnent le régime irakien, ils ne s'en inquiètent pas trop : *« Rome a bien survécu à Néron et à Caligula »*. Lotfallah Soliman balaie également les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU : *« L'occupation des territoires par Israël, celle du Liban par les Syriens et les Israéliens étaient aussi qualifiées de nulles et non avenues, on voit ce que ça a donné. »*

Tracé arbitraire des frontières, détournement des profits du pétrole, obstruction dans le règlement de la question palestinienne : l'Occident porte, pour la majorité des intellectuels arabes, la responsabilité de la crise. *« Et, comme si cela ne suffisait pas, vous faites aujourd'hui du boucher de Bagdad un nouveau Nasser,* accuse M. Soliman. *A l'intolérable, vous êtes en train d'ajouter l'imbécillité. »*

NATHANIEL HERZBERG

□ **Une manifestation de soutien à M. Saddam Hussein à Paris.** – Quelque cent cinquante personnes se sont rassemblées, dimanche 19 août, place de la République, à Paris, *« pour protester contre l'intervention américaine et affirmer leur solidarité avec Saddam Hussein »*. Les manifestants avaient répondu à l'appel de quatre associations maghrébines (Association des Tunisiens de France, Immigration et Culture, Union des travailleurs arabes, Rassemblement de l'ère nouvelle pour l'union du Grand Maghreb). En majorité Tunisiens ou Algériens, les manifestants ont scandé des slogans en faveur de l'union des Arabes derrière le président irakien : *« Nous sommes un seul peuple, de Marrakech à Bahreïn. »*

AFRIQUE

LIBÉRIA

Des pourparlers sont annoncés, mais les combats se poursuivent

Le chef des rebelles libériens, Charles Taylor, a confirmé qu'il participerait, lundi 20 août, aux premiers pourparlers de paix organisés à Banjul (Gambie) par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Tandis que les combats se poursuivaient à Monrovia, les marines américains ont évacué, dimanche 19 août, un nouveau groupe de plus de huit cents étrangers, principalement des Libanais, mais où figurent aussi un petit nombre de Français.

« Pourquoi le monde entier nous laisse-t-il tomber ? »

MONROVIA

de notre envoyée spéciale

Le zoo, c'était sa vie. Il l'avait construit de ses propres mains et au fil des ans les espèces rares s'étaient accumulées. Mais lorsque, la semaine dernière, le directeur du zoo de Monrovia a quitté le Libéria pour sa Suisse natale, il n'a laissé derrière lui que des cages vides. Sous ses yeux, les soldats gouvernementaux ont tué les animaux un à un. Pour survivre.

Antilopes, rhinocéros et chimpanzés ont été massacrés par ce qui reste d'une armée affamée, coincée entre mer et fleuve, assiégée d'un côté par les rebelles de Charles Taylor, de l'autre par ceux de Prince Johnson. Une armée qui a commis les pires violences. Tous les témoignages concordent : la ville a été mise à sac, la population terrorisée, tous les Ghios et les Manos – originaires des mêmes ethnies que les rebelles – massacrés. Cernés, les hommes de Samuel Doe – le dictateur qui refuse de quitter le palais – n'ont plus rien à perdre. Leur violence est devenue gratuite. Ils ne se contentent plus de rançonner les civils qui fuient la ville, ils les tuent.

Des armes « Made in Libya »

Les hommes de Charles Taylor ont parfois un visage plus humain. Il arrive de voir au fond d'une voiture qui quitte le front une petite vieille recroquevillée au-dessus de son baluchon, entourée de quelques rebelles qui l'emmènent en lieu sûr. Celle qu'ils ont prise sous leur aile est inévitablement ghio ou mano, comme eux.

Là où ils la déposeront, à l'un des multiples points de contrôle où les réfugiés attendent en file indienne, leurs camarades de combat exécutent sommairement les Krahns, les Mandingues (les deux ethnies proches du gouvernement Doe) et, depuis une quinzaine de jours, parce que leurs armées sont susceptibles d'intervenir, les Nigérians, les Guinéens et les Ghanéens. Le motif est toujours implacable : *« S'ils ont tué un civil, c'est que c'était un militaire. »*

Ils s'appellent *Rambo 2, Kill them all, Jim Jones, Chuck Norris, No rebel no war, Gunmachine brain*... Ils viennent tous du Nimba, la région, au nord du pays, où le conflit a débuté fin décembre. Ils ont tous perdu une mère ou un frère lorsque l'armée a brutalement réprimé la rébellion. Aux portes de Monrovia, ils font la guerre telle qu'ils l'ont vue dans les feuilletons américains.

Rebel Baby, quatorze ans, les pieds dans des baskets d'adulte, le ventre recouvert d'un antique gilet pare-balles *« pris sur l'ennemi »*, est tous les jours en première ligne. Un de ses petits camarades est mort la semaine dernière mais, prisonnier de son rôle de mascotte, il dit ne pas avoir peur. A ses côtés, James, vingt-trois ans, s'apprête à courir vers l'ennemi avec pour seules armes un arc de bois qu'il a fabriqué lui-même, une paire de ciseaux et un rasoir.

Pourtant, les rebelles ne manquent pas d'armes. Kalachnikovs, berettas, mortiers et lance-roquettes arrivent sur le front, *via* le Burkina-Faso et la Côte-d'Ivoire, dans des caisses estampillées *made in Libya*, et finissent entre les mains de grands enfants qui jouent à faire la guerre sans avoir jamais appris la moindre règle du jeu. Dans ce monde pris de folie, tout devient possible pour les rares Occidentaux qui n'ont pas quitté le pays : un jour, c'est un Britannique qui raconte que les rebelles dorment dans les arbres, le lendemain c'est un ambassadeur qui prétend que les soldats khrans se mangent entre eux.

« Doe est un chien », proclame un graffiti, côté rebelles. *« Le gouvernement de Doe n'est pas bon, ce ne sont que des mangeurs d'hommes »*, affirme Amos, un des *« combattants de la liberté »*. Il y a un an, le ministre de la défense de Samuel Doe, le général Allison, a été jugé pour cannibalisme. Depuis, tous les Krahns sont accusés de se livrer à cette pratique.

Quoi qu'il en soit, aucun protagoniste ne se bat sans une certaine mystique. Bad-Man – un rebelle – part au combat le visage enduit de kaolin, une bouteille sous le bras. *« C'est de l'African power pusher*, explique-t-il en tendant la fiole, *ça me rend plus fort. »* La bouteille est presque vide, mais il fait confiance à son commandant qui doit lui rapporter du Nimba une nouvelle dose de cette potion : de l'alcool de canne, dans lequel macèrent des écorces *« magiques »* préparées par le sorcier du village.

Une guerre tribale

« Ces ethnies se sont toujours fait la guerre, affirme une Occidentale mariée à un Libérien, *les Ghios sont des guerriers qui ont toujours eu l'impression de dominer les Khrans »*. Pendant dix ans, les Ghios ont subi la dictature d'un Samuel Doe, qui a laissé régner sans partage les ethnies krahn et mandingue. Aujourd'hui, c'est l'heure de la revanche. Charles Taylor a beau dire que *« cette guerre n'est pas une guerre tribale »*, c'est bien d'un conflit ethnique qu'il s'agit, un conflit dont les victimes sont les civils.

Samedi 11 août, sur le point d'accoucher, Rita a couru vers l'hôpital catholique Saint-Joseph en laissant sa fille de huit ans chez elle, du côté des gouvernementaux. Ce samedi-là, les rebelles arrivaient dans le quartier de l'hôpital. *« A 6 heures du matin, on a fait partir tous les Krahns, c'était des grands blessés, on a dû amputer à tour de bras, c'était suicidaire mais on n'avait pas le choix »*, selon un médecin qui a aujourd'hui quitté le pays. Quand Rita est arrivée, elle a suivi le flot des blessés et s'est réfugiée à la résidence italienne, à quelques centaines de mètres du front. Le lendemain naissait Fortunata. Le regard dans le vide, le bras tendu vers son quartier, Rita murmure sa détermination : non, elle ne quittera pas la zone des combats tant qu'elle n'aura pas récupéré sa fille, restée seule à la maison. Un cas parmi des milliers.

Une population affamée

A quelques centaines de mètres, plus d'un millier de Nigérians vivent tapis entre quatre murs, dans le parc de leur ambassade. L'ambassade voisine, celle d'Allemagne, a été évacuée mercredi, par convoi terrestre. Il ne reste plus un seul ambassadeur occidental à Monrovia. Quelques Allemands, Britanniques et Libanais sont toujours là, chargés par le NPFL (Front national patriotique du Libéria) de faire tourner une économie au point mort, de remettre sur ses pieds un pays dévasté. Une gageure... la population est sur les routes, les plus riches exilés aux Etats-Unis, certains en Guinée et en Côte-d'Ivoire, la plupart tout simplement dans le bush. Sous la pluie incessante et sans les moindres vivres.

« Dix mille réfugiés arrivent chaque jour à Buchanan, affirme un missionnaire irlandais resté dans cette ville portuaire, *nous n'avons rien à leur donner, pas le moindre gramme de riz »*. Le *Rizcun Enterprise*, un bateau pakistanais arraisonné le 1er juillet par le NPFL, a quitté les quais de Buchanan il y a une dizaine de jours lesté de ses 13 000 tonnes de riz. Les rebelles ont distribué la prise. Maintenant, tous les entrepôts sont vides, deux millions et demi de personnes sont menacées de famine. *« Pourquoi*, demande le missionnaire, *aucune aide alimentaire n'arrive-t-elle à Buchanan ? Les combats sont terminés ici, il n'y a aucun risque. Pourquoi le monde entier nous laisse-t-il tomber ? »*

MARIE-PIERRE SUBTIL

M. François-Poncet : « Tous les coups sont permis »

M. Jean François-Poncet a déclaré, dimanche 19 août, au « Forum » de Radio-Monte-Carlo et de *Libération*, que Saddam Hussein avait *« franchi toutes les limites »* et que, désormais, *« tous les coups sont permis »* contre lui. L'ancien ministre des affaires étrangères estime que *« la communauté internationale se trouve libérée des restrictions qu'elle pouvait s'imposer »*, car, a-t-il dit, *« nous sommes sortis d'une grave illégalité pour entrer dans une violation des principes humanitaires »*.

Considérant que *« la préoccupation des Etats-Unis et des puissances occidentales est, désormais, de sauver la vie des otages »*, l'émissaire du président de la République en Jordanie a ajouté que, à son avis, *« la tentation existe, pour les Etats-Unis, de prendre des mesures préventives »* et que *« la justification* [de telles mesures] *est là »*. M. François-Poncet estime que la France doit *« prendre l'initiative »* auprès des Nations unies et *« demander que des mesures de force soient prises s'il y a violation d'embargo, ce qui est le cas »*.

M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, dimanche, à Bastia, que M. Saddam Hussein utilise *« ses otages occidentaux comme des boucliers vivants »* et qu'il *« pourrait avoir l'intention de changer la nature du conflit en l'orientant vers Israël »*.

Une lettre de M. Jean-Marie Le Pen

A la suite de la publication, dans le Monde *du 15 août, d'un article intitulé :* « Le Front national et ses satellites se rangent derrière Bagdad », *M. Jean-Marie Le Pen, président de ce parti, nous écrit :*

(...) Sachez que le Front national ne se range derrière personne et que, en l'occurrence, il ne connaît qu'une règle : celle de l'intérêt de la France et des Français. La position que j'ai exprimée est celle d'un homme libre. (...). J'ai dit, et je redis, que l'invasion du Koweït était une voie de fait, mais qu'y répondre par une autre voie de fait conduirait au fatal engrenage de la guerre. La France n'a rien à gagner et tout à perdre dans cette aventure, pleine de risques pour la paix mondiale. La ferme position que je défends relativement à la nécessaire inversion du courant de l'immigration en France n'a jamais, contrairement à ce que d'aucuns ont affirmé, impliqué d'hostilité à l'égard du monde arabe et islamique . (...)

Dans l'immédiat, et les choses étant ce qu'elles sont, je pense, aujourd'hui, au sort de nos compatriotes, qui risquent d'être pris, là-bas, entre le marteau et l'enclume. La démarche que j'ai entreprise auprès de l'ambassade d'Irak peut donner l'occasion à ce pays de faire un geste significatif en leur rendant leur liberté de circulation. Cette première avancée devrait permettre à notre pays de jouer un rôle de médiation avant qu'il ne soit trop tard. Le Front national et moi serions fiers d'avoir contribué à éviter que la crise ne s'envenime et ne s'enkyste.

[L'article auquel se réfère M. Le Pen faisait état, entre autres, d'une déclaration de M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, demandant que *« les propositions de Saddam Hussein »* sur un règlement *« global »* des problèmes de frontières au Proche-Orient soient *« prises en considération par la diplomatie occidentale »*. D'autre part, M. Le Pen laisse sans réponses les questions que *le Monde* a posées à son service de presse sur les déclarations de M. Jules Monnerot, membre du bureau politique et président du « conseil scientifique » du Front national, récusant sa position (*le Monde* du 18 août). – O. B.]

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

3 000 spécialistes au congrès international de parasitologie à Paris

Découverte d'une parenté entre le virus du sida et le parasite de la bilharziose

Le prochain numéro (septembre 1990) du mensuel scientifique américain « Journal of experimental medicine » publie les résultats d'un travail français concluant à une étonnante parenté structurale entre le virus du sida et le *« Schistosoma mansoni »*, le parasite responsable des formes les plus sévères de bilharziose, une affection sévissant sur un mode endémique dans de nombreux pays du tiers-monde (1).

Cette découverte française sera évoquée dans le cadre du septième congrès international de parasitologie, qui réunit du 20 au 24 août à Paris près de 3 000 spécialistes. Elle trouve son origine dans une observation fortuite faite par les chercheurs du centre d'immunologie et de biologie parasitaire (unité mixte *INSERM 167-CNRS 624*) que dirige à Lille le professeur André Capron.

LILLE

de notre envoyé spécial

La découverte des chercheurs lillois soulève de nouvelles questions quant aux liens pouvant exister, notamment en Afrique, entre le sida et la bilharziose et pourrait fournir une nouvelle clé dans la compréhension du mode de fonctionnement du virus du sida.

On savait déjà que l'épidémie *africaine du sida affectait en priorité* des populations vivant dans des régions à haute endémicité d'affections parasitaires, au premier rang desquelles figurent le paludisme et la bilharziose intestinale. Cette dernière maladie, très répandue en Afrique, est due à l'in*fection de l'organisme humain par Schistosoma mansoni*, genre de ver de l'ordre des trématodes hébergé par des mollusques d'eau. Elle se caractérise par des symptômes digestifs (syndrome dysentérique, cirrhose du foie, splénomégalie), aux conséquences le plus souvent *très graves. Des chercheurs du centre* de Lille travaillant de manière indépendante sur le virus du sida et sur ce parasite ont, par le plus grand des hasards, découvert à quelques jours d'intervalle, par le biais d'une « réactivité immunologique croisée », qu'ils avaient mis *en évidence une structure protéique* très voisine et peut-être identique.

Une « réactivité croisée »

Après vérification, ils concluent avoir découvert, grâce à un anticorps monoclonal, une parenté de structures tout à fait inattendue entre une protéine du virus du sida *(protein virion infectivity* ou *vif)* et deux protéines existant à la surface du parasite. Cette « réactivité croisée » a été confirmée dans les sérums d'enfants africains âgés de huit à dix ans, séronégatifs vis-à-vis du sida et, de manière inverse, chez des sujets européens séropositifs n'ayant jamais été en contact avec le parasite responsable de la bilharziose.

Cette « réactivité croisée » a également pu être mise en évidence au niveau des lymphocytes T., catégo*rie particulière du système immu*nitaire. Les lymphocytes T. d'un organisme immunisé avec l'antigène du parasite peuvent « reconnaître » la protéine *vif* du virus du sida. *« De plus,* explique le professeur Capron, *nous avons pu démontrer que l'injection chez le rat de l'anticorps monoclonal « anti-vif » permettait d'obtenir chez ces animaux un très fort niveau de protection contre l'invasion schistosomiale. Tout se passe, en définitive, comme si un anticorps anti-viral pouvait protéger contre une infection parasitaire...* ».

Les chercheurs français ne disposent pas encore d'arguments leur permettant d'affirmer que cette parenté correspond à des structures en tous points équivalentes. Toutefois, l'équipe lilloise a récemment découvert une seconde étonnante parenté de structures entre une autre protéine *(nef)* du virus du sida et à nouveau une protéine de la surface du parasite de la bilharziose. Leurs travaux portent aujourd'hui sur l'identification précise de ces structures. Cette connaissance permettra de mieux comprendre le rôle précis joué par la vif dans le métabolisme du virus du sida. Il s'agit également d'élucider les liens pouvant exister entre la réponse immunitaire de l'organisme à l'infection parasitaire et la multiplication du virus ou des cellules infectées par celui-ci.

Ce type de parenté structurale est un phénomène de plus en plus fréquent avec le développement des techniques de biologie moléculaire. Toutefois, une telle homologie est ici doublement différente. D'abord parce qu'elle concerne deux agents pathogènes de l'espèce humaine ; ensuite parce que l'on sait aujourd'hui que les zones d'émergence du virus du sida (Zaïre et Burundi notamment) correspondent à des régions où la bilharziose sévit à un mode hyperendémique. Il reste donc aujourd'hui d'une part à découvrir, au travers de l'origine de cette parenté des structures, l'histoire des liens entre le virus et le parasite, d'autre part à vérifier s'il n'y a pas ici une clé moléculaire qui permettrait d'agir efficacement contre le virus responsable du sida.

JEAN-YVES NAU

(1) Cette communication est signée de MM. Jamal Khalife, Jean-Marie Grizych, Raymond Pierce, Jean-Claude Ameisen, André Capron, Mme Anne-Marie Schacht, Hélène Gras-Masse, MM. André Tartar (centre d'immunologie et de biologie parasitaire, Institut Pasteur de Lille) et Jean-Pierre Lecocq (société Transgène, Strasbourg).

Après le meurtre de Mont-sur-Meurthe

La messe de l'abbé Pierre à la mémoire de la victime

NANCY

de notre correspondante

« Si ce crime avait été commis par un enfant du village, est-ce qu'aujourd'hui vous demanderiez le départ de sa famille ? » Samedi matin 18 août, la voix de l'abbé Pierre a résonné dans les murs de l'église de Mont-sur-Meurthe (Meurthe-et-Moselle), ce village lorrain choqué encore par le meurtre, le 5 août, d'une jeune fille de dix-huit ans, Andréa Grandcolas.

Si le fondateur des Communautés d'Emmaüs a pris la peine de venir dans le village pour y rencontrer les parents de la victime et les habitants, c'est que le meurtrier présumé est un compagnon d'Emmaüs. En effet, une semaine après la découverte dans la *Mortagne,* la petite rivière qui traverse Mont-sur-Meurthe, du corps de la jeune fille frappé de plusieurs coups de couteau, les gendarmes de Lunéville et de Nancy arrêtaient Raymond Del Rosario. Celui-ci, âgé de vingt-huit ans, était arrivé dans le foyer de la Communauté d'Emmaüs en décembre 1989.

A l'annonce de l'identité du meurtrier présumé, certains des habitants ont remis en question la présence de la communauté dans le village. C'est donc pour calmer les esprits, et éviter tout amalgame, que l'abbé Pierre est venu à Mont-sur-Meurthe, où il a célébré dimanche une messe à la mémoire d'Andréa et rencontré successivement le père de la jeune fille et le responsable régional de la Communauté d'Emmaüs, chargé des communautés à l'échelon national.

Un des griefs que formulent à l'encontre du foyer de Mont-sur-Meurthe *ceux qui souhaiteraient* son départ est l'absence de responsable titulaire depuis cinq ans. Des responsables stagiaires et des chefs de cours, chargés par l'association au niveau régional de surveiller les *chantiers, se sont succédé.* Il aura fallu que survienne ce drame pour que la communauté de Mont-sur-Meurthe devienne *« une priorité »* et que soit garantie la présence d'un responsable administratif dès septembre.

Le maire du village, M. Yves Willer, a demandé que s'établissent *« des relations régulières entre la communauté et la mairie, permettant au maire, chargé de l'ordre public et de la police municipale, de connaître à tout moment les nouveaux arrivants et les départs, ainsi que, confidentiellement, les antécédents éventuels des compagnons »*. En attendant que se règle cette question administrative, à Mont-sur-Meurthe les villageois et les compagnons d'Emmaüs vont essayer de vivre comme avant, ou presque.

MONIQUE RAUX

ENVIRONNEMENT

Depuis le 17 août

3 000 hectares de pinèdes ont brûlé en Corse

AJACCIO

de notre correspondant

Trois mille hectares environ de pinèdes et de maquis ont été la proie des flammes dans la région du col de Bavella, sur le territoire des communes de Zonza et Conca *en Corse-du-Sud. Le feu s'est* déclaré dans la matinée du vendredi 17 août pour une cause qui n'est pas établie, mais qui n'est pas forcément accidentelle, non loin du petit hippodrome de Viseo. Attisé par le vent et favorisé par la combustibilité du couvert végétal, cet incendie, d'une puissance rarement atteinte ces dernières années, a rapidement gagné les crêtes pour redescendre vers le rivage oriental de l'île, en dépit des importants moyens mis en œuvre pour le maîtriser. Dimanche, il ne restait plus que des foyers résiduels, que les hélicoptères et bombardiers d'eau s'attachaient à éteindre.

Sur la côte occidentale, entre Figari et Bonifacio, toujours en Corse-du-Sud, un autre incendie a été allumé pour la cinquième fois en l'espace de trois semaines. Les quatre premiers avaient été déclarés sur le domaine de La Testa, qui appartient à Paribas, après avoir été acquis, au début des années 70, par l'homme d'affaires israélien *Samuel Flatto Sharon. Un* cinquième, vendredi 17 août, a éclaté en lisière de ce domaine, à Ventilegne. Il a pu être circonscrit, mais ces sinistres successifs ont parcouru au total environ 400 hectares.

L'aménagement de La Testa-Ventilegne est l'un de ceux qui suscitent en Corse une opposition sans concessions depuis deux décennies. Ces incendies paraissent suspects aux nationalistes, qui y voient le signe avant-coureur de l'aménagement redouté. Une vingtaine d'entre eux ont donc décidé de constituer une sorte de milice, qui s'est donné pour tâche de patrouiller dans cette zone afin de découvrir l'éventuel incendiaire ou, le cas échéant, le mettre hors d'état de nuire.

PAUL SILVANI

Gendarme d'un jour à Saint-Tropez

Le ministre de la mer veut réformer le permis bateau

M. Jacques Mellick, ministre de la mer, a annoncé, samedi 18 août, à Cogolin (Var), à l'occasion d'une opération « coup de frein » dans le golfe de Saint-Tropez, sa décision de procéder à une réforme du permis bateau – institué en 1966 – qui devrait prendre effet dès l'été prochain.

NICE

de notre correspondant régional

« Bonjour. Je suis le ministre de la mer. Pouvez-vous me montrer vos papiers ? » Samedi 18 août, M. Mellick a joué, plus d'une heure durant, au gendarme dans le golfe de Saint-Tropez, haut lieu de la navigation de plaisance, où était organisée une opération « coup de frein » de grande envergure (1). Embarqué à bord d'une vedette des affaires maritimes et vêtu d'une superbe combinaison rouge, le ministre a contrôlé, avec courtoisie, plusieurs embarcations à moteur dont les passagers, *un peu surpris, l'ont toutefois* félicité de son action... Bilan de sa courte virée en mer sous les yeux des journalistes : quelques peccadilles, comme un défaut de bouée en fer à cheval et l'absence d'apposition d'un numéro d'immatriculation, qui ont valu aux contrevenants de simples *remontrances.*

M. Mellick est un ministre consciencieux. Depuis le début du mois d'août, il a entrepris incognito un tour de France des plages, de la mer du Nord à la Méditerranée, à l'écoute des estivants pour mieux cerner les problèmes de sécurité en mer. Guidé par un principe simple (la plage aux baigneurs, au large les moteurs), il ne veut pas être le *« ministre de la répression »* mais celui *« des amoureux de la mer »* dans un esprit de *« liberté, mais aussi de rigueur ».* Sa volonté : faire cohabiter toutes les activités nautiques par une organisation de l'espace littoral.

Au cours d'une conférence de presse, aux Marines de Cogolin, il s'est félicité, à ce sujet, des efforts consentis par les communes, responsables de la police des baignades dans la zone dite des 300 mètres. Il a également annoncé la mise en chantier d'une réforme du permis bateau qui a été institué en 1966 et qui a besoin d'un *« sacré toilettage ». « Ce ne sont pas les épreuves théoriques qui sont en cause,* a-t-il précisé, *mais la pratique. Je me suis notamment rendu compte que les usagers perdaient, d'un été à l'autre, les automatismes du pilotage. »* Le conseil supérieur de la navigation de plaisance sera consulté et lui fera des propositions afin que le nouveau permis puisse entrer en vigueur dès la saison prochaine.

Alcootests à la barre ?

Le ministre a également appelé de ses vœux une harmonisation de la réglementation au niveau européen, en commençant par les pays méditerranéens, tout en excluant une limitation de la puissance des bateaux – et, donc, de la vitesse qui, par définition, *« est libre au large ».* Il a indiqué, d'autre part, qu'il envisageait une modification, *« peut-être sur le modèle des garde-côtes américains »,* du statut des agents des douanes. Bien qu'ils disposent de moyens très importants, ceux-ci ne sont pas habilités, en effet, à verbaliser en matière de police de la navigation. Interrogé, enfin, sur le problème de l'alcoolémie à la barre, M. Mellick est tombé des nues. *« C'est,* a-t-il dit, *la première fois qu'on m'en parle. Je vais y réfléchir. Si la loi le permet, des alcootests pourraient, en effet, être pratiqués lorsque des excès de vitesse seront constatés ».*

Comme le démontre le bilan des *douze opérations « coup de frein »* organisées depuis le début de l'été sur le littoral méditerranéen, les excès de vitesse représentent, précisément, plus de la moitié des infractions (331 sur 603 pour 1 312 bateaux contrôlés). Le nombre des personnes décédées et disparues a tendance, lui, à diminuer d'année en année (dix-huit au 14 août 1990, dont sept plongeurs, contre quarante-cinq en 1988 et vingt-huit en 1989).

GUY PORTE

(1) Dix bâtiments et deux hélicoptères des affaires maritimes, de la gendarmerie et des douanes y ont participé sous l'autorité du préfet maritime de la IIIe région maritime (sur 110 bateaux contrôlés, 54 infractions ont été constatées, dont 32 pour excès de vitesse).

EN BREF

□ **Congrès mondial de l'Eglise baptiste en Corée du Sud.** – Huit mille Sud-Coréens ont été baptisés dans les eaux du lac olympique à Séoul, samedi 18 août, pour la *clôture du Congrès mondial de* l'Eglise baptiste, qui se tient tous les cinq ans et qui a réuni des centaines de délégués de quatre-vingt-quinze pays, y compris l'URSS et Cuba. L'Eglise baptiste compterait environ soixante-dix millions de fidèles dans le monde. Son congrès *mondial a, en particulier, décidé* l'envoi d'un million de bibles en URSS. – *(AFP.)*

□ **Premières religieuses dans le diocèse de Canton depuis 1949.** – Quatorze religieuses ont pris le voile mercredi 15 août, jour de l'Assomption, à Canton (sud de la Chine), a annoncé l'agence Chine nouvelle. Pour ce diocèse, ce sont les premières entrées dans les ordres depuis 1949. Les premières prises de voile en Chine, depuis l'instauration du régime communiste, avaient eu lieu à Pékin, le *30 juillet 1989.* Seules une soixantaine de sœurs, formées avant l'arrivée des communistes au pouvoir, vivraient encore dans la capitale chinoise.

□ **Jean-Paul II rappelle la règle du célibat des prêtres.** – Au cours de la prière de l'Angélus, prononcée dimanche 19 août de sa résidence d'été de Castel-Gandolfo, le pape a rappelé la règle du célibat des prêtres, qui *« ne doit pas être discutée »,* a-t-il affirmé. *« Le Christ a demandé à ceux qu'il prenait pour apôtres de tout abandonner pour le suivre »,* a souligné Jean-Paul II. Ce rappel est lié à la démission de l'évêque noir d'Atlanta (Géorgie), Mgr Eugène Marino, à la suite des révélations, confirmées par une enquête canonique, sur sa liaison avec une militante laïque.

□ **Expédition punitive contre des skinheads à Belle-Ile-en-Mer.** – Quinze personnes – des habitants et vacanciers – ont été interpellées samedi 18 août à Belle-Ile-en-Mer (Morbihan) après avoir participé la nuit *précédente à une expédition* punitive contre le campement d'un groupe de skinheads. Celui-ci a été saccagé. Les onze skinheads ont été légèrement blessés, avant d'être évacués sous la protection de la gendarmerie. Ils faisaient l'objet de poursuites pour port d'arme après avoir été interpellés avec des couteaux, des battes de base-ball et des pistolets à grenaille.

JUSTICE

L'affaire de la « joggeuse de Central Park »

Trois adolescents de Harlem reconnus coupables du viol d'une jeune femme

Après dix jours de délibérations dans un procès qui tourmente l'Amérique depuis plusieurs semaines, un jury de New-York a déclaré coupables trois jeunes gens de Harlem accusés d'avoir, le 19 avril 1989, attaqué, violé et sauvagement battu une jeune femme laissée pour morte dans les fourrés de Central Park.

WASHINGTON

correspondance

Le jury, composé de dix hommes et deux femmes, n'a pas retenu le chef d'accusation plus grave de tentative *d'assassinat, ni celui de sodomie. Le* verdict sera prononcé le 11 septembre : compte tenu de leur âge, les jeunes gens – deux Noirs et un Latino, âgés de quatorze à seize ans – sont passibles d'une peine de dix ans de prison au maximum.

Le nom de la victime n'ayant pas été révélé, l'affaire est devenue dans les médias celle de la *« joggeuse de Central Park »* (*le Monde,* daté 29-30 juillet). Issue d'une très bonne famille, âgée de trente ans, la jeune femme a fait de brillantes études et occupait un poste de responsabilité dans un cabinet d'affaires connu. Son témoignage n'a pas influencé le jury, qui s'est prononcé essentiellement sur la base des aveux, enregistrés sur vidéo, de deux des accusés, reconnaissant avoir attaqué la jeune femme, qui s'était débattue farouchement contre ceux qui la frappaient avec des briques et un tuyau métallique.

Les avocats des adolescents ont fait valoir que leurs aveux avaient été arrachés par la police à force de menaces et d'intimidation. Ils soulignèrent l'insuffisance de preuves matérielles. Tout au long du procès, des militants d'organisations noires manifestaient à l'extérieur, accusant le procureur, une femme, d'avoir menti.

La décision du jury ne peut qu'attiser les tensions raciales. La description détaillée de l'agression de Central Park a renforcé chez les Blancs la peur ancestrale que leurs femmes et leurs filles sont menacées par les Noirs. Aux yeux de la communauté noire, au contraire, elle indique que le système judiciaire américain défavorise les Noirs.

Les médias accordent, il est vrai, toujours plus d'importance à une victime blanche qu'à une victime noire. Ainsi, deux jours après le drame de Central Park, une jeune femme noire a été violée à Harlem. La presse en parla peu mais, contrairement à la règle d'éthique interdisant d'indiquer le nom d'une victime de crime sexuel, son identité fut révélée.

HENRI PIERRE

Olivier retourne en prison

Olivier, le jeune Havrais deux fois condamné à deux mois de prison ferme puis gracié par le président de la République (*le Monde* du 25 juillet), a été inculpé et écroué jeudi 16 août à Limoges pour avoir blessé un policier qui l'avait surpris en flagrant délit de cambriolage. Agé de quatorze ans, auteur d'une centaine de vols en trois ans, notamment de voitures, selon ses propres dires, Olivier avait été accueilli, à sa sortie de la prison du Havre, dans un centre d'enfants de Nieul, en Haute-Vienne. Début août, il avait récidivé une première fois avec un petit cambriolage. Puis, le 15 août, le jeune garçon a volé une voiture avant de pénétrer par effraction dans une maison de Couzeix, en banlieue de Limoges, et de blesser sérieusement le policier qui tentait de le ceinturer, à l'aide d'un rasoir.

□ **Evasion collective à Bastia.** – Six détenus se sont évadés, dimanche 19 août, de la prison Sainte-Claire, de Bastia (Haute-Corse). Après avoir menacé un gardien, Eric Grebeauval, Georges Ephrem, Jean-Pierre Caille, Jacques Buttafoghi, Jean-Philippe Lucchini et Ange Federicci ont franchi le mur d'enceinte. Lundi 20 août, cinq d'entre eux étaient toujours en fuite après l'interpellation, dimanche *après-midi, de* Georges Ephrem, de nationalité libanaise, à une trentaine de kilomètres au sud de Bastia. Construite au seizième siècle et fort vétuste, la prison Sainte-Claire est surnommée la « prison-gruyère », notamment depuis une série de huit *évasions en sept mois* en 1984.

Cette évasion collective porte à une cinquantaine le nombre d'évasions des prisons françaises depuis le début de l'année. La précédente avait eu lieu le 11 août et fut le fait de deux détenus de Guéret (Creuse), *Philippe Bourdaix* et *Christian Gouyon, qui sont toujours* en cavale après avoir agressé deux gendarmes en Saône-et-Loire.

هكذا من الأصل

CULTURE

THÉATRE

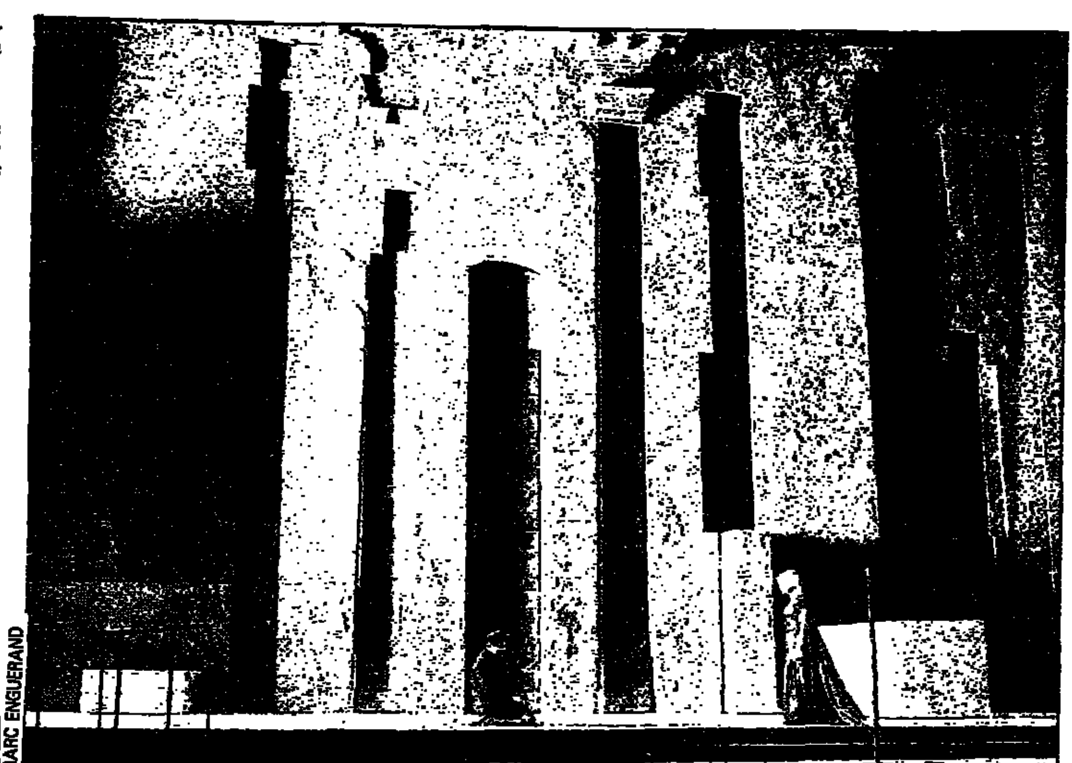
Huit années dans la vie de Chéreau

Un livre dense, luxueusement illustré, fixe le souvenir d'un théâtre : « Nanterre-Amandiers » pendant les « Années Chéreau »

En 1982, Patrice Chéreau prenait la direction à Nanterre, du Théâtre des Amandiers, qui, après de difficiles négociations avait échangé son statut « maison de la culture abritant un centre dramatique national », contre celui d'une SARL, la formule de gestion la plus souple. En 1990, Patrice Chéreau laisse la place à Jean-Pierre Vincent, déjà gérant associé depuis 1988, et surtout associé à l'aventure théâtrale depuis leurs débuts communs au Lycée Louis-le-Grand, et ce, jusqu'en 1968, après la brève et ruineuse expérience d'une structure stable à Sartrouville.

Huit ans plus tard, Patrice Chéreau s'en va ayant réalisé – autant que faire se peut – son rêve : « *Donc, voilà le projet* écrivait-il : *un théâtre, une école, un studio, une production de films. Cela n'a pas de nom, mais en bref, tout ce qui peut se faire, se dire, se rêver, se désirer, avec des auteurs, des acteurs, des techniciens, des peintres et bien sûr, des metteurs en scène et un public*...

Les prochains projets de Patrice Chéreau sont un film – *la Reine Margot* avec Isabelle Adjani – puis des mises en scène d'opéra et il ne rejette pas totalement l'idée de revenir pendant ce temps au théâtre, si l'occasion s'en présente à des moments de liberté. Les huit ans qu'il a vécus là-bas dans le bâtiment blanc, à l'architecture un peu froide, mais habité de passions, ont sûrement été extrêmement importantes. Il n'était jamais resté si longtemps quelque part, il était totalement chez lui, avait entièrement choisi son équipe – avec bien entendu Richard Peduzzi, et aussi Catherine Tasca jusqu'à ce qu'elle soit nommée au CNCL en 1986.



MARC ENGUERAND

1985 : Quartett de Heiner Müller, d'après Laclos, dans les décors de Richard Peduzzi pour le précédent spectacle, Lucio Silla, *de Mozart. Un lien dans l'esprit de Chéreau.*

Des amis haut-de-gamme

Patrice Chéreau a marqué Nanterre, et Nanterre l'a modifié profondément. La preuve en est : lui qui n'aime pas s'attarder sur ce qui est fait pour se concentrer mieux sur ce qui est à faire, pour une fois a voulu rassembler et fixer dans un livre *Nanterre-Amandiers* aux Editions Imprimerie Natiuonale les traces de ces années-là, *les Années Chéreau* – c'est le sous-titre.

« *Nanterre-Amandiers n'existe que par et pour un Chéreau multiforme. D'autre part, c'est un lieu qui appelle d'autres initiatives que les siennes propres,* écrit Bernard Dort en préface. *Nanterre héberge des concerts, des projections de films et accueille des spectacles. Mais il ne le fait pas à la façon d'une maison de la culture. Les choix de Chéreau sont plus restreints. Ils s'inscrivent dans la logique de son travail, de ses affinités et de ses amitiés* ».

Etant donné la notoriété de Patrice Chéreau, son talent unique, sa personnalité, les amis auxquels il fait appel sont forcément haut-de-gamme. Sans lui, Pierre Boulez, Luc Bondy, Klaus Grüber, ou Michel Piccoli, Maria Casarès, Gérard Desarthe... ou Jane Birkin, Philippe Leotard... n'auraient peut-être pas travaillé comme ils l'ont fait à Nanterre. En fait ils ont été sollicités d'abord pour la façon dont ils s'inscrivent dans l'univers de Chéreau, dont ils l'habitent et l'enrichissent, comme d'autres moins connus, ou même comme les élèves de l'école ...

Le livre, c'est le monde de Chéreau sans éxégèse ni analyses *a-posteriori*. Un texte de Michel Vinaver et un autre de François Regnault sur Bernard-Marie Koltès dont Patrice Chéreau, dès la première année a monté *Combat de nègre et de chiens*, puis *Quai Ouest*, puis *Dans la solitude des champs de coton* et *le Retour au désert*... Des textes de Bernard Dort, Richard Peduzzi, Yves Bonnefoy. Témoignages qui entourent le corps : les photos, les extraits d'articles de critiques français et étrangers, car les productions de Nanterre ont été suivies en particulier par les journaux d'Allemagne et d'Italie.

Tout y est. Tout ce qui s'est donné à Nanterre, ou que Nanterre a produit et qui s'est joué ailleurs – ainsi la *Lulu* de Wedekind par André Engel au Bataclan ou *le Retour au désert* au Théâtre Renaud-Barrault... En 345 pages et 350 photos, à travers les extraits d'articles, le livre raconte, et montre l'étonnante continuité d'un travail qui ne s'est pas construit autour de thèmes définis à l'avance, mais dévide les enchaînements d'une pensée, et reflète de façon lumineuse les fantasmes d'un poète, son parcours sensible.

COLETTE GODARD

▶ Editions Imprimerie Nationale. Collection « le Spectateur français » : 345 p. 350 photos noir et couleurs. 570F.

DISQUES

L'archet transfiguré

▶ *Duo pour violon et violoncelle*, de Ravel.

***Sonate pour violoncelle seul*, de Kodaly.**

1 disque compact Harmonic Records H/CD 8823.

Ravel aimait les défis. Le *Concerto pour la main gauche, Tzigane, Scarbo*, le *Boléro* témoignent du sadisme d'un compositeur qui prenait plaisir à plonger les virtuoses dans des situations impossibles.

Dans la *Sonate pour violon et violoncelle* (1921), il s'ingénie à faire sonner les deux instruments à cordes comme s'ils étaient quatre, à évacuer de sa musique toute tentation hédoniste au profit d'un contrepoint sévère, associant parfois deux tonalités différentes. L'œuvre est austère, ses harmonies dures (comme l'étaient celles de certaines des *Valses nobles et sentimentales*). Son lyrisme est âpre, brûlant.

Zoltan Kodaly n'avait pas les mêmes préocupations que son confrère français. Comme son ami Bartok, le Hongrois était davantage soucieux de retrouver les racines de la musique de son pays, de l'intégrer au discours savant pour renouveler un langage chahuté en ce début de vingtième siècle.

Sa *Sonate pour violoncelle seul* (1915), ne peut échapper au souvenir de Bach et de ses *Suites*, que Casals et Abbiate venaient de réhabiliter. Elle chante à perdre haleine, imite la harpe, le cymbalum ; tout un orchestre semble accompagner une fête villagoise imaginaire.

Une virtuosité périlleuse unit ses deux chef-d'œuvres délaissés. Ils sont joués par des interprètes en état d'apesanteur qui renouvellent la réussite (chez le même éditeur) d'un précédent disque consacré à la *Sonate pour violon seul*, de Bartok et au *Duo pour violon et violoncelle*, de Kodaly.

ALAIN LOMPECH

Adolescent prolongé

▶ Iggy Pop : Brick By Brick. Disque, cassette, CD Virgin.

Brick By Brick est un disque bien tourné. Avec du beau linge (membres des B 52's ou de Guns and Roses en permission pour faire masse), produit par Don Was, un nom qui fait chic sur les pochettes en ce moment. Iggy Pop n'a pas besoin de traitement cosmétique. Des Stooges – il y a vingt ans – à nos jours, il n'a jamais fait trop de concessions. Sa production a été inégale, mais ce n'était qu'une question d'inspiration, jamais de marketing.

Les années 90 le trouvent donc intact – plus que ses contemporains, David Bowie ou Lou Reed, – en forme même. *Brick By Brick* est une chose énergique, qui coule de source. Vocalement, Iggy Pop reste ce bâtard fascinant de Jim Morrison et de Mick Jagger, provocateur incantatoire, shaman des bas-fonds.

Cela dit, Iggy Pop n'est plus tout jeune. C'est un truisme autour duquel quelques-uns de ses contemporains ont construit une seconde carrière, ces derniers temps. Son ex-collègue en déchéance, Lou Reed, a dû se livrer à un réajustement de perspective acrobatique pour arriver au statut d'académicien que lui ont conféré *New York* et *Songs for Drella*.

C'est sans doute en demander un peu trop à Iggy Pop. La fidélité, la cohérence dont on parlait plus haut sont aussi des entraves. *Brick By Brick* sonne souvent comme un classique de la fin des années soixante-dix. Les chœurs virils de *The Undefeated* ou le reggae hésitant de *Moonlight Lady* (avec une jolie partie de slide de David Lindley) y sont pour quelque chose. Et l'arrogance (des paroles, de la voix), comme les jupes plissées et les socquettes ou le blouson noir, se porte moins bien après un certain âge.

T. S.

MUSIQUES

Les mille manières de jouer

Le plaisir du piano à la Roque d'Antheron, c'est aussi la diversité

LA ROQUE-D'ANTHERON

de notre envoyé spécial

Dans le parc du château de Florans, où, en une double haie d'honneur, veillent trois cent soixante-cinq platanes centenaires, tous semblables et tous différents comme les jours de l'année, on a écouté depuis dix ans presque autant de pianistes. Et le plaisir de ces confrontations est de faire apparaître qu'il y a mille manières de toucher un clavier, où toutes les personnalités se reflètent comme en un miroir.

Ainsi, quel contraste, vendredi, entre une toute jeune fille, Claire Désert, comme une pile électrique, jetant toute sa passion nerveuse, sa virtuosité ultra digitale déjà exceptionnelle dans les *Fantasiestücke* de Schumann ou deux *Sonates* de Scriabine, et le calme olympien de Gerhard Oppitz, du haut de ses trente-sept ans et de sa classe à la Musikhochschule de Munich ?

Le visage fleuri et soigneusement dessiné entre moustache, collier de barbe et cheveux blonds, reflète la sérénité supérieure qu'il imprime à la *Fantaisie-Sonate en sol* D.894 de Schubert et aux *Intermezzi* op.117 de Brahms, ce beau jeu moelleux, équilibré, en pleine pâte, qui s'accorde si bien avec la sonorité de son Bösendorfer. Il est difficile de jouer mieux du piano, mais, comme parfois Arrau, on aimerait le voir sortir de ses gonds, découvrir au fond de lui-même de nouveaux accents : ce n'est pas le coup de boutoir, la surprise de temps en temps, qui donne de l'accent à une interprétation, c'est la flamme qui veille derrière chaque note, une présence, une ferveur qui se communique à la musique à chaque instant . Oppitz est un poète, il ne cède jamais au *spectaculaire, malgré* l'enviable maîtrise technique de ses Variations sur un *thème de Haendel* de Brahms, mais il semble un peu trop en paix avec son inconscient...

Dans le cloître de Silvacane, samedi, Olivier Baumont, trente ans, claveciniste, célébrait le culte de Rameau . Excellent technicien, savant musicologue, il joue avec netteté et distinction, mais des phrasés et des mouvements parfois étranges, sans nous entraîner dans les fantaisies épiques d'une Marcelle Meyer au piano ou d'un William Christie au clavecin, grâce auxquels Rameau tout à coup claque la porte de la pure respectabilité, dévoile son tempérament de feu qui brûle les planches !

Liens d'amour

Même à La Roque-d'Anthéron, on change parfois de genre musical pour renouveler le goût et les oreilles des auditeurs . Samedi soir, en direct sur France-Musique, le Quatuor de Cleveland (peu connu en France malgré ses vingt ans d'âge) nous enchantait avec le *Quatuor en ré* op.76 n°5 de Haydn, dont le *largo*, d'une polyphonie très dense, semble annoncer la mélancolie schubertienne, puis s'associait avec le merveilleux György Sebök pour le *Quatuor avec piano* de Schumann et le *Quintette* de Brahms. Deux oeuvres éclatantes de vie et de passion, où le jeu transparent, le toucher de velours du pianiste, nouait avec les cordes si flexibles des liens d'amour, tant dans les mouvements de rêve (presque à l'excès chez Schumann) que dans les fougueuses chevauchées romantiques.

JACQUES LONCHAMPT

Havel et Jagger

Les Rolling Stones ont achevé à Prague leur tournée européenne

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

Les Stones ont embrasé Prague. Et le Strahov, le plus vaste stade d'Europe, réservé depuis plusieurs années aux fameuses spartakiades à la gloire du régime, n'avait jamais sans doute connu pareille ferveur ni pareille frénésie. Au coude à coude sur le gazon ou blotties dans les tribunes, cent mille personnes, samedi 18 août, ont été « bluffées » par le décor colossal du spectacle qu'une artillerie de projecteurs pouvait transformer en raffinerie incandescente, en Beaubourg fluorescent, en tableau gigantesque et animé qu'un Peter Pan du nom de Jagger pouvait à lui seul enflammer. Cent dix mille personnes de tous âges, venues de toutes les régions de Tchécoslovaquie et aussi de Pologne, d'Allemagne, de Hongrie, pour le dernier concert – sponsorisé par la radio Europa Plus – de la tournée européenne du groupe.

« *Les tanks partent, les Rolling Stones arrivent* » annonçaient quelques slogans, et la lippe gourmande de Mick Jagger, devenue l'emblème du groupe et accrochée depuis plusieurs jours à la place d'une ancienne statue de Lénine, était un symbole insolent. C'est ainsi que l'avait d'ailleurs voulu le président Vaclav Havel, soucieux de marquer à sa manière – joyeuse et un brin provoquante – et avec quelques jours d'avance l'anniversaire du fameux 21 août 1968, date de l'arrivée des chars soviétiques dans la capitale tchécoslovaque. C'est lui qui a écrit aux Stones pour leur demander de rajouter Prague à leur tournée et c'est lui qui a tout fait pour faciliter la conclusion d'un accord avec la formation sans doute la plus exigeante du show-business. Mi-amusés, mi-choqués, les Tchécoslovaques ont ainsi découvert dans la presse l'étendue des caprices des stars, sidérés qu'un contrat d'une telle envergure aille jusqu'à mentionner, en plus des conditions techniques et des besoins divers en matière de communication, les exigences de Jagger concernant sa marque de thé, de voiture, de vodka et de chocolat.

Mais tout, ou presque, était d'avance pardonné aux Rolling Stones, dont le cachet (amputé des frais d'organisation et de personnel technique) devait être versé à l'organisation charitable présidée par Mme Havel pour la reconstruction d'un hôpital pour enfants. Entouré d'amis et de conseillers chevelus et barbus comme aux plus belles heures de la carrière des Stones, le couple Havel, jumelles en main, n'a d'ailleurs rien perdu du concert et beaucoup freudonné. « *It's only rock and roll* » ...

ANNICK COJEAN

SPORTS

ÉQUITATION

Eric Navet, un champion du monde modeste

Deux semaines après son double titre de champion du monde individuel et par équipe de saut d'obstacles, obtenu lors des premiers Jeux mondiaux d'équitation à Stockholm, Eric Navet s'est déjà remis au travail. Pendant que le cheval, Quito de Baussy, s'offre trois semaines de repos dans la propriété familiale près de Longueville (Calvados), le jeune cavalier pense à son avenir.

LONGUEVILLE

de notre envoyé spécial

Il est jeune, il est beau, il est aujourd'hui célèbre mais a su rester simple. Autour de lui, sa famille s'épanouit dans l'harmonie d'une propriété qui vit par et pour le cheval. Décidément, Eric Navet a tout du champion modèle.

Sa victoire tient déjà un peu du conte de fées. Celui d'un gamin né *au milieu de la paille et des sabots* dans une famille vouée à l'élevage depuis trois générations, qui, avant même de marcher, s'assoit sur un cheval, reçoit son premier poney à cinq ans et son premier trophée à sept. Celui d'un poulain, arrière-petit-fils de champion, mis au monde *au milieu d'une fournée et que personne ne remarque. « C'était un bon jeune cheval*, se souvient Eric Navet, *mais pas un crack. Il y en avait des bien meilleurs.* »

Un couple qui, le 5 août à Stockholm, sans en avoir l'air, se retrouve en finale du championnat du monde. Pour Eric Navet, c'est déjà incroyable. Deux mois avant le début de la compétition, il n'était même pas candidat pour une place en équipe de France. « *Je trouvais Quito trop jeune. A huit ans, je ne voulais pas risquer de compromettre la suite de sa carrière.* » Quito trop jeune. Navet trop modeste. Pierre Durand se charge de persuader le cavalier. Quant au cheval, le champion olympique de Séoul a déjà remarqué la facilité avec laquelle il a obtenu, pour sa première sortie sur le circuit international, la quatrième place à Bercy, puis la première au CSIO de Lucerne. Face à l'insistance de son aîné, le jeune cavalier normand s'incline : « *Il avait l'expérience des grands rendez-vous, alors je lui ai fais confiance. S'il jugeait que nous étions prêts...* »

Pendant cette finale tournante, dans laquelle les quatre meilleurs cavaliers du tournoi individuel s'élancent, d'abord sur leur cheval, puis sur ceux de leurs adversaires, les autres pensent à la victoire, Eric Navet savoure sa chance : « *J'avais l'occasion unique de faire un parcours avec Milton, le cheval de John Whitaker, le cheval du siècle. Cela vaut toutes les médailles.* » Un parcours sans faute mais avec un léger dépassement de temps. « *J'étais tellement bien que j'ai fait durer ce moment le plus longtemps possible* », dit-il aujourd'hui en souriant.

Car, comme dans toute belle histoire qui se respecte, notre champion a su garder la tête froide. Le succès? Il revient à Quito. « *Sans lui, je ne suis plus rien.* » Le titre? Il ne compte pas. « *Une vraie carrière s'inscrit dans la durée. Regardez Nelson Pessoa. En 1956, il disputait déjà les Jeux olympiques sur cette même piste de Stockholm. Trente-quatre ans plus tard, il est encore là. Il n'a jamais décroché une grande victoire, mais c'est ça un vrai cavalier.* » Assailli par les journalistes, les assureurs, ou les curieux, il répond poliment avant de retourner « travailler » les chevaux, comme avant, comme toujours.

Inflation galopante

De sa maison construite contre les écuries, il n'a que quelques pas à faire, dès 8 heures, pour quitter sa compagne – cavalière émérite – et sa fille de dix-sept mois, Elodie – qui déjà délaisse son cheval de bois pour les autres, les vrais et enfourcher sa première monture. Toute la matinée, les chevaux se succèdent. Ils sont une vingtaine à apprendre, à l'école Navet, le métier de compétiteur, et chaque jour, sept ou huit d'entre eux sautent, sous les ordres du maître, les vieux obstacles qui parsèment la piste de sable. Lucide, le champion du monde y prépare déjà la relève car même si, à huit ans, Quito est encore très jeune, rien ne permet d'affirmer qu'il restera au meilleur niveau jusqu'à quinze ans, l'âge de la retraite équestre. « *Si on n'a qu'un très bon cheval, le jour où on le perd, on est à pied.* »

L'après-midi, l'entraînement fait place aux concours, en semaine pour les quatre à six ans, le week-end pour les autres. Le soir, quand les compétitions internationales ne le retiennent pas éloigné du domaine de Baussy, Eric Navet retrouve ses coupes et ses médailles, ses peintures, gravures, photos, sculptures, et même peluches, à la gloire du dieu cheval. Les cassettes vidéo, *Bercy 87 + chutes 87* et *Jumping à Cannes 86* y côtoient aujourd'hui les bouquets *de fleurs, un peu fanés car déjà vieux* de quinze jours.

A quelques mètres de là, les poulains gambadent. Alain Navet, le père, ancien grand cavalier, empêché par un mauvais coup de pied de participer aux Jeux olympiques de 1964, dirige l'élevage. Le second fils, Thierry, réceptionne les juments et les mène à la monte. C'est lui qui s'occupe, entre autres, des saillies de Quito. Des « montes » sur mannequin, plus rentables et moins fatigantes pour l'étalon. Ce qui ne l'empêche pas de régner sur « son » domaine. « *Lorsqu'il est en concours, il travaille parfaitement*, souligne Eric Navet. *Il ne s'occupe même pas des juments qui passent. Mais ici, il est chez lui, dans son harem. Alors il ne pense qu'à s'amuser.* » Un amusement qui, à 6 500 francs l'insémination, sans compter l'inflation galopante, conséquence logique de sa récente victoire, a permis aux Navet de conserver cet étalon en or. « *Jusqu'à présent, dès que j'avais un cheval compétitif, je devais m'en séparer. Cette fois, je le garde.* »

Il le garde et il le cajole. Après sa victoire de Stockholm, même si, au dire de son cavalier, « *il est revenu de là-bas aussi frais qu'avant la compétition* », Quito a droit à trois semaines de repos avant la reprise de la compétition. Avec promenade et trotting au menu pour garder la forme. Et, comme dessert, les caresses des visiteurs.

NATHANIEL HERZBERG

Les résultats

ATHLETISME

RECORD DE FRANCE

Cyrille Laventure a battu le record de France du 3 000 mètres en 7 min 37 s 74, dimanche 19 août à Cologne. L'ancien record était détenu depuis 1979 par Francis Gonzalez en 7 min 40 s 99.

AUTOMOBILISME

CHAMPIONNAT DU MONDE DES SPORT-PROTOTYPES

L'équipage franco-italien composé de Jean-Louis Schlesser et Mauro Baldi (Mercedes) a remporté la sixième manche du championnat du monde des voitures de sport-prototypes, disputée dimanche 19 août sur le circuit du Nürburgring (RFA). La marque allemande qui a réussi le doublé avec Jochem Mass et Michael Schumacher, deuxièmes à un tour, conforte sa première place au championnat du monde devant Jaguar.

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DU MONDE

La Yougoslavie a remporté le championnat du monde en battant en finale l'Union soviétique, championne olympique, par 92 à 75, dimanche 19 août à Buenos-Aires. Les Etats-Unis, champions sortants, ont pris la troisième place en battant Porto-Rico par 107 à 105.

CYCLISME

GRAND PRIX DE ZURICH

Le Français Charly Mottet a remporté, dimanche 19 août, le Grand Prix de Zurich, comptant pour la Coupe du monde, en battant au sprint l'Américain Greg LeMond et l'Italien Claudio Chiappucci.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(Cinquième journée)

*Marseille b. Lille	2-0
*Monaco et Lyon	0-0
*Brest b. Nice	4-0
*Nancy b. Toulon	2-1
*Bordeaux b. Nantes	2-0
*Toulouse b. Metz	2-1
*Cannes et Caen	1-1
*Saint-Etienne b. Montpellier	1-0
*Paris SG et Auxerre	1-1
*Sochaux b. Rennes	4-0

Classement : 1. Marseille, 9 pts ; 2. Brest et Monaco, 7 ; 4 . Auxerre, Caen, Toulouse et Rennes, 6 ; 8. Lille, Sochaux, Paris SG, Nantes, Lyon et Saint-Etienne, 5 ; 14. Montpellier, Bordeaux, Metz et Cannes, 4 ; 18. Nancy, 3 ; 19. Toulon et Nice, 2.

Deuxième division

(Cinquième journée)

Groupe A

*Epinal b. Bastia	2-0
*Istres b. Ajaccio	3-0
Alès b. *Nimes	1-0
*Strasbourg et Avignon	1-1
Martigues b. *Louhans	2-0
*Chaumont b. Gueugnon	2-0
*Dijon et Mulhouse	0-0
*Rodez et Annecy	1-1
*Dunkerque et Valenciennes	0-0

Classement : 1. Bastia et Istres, 8 pts ; 3. Martigues et Valenciennes, 7 ; 5. Gueugnon, 6 ; 6. Chaumont, Ajaccio, Nimes, Alès, Rodez et Dijon, 5 ; 12. Mulhouse, Strasbourg, Annecy et Epinal, 4 ; 16. Avignon et Dunkerque, 3 ; 18. Louhans-Cuiseaux, 2.

Groupe B

Red Star b. *Saint-Quentin	2-1
Angers b. *La Roche/Yon	2-0
*Le Mans et Saint-Seurin	0-0
Laval b. *Guingamp	1-0
*Tours et Reims	0-0
Le Havre b. *Bourges	2-0
*Rouen et Niort	0-0
*Créteil b. Orléans	1-0
*Lens et Beauvais	0-0

Classement : 1. Red Star, 10 pts ; 2. Angers, 9 ; 3. Le Havre et Créteil, 7 ; 5. Rouen et La Roche-sur-Yon, 6 ; 7 . Saint-Quentin, Beauvais et Laval, 5 ; 10. Reims, Tours, Bourges, Guingamp et Saint-Seurin, 4 ; 15. Lens et Orléans, 3 ; 17. Le Mans et Niort, 2.

GOLF

***CHAMPIONNAT* DES ETATS-UNIS JUNIORS**

La Française Sandrine Mendiburu est devenue la première joueuse non américaine à remporter le championnat des Etats-Unis juniors en battant en finale l'Américaine Vicki Goetze, dimanche 19 août à Brielle.

TENNIS

TOURNOI D'INDIANAPOLIS

A une semaine de l'ouverture des championnats internationaux de tennis des Etats-Unis, l'Allemand de l'Ouest Boris Becker a gagné, dimanche 19 août, le tournoi d'Indianapolis en battant en finale le Suédois Peter Lundgren (6-3, 6-4).

AGENDA

Mort du psychologue B. F. Skinner

Un théoricien du comportementalisme

Le psychologue américain Burrhus Frederic Skinner est mort samedi 18 août à Cambridge (Massachussetts) à l'âge de quatre-vingt-six ans. Spécialiste de la psychologie du comportement, ses travaux avaient suscité de vives polémiques quant à l'utilité ou la nocivité des thérapies comportementalistes.

Burrhus Frederic Skinner restera-t-il, dans l'histoire des sciences, l'homme qui a réussi à apprendre à des pigeons à jouer au ping-pong? Ou bien son nom restera-t-il attaché à la découverte de la fameuse « cage de Skinner » qui servit à mettre en évidence les mécanismes du « *conditionnement opérant* »?

Il était né le 20 mars 1904 à Susquehanna (Pennsylvanie). Initialement tenté par la littérature, il s'orienta par la suite, faute d'inspiration, vers la médecine et la psychologie. Et c'est au cours de ses études à l'université de Harvard et de Chicago qu'il découvrit les travaux de John Watson, le psycho-logue américain fondateur du béhaviorisme, ainsi que ceux du Russe Ivan Pavlov.

C'est à Harvard que Skinner mit au point sa « cage », qui le rendit célèbre dans le monde entier. Le principe en était fort simple : hermétique, fermée à toute influence extérieure, cette boîte enfermait un animal qui, en échange de nourriture, devait actionner un bouton ou un levier. Skinner avait ainsi observé que la fréquence d'utilisation du bouton ou du levier augmentait chaque fois que l'animal était récompensé, « *renforcé* » par la nourriture.

A partir de cette découverte ou trouvaille, comme on voudra, il construisit tout un système allant de l'enseignement programmé ou des machines à enseigner aux thérapies comportementales. Point d'orgue de ces théories, *Walden Two*, son principal ouvrage, parut en 1948, considéré comme un véritable livre-culte dans les années 60-70. Il y décrivait une société utopique où tous les individus sont heureux, où les sentiments d'envie n'existent pas et où la propriété est détenue collectivement. Secret de ce « meilleur des mondes » : l'éducation des enfants, élevés collectivement avec une discipline des plus strictes.

On retrouvait là l'une des idées-forces de l'œuvre de Skinner, le fait, pensait-il, que même les comportements apparemment les plus spontanés sont motivés inconsciemment par des récompenses ou des punitions que le sujet attend ou redoute de la part de son environnement.

Conflit avec les psychanalystes

On imagine la violence de la polémique qui s'ensuivit, d'autant plus que, dans la foulée de ses travaux, de nombreux médecins décidèrent de mettre en œuvre, pour soigner leurs patients, des thérapies comportementales. Aux antipodes des psychanalystes, ils espéraient ainsi réapprendre aux malades des conduites adaptées, les remodeler en quelque sorte.

Les indications étaient très nombreuses : phobies de toutes sortes, toxicomanie, troubles sexuels, enfants qui mangent trop ou pas assez, ou encore qui sucent leur pouce, etc. Les méthodes appliquées étaient variables : on employait – certains emploient toujours – le modelage (« *fais comme moi* »), l'immersion (« *je te jette à l'eau pour t'apprendre à nager* »), l'économie de « *jetons* » (« *sois sage et tu auras une image* ») ... L'inconscient n'intéressait guère les comportementalistes. Ils expliquaient par exemple qu'il valait mieux quelques séances pour guérir d'une peur des serpents qu'une psychanalyse longue, hasardeuse et coûteuse.

En définitive, ce débat psychanalyse-comportementalisme en recoupait un autre, plus profond, sur la conception de l'homme. Autant les psychanalystes croient à la complexité de l'individu et, par là même, à sa liberté, autant les comportementalistes ne veulent pas s'occuper de la conscience, préférant s'en tenir aux faits scientifiques, observables, redécouvrant du même coup les vertus de l'autorité et les recettes de la carotte et du bâton. Mais, grâce à sa cage, Skinner avait tout de même réussi à apprendre à des oiseaux à jouer du piano et à danser.

FRANCK NOUCHI

COMMUNICATION

En Italie

Le groupe Cecchi Gorri prépare une chaîne de télévision payante

Peu de jours après l'adoption de la loi sur l'audiovisuel en Italie (*le Monde* du 3 août), MM. Mario et Vittorio Cecchi Gorri ont annoncé leur intention de lancer une chaîne de télévision payante en Italie. Ces deux célèbres producteurs de cinéma, parmi les plus importants de la Péninsule, disposent d'un catalogue de longs métrages produits ou achetés de quelque deux mille titres et sont associés avec M. Silvio Berlusconi dans Penta, une entreprise de distribution de films, et avec le groupe Rizzoli-Corriere della Sera dans la distribution de cassettes vidéo. Les frères Cecchi Gorri comptent ouvrir le capital de la future chaîne payante à d'autres investisseurs, mais n'ont pas précisé l'identité de ces derniers.

Ce n'est pas la première tentative de télévision payante en Italie. M. Berlusconi a lui-même longtemps caressé le projet, mais la récente loi sur l'audiovisuel ne l'autorise pas à posséder un nouveau réseau de télévision. Pourtant, la diffusion, ces derniers jours, d'une série de films sous le sigle mystérieux « Tele + » et sur les fréquences de Canale 5, l'une des chaînes de M. Berlusconi, a relancé les rumeurs sur les projets du magnat italien.

Les chances d'un projet indépendant de télévision payante en Italie semblent très limitées. Les fréquences nécessaires pour couvrir le territoire sont déjà toutes occupées. La télévision publique RAI et les trois chaînes privées de M. Berlusconi détiennent les droits d'un très grand nombre de films et peuvent d'autant plus facilement concurrencer une chaîne payante qu'aucune loi n'accorderait à cette dernière une priorité de diffusion comme celle dont jouit, en France, Canal Plus. Enfin, les mille trois cent quatre-vingt-dix-sept stations de télévision italiennes diffusent déjà chaque jour plusieurs milliers de films, saturant ainsi une bonne partie de la demande.

J.-F. L.

□ ***Nice-Matin* et la presse hongroise.** – La direction du quotidien *Nice-Matin* affirme ne pas s'intéresser aux journaux hongrois et dément les affirmations de la presse hongroise faisant état de démarches en vue du rachat du quotidien régional *Delmagyarorszag* (*le Monde* du 16 août). Elle précise cependant que « *des personnes physiques appartenant à* Nice-Matin *ont pris, à titre personnel, une participation minoritaire dans ce quotidien* ».

NOMINATIONS

M. Jean Guéguinou ambassadeur en Tchécoslovaquie

Le *Journal officiel* du samedi 18 août a annoncé la nomination de M. Jean Guéguinou, chef du service d'information et de presse du Quai d'Orsay jusqu'au 30 mai dernier, au poste d'ambassadeur en République fédérative tchèque et slovaque, en remplacement de M. Jacques Humann.

[Né le 17 octobre 1941, M. Guéguinou, ancien élève de l'ENA, a commencé sa carrière au Quai d'Orsay au service d'information et de presse (1965-1967). Il a été notamment deuxième secrétaire à Londres (1969-1971), chargé de mission auprès du ministre de la défense nationale (1971-1973), chef de cabinet du ministre des affaires étrangères (1973-1974), chargé de mission au cabinet du secrétaire d'Etat auprès du premier ministre (1976-1977), délégué dans les fonctions de sous-directeur aux affaires africaines et malgaches (1977-1982), consul général à Jérusalem (1982-1986) avant d'être nommé chef du service de presse en décembre 1986. M. Guéguinou est chevalier de l'ordre national du Mérite.]

M. Alain Briottet ambassadeur en Birmanie

M. Alain Briottet, consul général à Boston, a été nommé ambassadeur de France en Birmanie, en remplacement de M. Georges Sidre, a annoncé le 10 août le *Journal officiel*.

[Né le 28 juillet 1938, M. Briottet, conseiller des affaires étrangères de 1re classe, a été notamment deuxième secrétaire à Ankara (1968-1970), au service du protocole (1970-1973), chargé de mission au secrétariat d'Etat (1978-1981), délégué dans les fonctions de sous-directeur d'Asie et Océanie, avant d'être nommé en juillet 1985 consul général à Boston. M. Briottet est chevalier de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite.]

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 19 août :

DES ARRÊTÉS

– Du 1er août 1990 fixant la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux.

– *Du 22 juin 1990 portant nomination à la Commission nationale de lutte contre le dopage.*

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ». « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie du « Monde » 12, r M Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 347 ISSN :0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

– Isabelle BERTAUX-WIAME
et
Daniel BERTAUX,
Sandrine et Julien,
ont la joie d'annoncer l'arrivée de

Alma,

chez
Louise BERTAUX
et
François-Renaud LABARTHE,

le 16 août 1990.

– Daniel SOULEZ LARIVIÈRE
et
Mathilde-Mahaut,
née Nobécourt,
sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille

Victoire,

le 1er août 1990.

6, rue des Fougères,
92190 Clamart.

Décès

– M. Guillaume Biro,
son mari,
M. et Mme Guy D. Biro
et leur fils,
M. Alain P. Biro
et ses enfants,
M. et Mme Renan Biro de Bona,
Rodolphe et Pauline,
leurs enfants,
M. François H. Biro,
M. et Mme Jean Dion
et leurs enfants,
Mme Jacqueline Schott,
M. et Mme Christian Febvre,
Mme Danièle Lerenard,
M. et Mme Jo. Chappex et Noémie,
Le groupe B.G.S. SA
et ses collaborateurs,
ont la tristesse d'annoncer le décès, survenu le 15 août 1990, de

Mme Guillaume BIRO,
Paulette Olliet,
maman du compositeur
Pascal Auriat,
(† le 19 janvier 1989).

Ses obsèques auront lieu le mercredi 22 août, à 16 heures, en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, 27, rue d'Armaillé, Paris-17e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

44, avenue de la Grande-Armée,
75017 Paris.

– Allegra et Christophe Chapuis-Markevitch
et leurs enfants,
à Lutry,
Nathalie et Jürg Frieden-Markevitch
et leurs enfants,
à Fribourg,
Oleg et Karin Caetani-Schaftlein,
à Francfort,
Le marquis et la marquise Niccolo
Et Lottie Antinori
et leur famille,
à Florence,
Vaslav Markevitch
et ses enfants,
à Genève,
ont la grande tristesse de faire part du décès de leur mère, grand-mère, nièce et belle-mère,

Mme Topazia CAETANI,

survenu le vendredi 17 août 1990, à Lutry, dans sa soixante-huitième année, après cinq années de maladie supportées avec courage et dignité.

Les obsèques auront lieu à Florence.

Un remerciement spécial va au personnel soignant du château de la Rive, à Lutry.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

– Mme Arsène-Henry,
Le docteur et Mme Jacques Chabot,
Agnès, Xavier, Nathalie et Florence,
ont la douleur de faire part du décès de

Marc CHABOT,

leur petit-fils, fils et frère,

survenu à Paris, le 17 août 1990, dans sa trente-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Villette (Ain).

– Eric Sarner,
Marc et Anna,
ont la douleur de faire part à tous ceux qui l'aiment du décès de

Paula ELGHERABLI,
née Pessia Levine,

le 11 août 1990.

70, rue du Faubourg-Saint-Antoine,
75012 Paris.

– Nous apprenons le décès de

Gaston GIRARD,
ancien député du Loiret,

survenu dimanche 12 août dans sa quatre-vingt-douzième année.

[Né le 20 février 1899 à Guilly (Loiret), Gaston Girard, qui était agriculteur, avait été conseiller général du canton d'Ouzouer-sur-Loire (1945-1982) et maire de Saint-Benoît-sur-Loire (1945-1979). Devenu député de la troisième circonscription du Loiret en mars 1973, après le suicide de Pierre Charié, élu UDR dont il était le suppléant, il avait été réélu député (RPR) en 1978 et ne s'était pas représenté en 1981. Gaston Girard avait donné sa démission de ses fonctions de maire de Saint-Benoît en janvier 1979, mais il était resté premier adjoint jusqu'en mars 1983.]

– M. Philippe Heilbronner,
son époux,
M. et Mme Frédéric Heilbronner,
Mlle Catherine Heilbronner,
ses enfants,
M. André Heilbronner,
son beau-père,
Mme Claudine Poidatz,
M. et Mme François Bédier
et leurs enfants,
M. et Mme Xavier Lot
et leurs enfants,
M. et Mme Emanuel Poidatz
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Paul Clément
et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Merlino
et leurs enfants,
ses frère, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,
ont le chagrin de faire part du décès, survenu le 13 août 1990, de

Mme Janine HEILBRONNER,
née Poidatz.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 17 août 1990, à Bagat-en-Quercy (Lot).

87, avenue de Villiers,
75017 Paris.
Domaine de Quattre,
Bagat-en-Quercy.
46800 Montcuq.

– Myriam de la Croix,
attachée de presse
et proche collaboratrice,
Et ses amis,
ont la tristesse de faire part de la disparition de

M. Jacques SOUSTELLE,
de l'Académie française,
ancien ministre,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre de l'Empire britannique,
Medal of Freedom (USA),
commandeur de l'ordre Aquila Azteca
(Mexique).

5, rue de Luynes,
75007 Paris.

Anniversaires

– Il y a sept ans

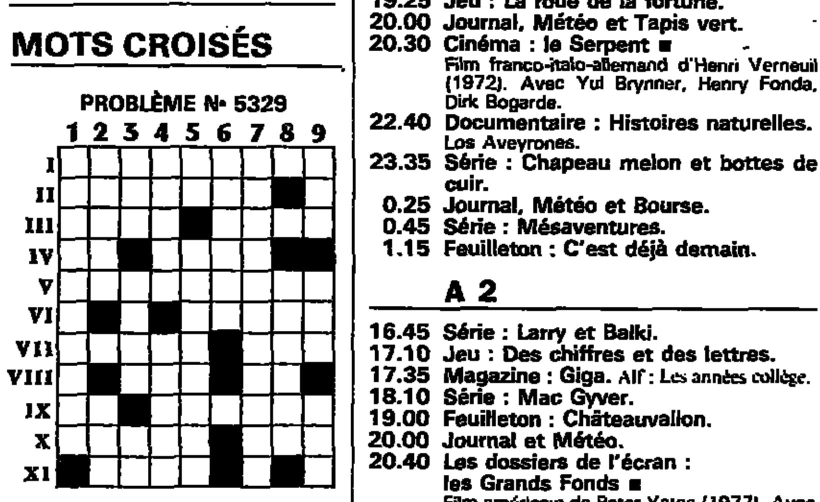
Robert SULTAN

nous quittait.

Sa famille
demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pour lui.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5329



HORIZONTALEMENT

I. Manger trop rapidement. – II. Où il n'y a pas lieu de mettre son nez. – III. Avala comme des mouches. Une maison où ça sent le sapin ! – IV. Eau. Trop bien traité. – V. La faculté de revoir le passé. – VI. Sert pour la grosse artillerie. – VII. Belle, peut-être une moitié de frère. On se découvre quand il arrive. – VIII. Mack y capitula. Participe. – IX. Une limite pour ceux qui sont mouillés. Comporte trois ou quatre mouvements. – X. Fis preuve d'attachement. Cassé par celui qui ne trouve personne. – XI. Récipient pour les cendres.

VERTICALEMENT

1. Le grand écart. – 2. Sans exemple. Partie de livre. – 3. Une trajectoire élevée. Parfois rejeté en même temps que le maître. En sourdine. – 4. C'est parfois une bonne pensée. En Corée. – 5. Fleuve. N'a donc pas de parti pris. – 6. Une chose qu'on peut avoir à l'œil. – 7. Susceptible de nous déchirer. – 8. S'oppose à la réflexion. – 9. Eut une réaction brutale. Période. Est commune.

Solution du problème n° 5328

Horizontalement

I. Bouilleur. Noble. – II. Introït. Acarien. – III. Irisé. Vaste. – IV. Lulu. Ijssel. – V. Erepsine. Et. Gog. – VI. Tortueuse. Si. – VII. Ensilé. Muse. – VIII. Na. Ointes. Vêtu. – IX. Clandestinité. – X. Ussel. Roi. – XI. Liaison. Apuré. – XII. Lots. Camélias. – XIII. Eu. Larmoyants. Si. – XIV. Ulcérait. Taon. – XV. Réa. As. Sentence.

Verticalement

1. Bille. Encolleur. – 2. On. Urinal. Ioule. – 3. Utile. Abat. Ça. – 4. Irruption. Isle. – 5. Loi. solides. ara. – 6. Lis. Irène. Ocras. – 7. Eteint. Tsunami. – 8. Jeunets. Mots. – 9. Rats. Sisley. – 10. Seul. Ne. Laon. – 11. Navets. Vilain. – 12. Oral. Emet. Patte. – 13. Bis. Utérus. An. – 14. Let. Ossu. Or. Soc. – 15. Energie. Piétine.

GUY BROUTY

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 20 août

TF 1

20.30 **Feuilleton : Scandales à l'amirauté.** De Harry Falk, avec Dennis Weaver, Maggie Farrell (dernier épisode).
22.05 **Variétés : Salut les 60 !** Emission présentée par Claude François junior. 1968.
23.00 **Magazine : Minuit sport.**
23.35 **Journal, Météo et Bourse.**
23.55 **Série : Passions.**
0.20 **Série : Mésaventures.**
0.45 **Série : Côté cœur.**
1.10 **TF 1 nuit.**
1.40 **Feuilleton : C'est déjà demain.**

A2

20.40 **Théâtre : Drôle de couple.** Pièce de Neil Simon, adaptation d'Albert Husson, mise en scène de Jean-Luc Moreau, avec Jacques Balutin, Jean-Pierre Gernez.
22.40 **Série : Disparitions.** A brève déchéance, d'Yves Ellena.
23.40 **Journal et Météo.**
23.55 **Divertissement : La Madeleine Proust à Paris.** Spectacle de Laurence Sémonin.

FR 3

20.35 **Cinéma : l'Homme aux colts d'or** ■■ Film américain d'Edward Dmytryk (1959). Avec Richard Widmark, Henry Fonda, Anthony Quinn.
22.30 **Journal et Météo.**
22.55 **Magazine : Océaniques.** Jeux de société, d'Eric Rohmer.
23.50 **Musique : Carnet de notes.** Sonate Waldstein, 2e et 3e mouvement, « adagio molto » et « rondo », de Beethoven, par Gisèle Magnan, piano.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : l'Ouragan** ■ Film américain de Jan Troell (1979). Avec Mia Farrow, Jason Robards, Max von Sydow.
22.25 **Flash d'informations.**
22.30 **Corrida.**
23.45 **Sport : Golf.** Le PLM Open et les meilleurs moments de l'US PGA.
0.45 **Cinéma : Arrête de ramer, t'es sur le sable !** □ Film américain d'Ivan Reitman (1979). Avec Bill Murray, Harvey Atkin, Chris Makepeace.
2.15 **Série : Deux solistes en duo.**

LA 5

20.35 **Téléfilm : Spécial Academy.** De Rafal Zielinski, avec Brian Genesse, Lance Van Der Kolk.
22.05 **Théâtre : les Bidochon, histoire d'amour.** Texte de Christian Binet, avec Line Michel, Gilbert Libe, Jean-Luc Borras, Catherine Artigala.
23.30 **Sport : Cyclisme.** Résumé du championnat du monde sur piste au Japon.
0.00 **Journal de minuit.**

M6

20.35 **Téléfilm : L'impossible alibi.** De Roger Spottiswoode, avec Ed Haaris, Roxane Hart.
22.30 **Cinéma : Rouge baiser.** ■ Film français de Vera Belmont (1985). Avec Charlotte Valandrey, Lambert Wilson, Marthe Keller.
0.25 **Six minutes d'informations.**
0.30 **Magazine : Jazz 6.** De Philippe Adler.

LA SEPT

20.30 **Documentaire : Roman Opalka.** De Christophe Loizillon.
21.00 **Téléfilm : Haendel esquire.** De Tony Palmer
23.05 **Documentaire : Ateliers contemporains** (Domela, soixante-cinq ans d'abstraction).
23.35 **Documentaire : Passages en regard.**

FRANCE-CULTURE

20.50 **Le roman du Rhin.**
21.05 **L'Europe-consonances-dissonances.** L'empire romain.
22.05 **Du ça dans le pastis.** André Brahic, astrophysicien.
22.15 **Le bestiaire enchanté et sans oubli.** Le cheval (1re partie).
22.40 **Musique : Nocturne.** Jazz à la belle étoile. Le duo Dizzy Gillespie, Max Roach ; Le quintet de Dizzy Gillespie.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Nuits bleues.** Memphis Minnie.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 8 août lors du Festival de Salzbourg) : Carnaval romain, ouverture op. 9, de Berlioz ; Concerto pour piano et orchestre en la mineur op. 16, de Grieg ; Symphonie n° 6 en si mineur op. 74, de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique d'Oslo, dir. Mariss Jansons ; sol. : Radu Lupu, piano.
23.07 **Nuits chaudes.** Un Brésil secret.
0.58 **Les valses de l'été.**

Mardi 21 août

TF 1

16.50 **Tiercé à Vincennes.**
16.55 **Série : Chips.**
17.40 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
18.30 **Jeu : Une famille en or.**
19.00 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.25 **Jeu : La roue de la fortune.**
20.00 **Journal, Météo et Tapis vert.**
20.30 **Cinéma : le Serpent** ■ Film franco-italo-allemand d'Henri Verneuil (1972). Avec Yul Brynner, Henry Fonda, Dirk Bogarde.
22.40 **Documentaire : Histoires naturelles.** Los Aveyrones.
23.35 **Série : Chapeau melon et bottes de cuir.**
0.25 **Journal, Météo et Bourse.**
0.45 **Série : Mésaventures.**
1.15 **Feuilleton : C'est déjà demain.**

A 2

16.45 **Série : Larry et Balki.**
17.10 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
17.35 **Magazine : Giga.** Alf : Les années collège.
18.10 **Série : Mac Gyver.**
19.00 **Feuilleton : Châteauvallon.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Les dossiers de l'écran : les Grands Fonds** ■ Film américain de Peter Yates (1977). Avec Robert Shaw, Jacqueline Bisset, Nick Nolte.
22.30 **Débat : Des trésors au fond de la mer...** Avec Jean-Pierre Joncheray, chasseur d'épaves, Michel L'Hour, archéologue, Henri Delauze, président de la COMEX, Michel Botalla-Gambetta, administrateur en chef des affaires maritimes, Robert Stenllit, chasseur d'épaves, le commandant Yvon Rawarc'h, directeur des opérations du *Titanic*.
23.35 **Journal et Météo.**
23.50 **Musique : Festival de jazz d'Antibes-Juan-les-Pins.** Spécial Ray Charles.
0.20 **Fin des émissions.**
2.00 **Magnétosport : Rugby.** Le match Argentine-Angleterre du 28 juillet (90 min).

FR 3

15.50 **Magazine : 40e à l'ombre de la 3.**
18.00 **Feuilleton : Sixième gauche.**
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.**
20.00 **Jeux : La classe.**
20.35 **Téléfilm : La Belle Nivernaise.** D'Yves-André Hubert, d'après Alphonse Daudet, avec André Valmy, Rosy Varte.
21.45 **Journal et Météo.**
22.10 **Documentaire : Histoire naturelle de la sexualité.** D'André Langanay et Gérald Calderon. 4. La séduction.
22.55 **Série : Archives-mémoires.** Charles Mérieux : la passion contagieuse, de Bernard Maigrot.
23.35 **Documentaire : Histoire de l'art.** 10. Musique et danse de la cour de Chine.
23.45 ▶ **Musique : Carnet de notes.** Klavierstucke op. 118 « romance » et « intermezzo », de Brahms, par Gisèle Magnan, piano.

CANAL PLUS

13.30 **Cinéma : la Princesse de Clèves** ■ Film français de Jean Delannoy (1961). Avec Marina Vlady, Jean-François Poron, Jean Marais.
15.18 **Surprises spéciales.** L'alligator.
15.45 **Cinéma : Tarzan et le Safari perdu** ■ Film américain de Bruce Humberstone (1956). Avec Gordon Scott, Robert Beatty, Yolande Donlan.
17.05 **Documentaire : Tarzan fait son cinéma.** Présenté par Marc Toesca.
18.05 **Cabou cadin.**
18.30 **Cabou cadin.**
19.20 **Top 50.**
19.55 **Flash d'informations.**
20.00 **Magazine : Scrupules.** Présenté par Jean-Luc Delarue et Isabelle Giordano.
20.30 **Cinéma : Police Academy 5** □ Film américain d'Alan Myerson (1988). Avec Bubba Smith, David Graf, Michael Winslow.
21.55 **Flash d'informations.**
22.05 **Cinéma : Nocturne indien** ■■■ Film français d'Alain Corneau (1989). Avec Jean-Hugues Anglade, Clémentine Célarié, Otto Tausig.
23.50 **Cinéma : Adorable menteuse** ■■ Film français de Michel Deville (1961). Avec Marina Vlady, Macha Méril, Michel Vitold.
1.30 **Cinéma : Cambodgia Express** ■ Film américano-thaïlandais d'Alex King (1983). Avec Robert Walker Jr., Woody Strode, Nancy Kwan.

LA 5

13.30 **Téléfilm : Ces gens qui frappent à la porte.** De Wolfgang Staudte.
15.05 **Série : Les cinq dernières minutes.**
16.35 **Dessins animés.**
18.00 **Série : Riptide.**
19.00 **Journal images.**
19.10 **Jeu : Je compte sur toi.**
19.45 **Journal.**
20.30 **Drôles de sports.**
20.35 **Cinéma : les Bidasses au pensionnat** □ Film français de Michel Vocoret (1978). Avec Jean-Marc Thibault, Jacques Jouanneau.
22.15 **Téléfilm : Un tombeur de folie.** De David Beaird, avec Mattew Causey, Robin Harlan.
23.30 **Sport : Cyclisme.** Résumé du championnat du monde sur piste au Japon.
0.00 **Journal de minuit.**

LA 6

14.40 **Feuilleton : Jo Gaillard.**
17.15 **Informations : M 6 info.**
17.20 **Série : Laredo.**
18.10 **Série : Cher oncle Bill.**
18.35 **Série : Espion modèle.**
19.25 **Série : Dis donc papa.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.35 **Téléfilm : Le surdoué.** De Jim Begg, avec Gary Coleman, Dean Buttler.
22.15 **Documentaire : Chasseurs d'images.**
22.30 **Cinéma : Barbe Bleue** ■ Film français de Christian-Jaque (1951). Avec Pierre Brasseur, Cécile Aubry, Jacques Sernas.
0.00 **Six minutes d'informations.**
0.05 **Magazine : Ciné 6.**
0.20 **Musique : Boulvrock and hard.**

LA SEPT

14.30 **Cours d'italien** (9).
15.00 **Téléfilm : L'arbre mort.** De Joseph Morder.
16.30 **Vidéo-danse : Les louves.** De Claude Mourrèras.
17.05 **Documentaire : Barenboïm joue Beethoven.**
18.00 **Série : Médecins des hommes** (El Salvador, de Florestano Vancini).
19.35 **Téléfilm : Ragazzo. De Vincent Martorana.**
20.05 **Documentaire : Le temps des cathédrales** (8).
21.00 **Documentaire : Hôtels, the story.** (The Savoy à Londres). De Walter C. Schwartz.
22.00 **Documentaire : La mer en mémoires** (3). De Laszlo Szabo.
22.30 **Magazine : Imagine.**
23.00 **Documentaire : Histoire parallèle.**

FRANCE-CULTURE

20.50 **Le roman du Rhin.**
21.05 **L'Europe consonances-dissonances.** Mythes et réalités de la Chrétienté occidentale.
22.05 **Du ça dans le pastis.** Fabienne Babe, actrice.
22.15 **Le bestiaire enchanté et sans oubli.** *Le cheval (2e partie).*
22.40 **Musique : Nocturne.** Jazz à la belle étoile. Le groupe Mingus Dynasty.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Nuits bleues.** Jesse Mae Hemphill.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 24 juillet lors du Festival d'Aix-en-Provence) : Leçons de ténèbres, Magnificat à deux dessus, de Couperin ; Cum invocarem, motet de Campra, par Véronique Gens, soprano, Noémi Rime, ténor ; Elisabeth Matiffa, basse de viole, William Christie, orgue positif.
23.07 **Nuits chaudes.** Un Brésil secret.
0.58 **Les valses de l'été.**

Audience TV du 19 août 1990

Le Monde / SOFRES NIELSEN

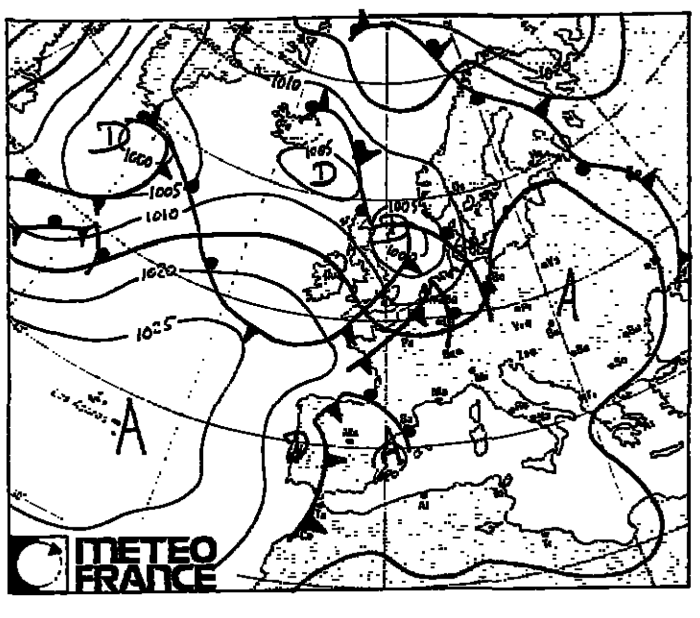
Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	30,5	Téléfoot 11,4	Stade 2 4,6	Actual. rég. 6,5	Un père et... 1,3	Enfer devoir 5,1	Culture pub 1,6
19 h 45	35,0	Vidéo gags 16,5	Maguy 7,4	19-20 infos 6,8	Catch 0,5	Journal 3,2	Années... 0,7
20 h 16	46,1	Journal 20,2	Journal 11,3	Benny Hill 6,1	Catch 1,1	Journal 4,3	Mme est servie 3,2
20 h 55	46,6	Cartouche 21,6	Gorille... 10,1	Guerre Algérie 5,3	Nocturne... 1,1	Paradis... 6,0	Un jour un mur 4,2
22 h 8	47,0	Cartouche 22,4	Gorille... 9,0	Soir 3 3,1	Nocturne.. 0,6	Paradis... 7,7	Un jour un mur 6,0
22 h 44	26,2	Faions route... 11,4	Nord et Nord 4,8	Le divan 2,2	C. Azur-Milan 1,9	Y a un os... 2,9	Mutants... 2,7

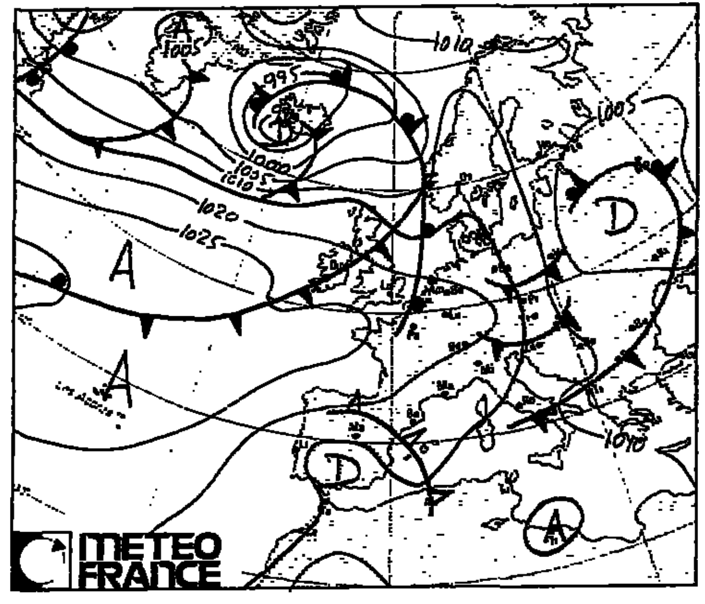
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20 AOUT 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 22 AOUT A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 20 août à 0 heure et le mardi 21 août à 24 heures.

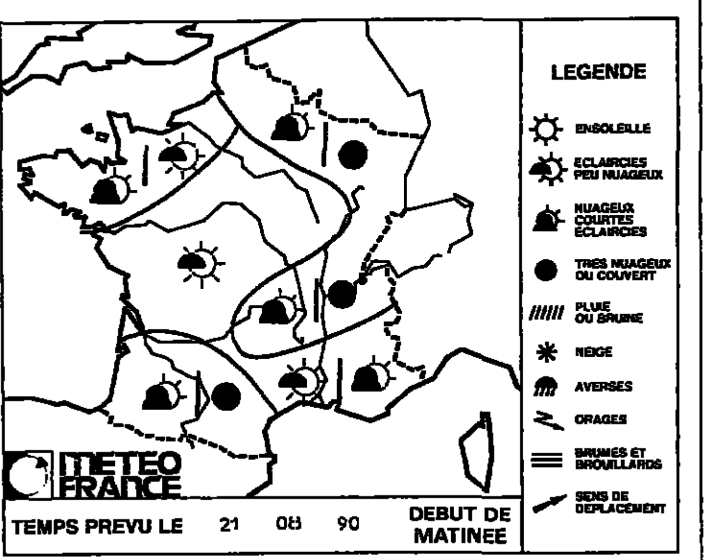
L'anticyclone des Açores progresse vers la France, nous protégeant des perturbations atlantiques. A l'exception du Nord-Est, le soleil sera dominant sur l'ensemble du pays.

Mardi 21 août : soleil à l'ouest, nuages à l'est.

Du Nord-Pas-de-Calais à l'Alsace-Lorraine et à la Franche-Comté, le ciel sera très nuageux et à couvert, et quelques averses ne sont pas à exclure l'après-midi. De la Bretagne à la Normandie au Nord-Pas-de-Calais, le ciel sera nuageux, avec de belles éclaircies. Des Pays de la Loire au Nord-Aquitaine, au Massif central, à la Bourgogne et au Centre, le temps sera bien ensoleillé. Sur les Pyrénées et le Sud-Aquitaine, le ciel sera très nuageux et pourra devenir orageux sur les Pyrénées-Orientales. Sur les Alpes, le Sud-Est et la Corse, le ciel sera nuageux, avec des éclaircies.

Les températures se rapprocheront des normales : les minimales seront généralement comprises entre 11 et 14 degrés sur la moitié nord entre 13 et 16 degrés sur la moitié sud et, entre 18 et 20 degrés près de la Méditerranée; les maximales seront comprises entre 23 et 25 degrés au nord de la Loire et entre 27 et 29 degrés sur la moitié sud, avec encore jusqu'à 32 degrés dans le Midi.

Un vent de nord-ouest modéré soufflera sur les côtes de la Manche. Un vent de nord-ouest à ouest, modéré à assez fort



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 20-8-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 19-8-90 à 6 heures TU et le 20-8-90 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	28	15	D
BIARRITZ	33	21	N
BORDEAUX	32	18	D
BOURGES	30	13	D
BREST	19	13	P
CAEN	23	16	P
CHERBOURG	19	15	P
CLERMONT-FER.	31	15	D
DIJON	29	12	D
GRENOBLESMH	30	14	D
LILLE	21	16	P
LIMOGES	29	16	D
LYON	29	15	D
MARSEILLE-MAR.	30	17	D
NANCY	25	15	C
NANTES	27	15	B
NICE	27	19	D
PARIS-MONTS	27	18	C
PAU	33	16	N
PERPIGNAN	29	18	D
RENNES	25	17	P
ST-ÉTIENNE	30	13	D
STRASBOURG	26	15	N
TOURS	28	13	D
TOULOUSE	33	17	N
POINTE-A-PITRE	33	26	A

ÉTRANGER			
ALGER	31	17	N
AMSTERDAM	20	15	P
ATHÈNES	35	26	D
BANGKOK	32	26	C
BARCELONE	29	24	N
BELGRADE	27	12	D
BERLIN	20	12	C
BRUXELLES	19	17	P
LE CAIRE	33	23	D
COPENHAGUE	21	14	P
DAKAR	30	24	N
DELHI	35	28	C
DJERBA	30	26	D
GENÈVE	28	16	C
HONGKONG	30	30	C
ISTANBUL	32	21	D
JÉRUSALEM	31	17	N
LISBONNE	29	20	C
LONDRES	22	14	C
LOS ANGELES	26	19	D
LUXEMBOURG	22	15	C
MADRID	37	20	N
MARRAKECH	36	19	D
MEXICO	25	11	B
MILAN	27	17	D
MONTRÉAL	29	11	D
MOSCOU	24	18	C
NAIROBI	28	13	N
NEW-YORK	32	16	P
OSLO	30	12	C
PALMA-DE-MAJ.	31	20	N
PÉKIN	32	24	D
RIO-DE-JANEIRO	25	30	D
ROME	30	18	D
SINGAPOUR	33	26	C
STOCKHOLM	20	10	D
SYDNEY	18	8	P
TOKYO	30	26	D
TUNIS	32	17	N
VARSOVIE	20	10	B
VENISE	26	16	D
VIENNE	24	13	A

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CINÉMA

LUNDI 20 AOUT

LES EXCLUSIVITÉS

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

L'AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CADILLAC MAN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : *Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52)* ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CONTRE-ENQUÊTE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

COUPABLE RESSEMBLANCE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

CRY-BABY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16).

DE HOLLYWOOD A TAMANRASET (Fr.-Alg., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

DÉLIT D'INNOCENCE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DOUBLE JEU *(A., v.o.) : George V,* 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30).

ECHEC ET MORT (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

EXTRÊMES LIMITES (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FIRE BIRDS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

FREDDY 5 : L'ENFANT DU CAUCHEMAR (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) , UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

FULL CONTACT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

I PICCARI (It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

IMMEDIATE FAMILY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

JE T'AIME A TE TUER (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

KANSAS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE PREMIER POUVOIR (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

RETOUR VERS LE FUTUR 3e PARTIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

BIENVENUE A BORD ! Film français de Jean-Louis Leconte, v.f. : Mistral, 14e (45-39-52-43) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

OUT COLD. Film américain de Malcolm Mowberay, v.o. : George V, 8e (45-62-41-46).

48 HEURES DE PLUS. Film américain de Walter Hill, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) : Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) : UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) : George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES NOCES DE PAPIER (Can.) : La Pagode, 7e (47-05-12-15).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; *Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).*

LA NURSE (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

RÊVES (Jap., v.o.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA SERVANTE ÉCARLATE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SIDEWALK STORIES (A.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE KING OF NEW YORK (**) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : *Pathé Français, 9e* (47-70-33-88).

TU MI TURBI (It., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

TUMULTES (Fr.-Bel.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

UN ANGE DE TROP (A., v.f.) : Fauvette, 13e (43-31-56-86).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

VOYAGEURS SANS PERMIS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

THEATRE

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc : 20 h 30.

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

ON SE CONNAIT ? Palais des Glaces (grande salle) (42-02-27-17) (dim. lun.), 20 h 30 (21).

UN FIL A LA PATTE. Palais Royal (42-97-59-81) (dim. soir, lun.) vend., mardi à 20 h 45, samedi à 21 h (17).

LA MÈRE, de Witkiewicz. Théâtre la Main d'or (48-05-67-89), lundi, 21 h. ; dima., 17 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Nous, Théo et Vincent van Gogh : 21 h 30. Théâtre rouge. Viol au-dessus d'un nid de poètes : 20 h. La Vie à deux : 21 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Une journée chez ma mère : 21 h.

PARC DU PRÉ-CATELAN (JARDIN SHAKESPEARE) (42-72-00-33). Le Médecin malgré lui, précédé du Mariage forcé Festival Molière : 20 h.

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Gertrude morte cet après-midi : 20 h 30.

CONCERTS

AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-40). James Bowman, Richard Boothby, Nicholas Paris, 20 h, mar. Contreténor, viole de gambe, clavecin. Œuvres de Monteverdi, Frescobaldi, Caccini, Brevi, Grandi, Cavalli, Vecchi, Rossi, Marcello. Dans le cadre du Festival estival de Paris. Téléphone location : 48-04-98-01.

ÉGLISE DE LA MADELEINE. La Sinfonietta de Paris, 21 h 30, mar. Dir. Dominique Fanal. « Requiem » de Mozart.

ÉGLISE SAINT-GEORGES. Sacha Gasparov, Henri Demarquette, 19 h, sam. Piano, cello. Œuvres de Schumann, Gasparov, Poulenc.

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Pierre Boumard, 20 h 30, lun. Orgue. Œuvres de Franck, Tanguy, Lenot. Dans le cadre du Festival estival de Paris. Téléphone location : 48-04-98-01.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Nicolas Courtin, Jean-François Fourichon, 18 h 30, 21 h, lun., mar. Guit. Œuvres de Vivaldi, Beethoven, De Falla.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Gabriel Fumet, Gérard Abiton, 21 h, lun., mar. Flûte, guit. Œuvres de Bach, Haendel, Diabelli, Bartok, Paganini. Téléphone location : 40-30-10-13.

OPUS CAFÉ (40-38-09-57). Anne Thomas, 22 h, sam. (piano), Silvio Falla (violon), Manuel Solans, Eric Fontény (violoncelle).

Œuvres de Schubert, Strauss, Offenbach.

SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). Ars Antiqua de Paris. Les 15, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 29, 30, 31 août, 3, 4, 5, 6, 7, 8 septembre, 19 h 15, 21 h 15.Musique de la Renaissance, œuvres de Dufay, de Machaut. Téléphone location : 43-40-55-17.

JAZZ, POP, ROCK

AU DUC DES LOMBARDS (42-33-22-88). Mra Oma Brotherhood. 22 h.

BAR DU POTAGER (40-26-50-06) Georges Edouadr Nouel, Charlie Labinsky, 22 h. Piano, perc.

LE BILBOQUET (45-48-81-84). Isabelle de Valvert, 22 h 45. Chant, Olivier Hutman (piano), Luigi Trussardi (ctb), Philippe Combelle (batt.).

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Paris Barcelona Swing Connection, 21 h 30.

L'EUSTACHE (40-26-23-20).

FURSTEMBERG (43-54-79-51). André Persiani, 19 h, sam., dim. Piano.

Jeannor Rabeson, Christophe Marghot, 23 h. Piano, batt., Christophe Wallemme (basse), Laloa Rabeson (chant).

JAZZ-CLUB LIONEL-HAMPTON (40-68-34-34). David Moody Quintet, 22 h.

MÉRIDIEN-MONTPARNASSE (43-20-15-51). Jean-Paul Dainz, Tony Bario, 22 h 30 (piano, chant, sax.) Café Atlantic.

LE MONTANA (45-48-93-08). Quartet Stardust, 22 h 30. Au bar.

MONTGOLFIER (40-60-30-30). Olivier Franc, 22 h. Avec Pierre Calligaris et son orchestre.

SUNSET (40-26-46-60). Turk Mauro Quartet, 22 h 30. Sax., Olivier Hutman (piano), Michel Gaudry (ctb), Richard Portier (batt.)

LE VILLAGE (43-26-80-19). Guillaume Petite, 22 h. Piano.

PARIS EN VISITES

MARDI 21 AOUT

« L'Opéra Bastille », 14 h 15, métro Bastille, sortie rue de la Roquette (Tourisme culturel).

« Le quartier de la Bastille et le faubourg Saint-Antoine », 14 h 15, métro Bastille, près de la Tour d'Argent (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Grande Arche et quartier de la Défense », 14 h 30, RER, sortie L (M.-C. Lasnier).

« Hôtels, église et ruelles du Marais », 14 h 30 ; « Hôtels célèbres du Marais », 21 h, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce-Visites).

« L'Opéra Garnier et les fastes du *Second-Empire* », 14 h 30, en haut des marches (Connaissance de Paris).

« Hôtels du Grand Veneur, Monrésor, Vigny, Croisilles et Marle », 14 h 30, 60, rue de Turenne (Sauvegarde du Paris historique).

« Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).

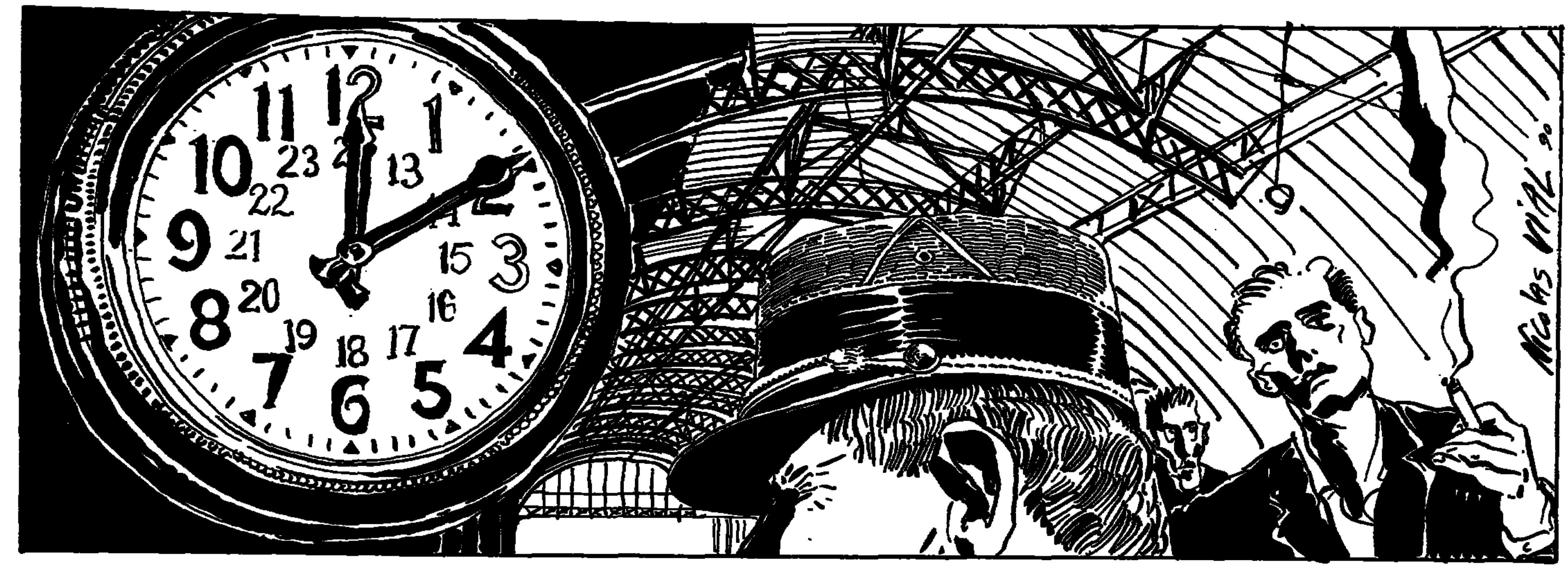
« Le village d'Auteuil, le parc Sainte-Perrine, les hôtels Galpin et Puscher, les hameaux », 15 heures, sortie métro Eglise-d'Auteuil.

« Les Catacombes, dans les anciennes carrières de la capitale », 15 heures, entrée place Denfert-Rochereau (Monuments historiques).

« Les Invalides interdits au public : de la crypte des gouverneurs à l'église Saint-Louis », 15 heures, voûte d'entrée, côté esplanade (Paris et son histoire).

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES



Italie : Termini, terminus du rêve

Clochards, marginaux, chômeurs, déshérités en tout genre, la misère humaine s'échoue près de la grande gare romaine

Après la Turquie et l'Allemagne (« Champs économiques » du 7 août), la Grande-Bretagne et l'Inde (14 août), l'enquête sur « les riches dans les pays pauvres et les pauvres dans les pays riches » se poursuit en Italie.

« HÉ ! *le barbone ! Tire-toi de là ! Tu pues vraiment trop fort !* » Minuit-dix à l'horloge électronique de Termini. Comme tous les soirs, à la nuit tombée, la grande gare centrale de Rome quitte son air affairé et redevient la cour des miracles. C'est l'heure des loups, l'heure de la chasse pour Angelo et les siens.

Le clochard incontinent qui encombrait leurs narines n'a pas demandé son reste. Le bonhomme trouvera sans doute un bout de trottoir tranquille un peu plus loin. Angelo n'a pas de temps à perdre avec lui : 3 000 lires en poche et *« un rencart dans deux jours seulement avec un micheton »*. Il lui faut absolument trouver *« un client »* d'ici là.

« Maintenant que le Mondiale est terminé, ricane le jeune fauve, *les* sbirri [les flics] *vont peut être enfin nous foutre la paix. »* Sur le grand parvis de la gare, devant le parking des loueurs de voitures, de suffocants relents d'urine surchauffée par le soleil accueillent les derniers voyageurs. Cheveux fous et regard noir, Angelo lui-même presse le pas.

Les paumés de la nuit

Calabrais d'origine, voleur à la tire, prostitué à l'occasion, dealer de temps en temps, camé souvent, violent parfois, voici Angelo C., huit frères et sœurs parqués dans un grand ensemble de la périphérie et quatre dents en moins dans la mâchoire. Le prince des paumés ne déteste pas la « baston » et il a déjà passé des dizaines de nuits « au placard ». Cela dit, chanceux comme pas un, il ne lui est rien encore arrivé de sérieux. A Naples, à Palerme, où des gamins de douze ans vous exécutent un homme pour le prix d'une trottinette, il y a longtemps que la Mafia l'aurait recruté pour ses basses œuvres.

Deux années qu'il galère ainsi dans la « cour des miracles », le bel Angelo. Deux années qu'il échappe aux « coups pourris » qui ont envoyé plusieurs de ses « potes » à Rebibia, *« la grande tôle de Rome »*. Gamins du pavé, futurs clients du barreau italien. Dans une dizaine de mois, le petit Calabrais sera majeur et, *« si tout va bien »*, c'est-à-dire s'il échappe aux mauvais coups et au sida, qui trucide pas mal autour de lui, Angelo, avec sa belle gueule de pub anti-drogue, ira tenter sa chance aux « States ».

Comme tant d'autres enfants du *bel paese*, il a là-bas un vague cousin éloigné, émigré d'après-guerre. *« Il m'aidera à m'installer et j'y arriverai »*, se jure-t-il. Rêve de jeune, rêve de pauvre. Combien sont-ils à Termini, les paumés de la nuit qui s'inventent ainsi, chaque soir que Dieu fait, un avenir tout rose sous un soleil radieux ?

Le quartier de la grande gare romaine en est plein. Clochards alcoolos, marginaux en guenilles, camés en manque, pickpockets professionnels, voleurs de poules, chômeurs abandonnés, vieillards expulsés, immigrés désespérés, gitans à l'affût, paysans égarés. Termini, terminus du rêve italien. Pas la peine d'aller plus loin, c'est ici que le fond du panier de la prospérité italienne vient s'échouer chaque nuit.

Ici que les déshérités de la Péninsule viennent promener leur ennui et leur désespoir. D'un wagon oublié à un entrepôt abandonné, d'un quai à une salle d'attente, d'un *fast-food* clinquant aux pelouses graisseuses de la grand-place voisine, ils errent chaque soir à la recherche d'un endroit où poser leur barda. Pitoyable mixture d'échec, d'ignorance, de violence, de peur et d'espoir.

Menu quotidien de misère humaine pour les samaritains de la Caritas installés juste derrière la gare. *« Près de la moitié des gens qui passent chez nous sont des déséquilibrés mentaux »*, affirme Pina Bonaventura, directrice de ce centre catholique d'accueil. Retour en arrière. En 1978, à la suite d'une vaste campagne contre la psychiatrie conventionnelle et ses méthodes parfois archaïques, l'Italie ouvre grand les portes de ses asiles. Trente mille malades seulement garderont une place à l'hôpital. Cent vingt mille autres se retrouveront dehors.

Méthode nouvelle, méthode moderne, il était question de créer des communautés thérapeutiques pour les suivre, « en liberté ». Mais l'intendance publique, comme souvent au *bel paese*, n'a pas suivi. *« Il n'existe*, selon Caritas, *aucune structure fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre et pouvant les occuper pendant la journée. »*

Résultat : ils sont dehors, et quand ils n'ont pas de famille pour prendre soin d'eux, ou quand les parents les ont abandonnés, ils errent dans la grande ville, oublient de rentrer, d'aller chercher leur pension ou même de s'alimenter. Ils perdent leurs papiers, se font parfois agresser et se clochardisent à une vitesse vertigineuse.

Au cours des trois dernières années, la seule Caritas de Termini – et l'organisation dispose de plusieurs centres d'accueil dans toute l'Italie – a hébergé au total près de cinq mille personnes. Moyenne de séjour : six semaines, logis et nourriture assurés.

Une génération sacrifiée

Que deviennent-ils après ? *« On aide les plus mal lotis à obtenir quelques subsides réguliers*, explique Pina Bonaventura. *On reprend contact avec les familles des mineurs ou des malades quand on les trouve, et on essaie aussi de trouver des places dans les maisons communales de repos pour les vieillards. »* Moyenne d'attente sur les listes : deux ans.

« De toute façon, reprend la directrice, *les indigents du troisième ou du quatrième âge n'aiment pas beaucoup les asiles qui leur sont offerts et préfèrent vagabonder plutôt que de se laisser enfermer dans ce qu'ils perçoivent comme des mouroirs. »* Résultat : le tiers environ des « clients » de Caritas, sans parler des foyers ouverts par une autre organisation caritative catholique, la Communita di San Egidio, sont des personnes âgées.

Générations oubliées, générations sacrifiées, les vieux d'Italie, quand ils n'ont pas fait une belle carrière professionnelle et cotisé à une caisse de retraite privée, reçoivent pour tout viatique la pension sociale de l'Etat, qui s'élève à environ 1 300 francs par mois. Dans un pays où tout ou presque coûte aussi cher, sinon plus, qu'en France, difficile de survivre à ce tarif. Bien sûr, les plus malins se débrouillent pour obtenir de leur commune quelques poignées de lires supplémentaires à un titre ou à un autre.

A défaut d'avoir institué un minimum vital pour tous ses citoyens – on en parle depuis deux ans, – l'Etat ne s'est jamais montré trop chiche sur les « arrangements » à l'amiable, et, si l'on en croit les statistiques officielles, il y aurait ainsi 9 millions d'« invalides » dans la Péninsule. Tel est en tout cas le nombre total de pensions diverses versées à ce seul titre...

Maria Macchioni et Francesco Coka, cent vingt-cinq ans à eux deux, figurent sur la liste. Elle est romaine *« depuis sept générations »*, précise-t-elle fièrement. Lui, il est monté de sa Sardaigne natale il y a près d'un demi-siècle. Leur adresse ? Via del Mattonato, dans le vieux quartier romain du Trastevere. Le logement est facile à reconnaître, c'est un rez-de-trottoir et il y a un gros *sosta vietata* (stationnement interdit) écrit en rouge sur les battants de la grosse porte de bois. Maria et Francesco vivent là, dans un garage, depuis quatre ans.

Carrelé avec amour par Francesco et ses copains, l'intérieur, dénué de fenêtre, est glacial l'hiver, étouffant l'été. Il y a l'électricité, mais pas l'eau courante. Des bidons de plastique sont entassés sous le réchaud à gaz. Un lit, une table, un mini-récepteur de télé et un petit frigo. Voilà tout l'univers de ces deux sexagénaires.

« Nous avons habité en face, Vicolo del Leopardo, pendant vingt-sept ans, raconte-t-elle doucement. *Et puis, un jour, le propriétaire nous a mis dehors sous prétexte qu'il voulait loger son fils. Il a refait l'appartement et depuis il est vide. »* C'était il y a quatre ans, le 18 juillet 1986 exactement. *« Nous sommes restés sur le trottoir avec nos affaires. J'étais désespérée, je pleurais. Les voisins du quartier ont pris pitié et une dame nous a offert son garage. Notre demande de logement municipal à loyer modéré n'a jamais abouti. »*

Les Macchioni-Coka ont deux grands torts : ils n'ont pas pu avoir d'enfants et ils ne sont même pas mariés. Catholique pratiquante, Maria vit avec son Francesco depuis plus de trente ans. Elle rêverait de s'unir à lui dans l'Eglise. Seulement voilà, malade depuis sa naissance, couturée de partout, la bonne dame n'a jamais travaillé de sa vie. Elle touche la retraite « réversible » de feu son honorable mère. Qu'elle épouse son gentil petit bonhomme et elle perd aussitôt ses 2 500 francs de pension mensuelle. *« Avec quoi pourrions nous vivre alors ? »* demande-t-elle.

C'est que Francesco, lui aussi, est malade. Manœuvre maçon pendant une trentaine d'années, il fut atteint de troubles respiratoires graves il y a dix ans et dut subir une laryngomie. Plus de voix, plus de forces, des contrôles de santé quasi hebdomadaires. Invalide à 100 %, Francesco touche 250 000 lires de pension par mois (environ 1 250 F). *« A nous deux, si on ne se marie pas*, calcule Maria, *on pourrait payer un loyer de 150 000 lires par mois. »* Le prix d'une petite HLM de banlieue. Le prix d'un insupportable exil pour un couple de vieux Romains.

Des clapiers de béton gris

D'ailleurs, Tor Bella Monaca, « le » grand ghetto gris béton de la périphérie romaine, n'est pas fait pour le troisième âge. *« C'est une cité violente où le crime, la drogue et la prostitution font d'irréparables ravages »*, explique Don Mario, l'un des deux jeunes curés de la paroisse.

Deux mille habitants en 1960, sept fois plus dix ans plus tard, cinquante mille aujourd'hui. Tous les expulsés de Rome, tous les sans-toit-ni-loi qui s'entassaient dans les bidonvilles de la périphérie se sont retrouvés ici, dans *« ces grands clapiers de béton gris »*. L'expression est de Don Bernardino, l'autre jeune pasteur de ces hordes déshéritées.

La « Tour de la Belle Moinesse », dont la construction en 1983 a permis d'éliminer les derniers bidonvilles de la région romaine, devait être une cité modèle. C'est devenu un ghetto, qui fait d'ailleurs l'objet d'un programme spécial financé par la CEE. *« Dieu seul sait où passent les aides internationales qui sont en principe consenties à la cité*, se plaint Don Mario. *Il y a tout un trafic et ceux qui en ont vraiment besoin n'en voient guère la couleur. »*

Selon son collègue, 5 % seulement des résidents de la « Tour » peuvent être considérés comme *« vraiment très pauvres »*. Les autres se débrouillent avec les maigres indemnités de chômage, les subsides diverses et le travail au noir. L'Eglise assiste directement deux cent cinquante familles – c'est-à-dire qu'elle paye une partie de leur loyer ou leur facture d'électricité. Bien sûr Caritas, la Communita di San Egidio et, depuis peu, les petites sœurs de Mère Teresa de Calcutta ont établi des antennes de secours à l'orée du ghetto.

Tous les jours, les voitures blanc et vert « ramasse-seringues » de la municipalité viennent faire leur récolte. Dans le décor de béton futuriste de Santa Maria Madre del Redemptore, son église, Don Mario a mis en place des services gratuits de consultation juridique, et une assistante sociale s'occupe gracieusement des jeunes toxicomanes.

Selon le padre, un *« véritable couvre-feu »* non déclaré s'abat chaque soir sur sa paroisse. *« A la nuit tombée, les gens ont peur de sortir. »* Un bon cinquième des enfants en âge scolaire ne fréquentent pas l'école et le taux d'abstentéisme pour les autres serait très élevé. Graine de violence. Familles désunies, parents psychologiquement démunis, *« la véritable misère de ces déracinés est avant tout morale »*.

Opinion partagée par Ave Maria Petricola, assistante sociale à Caritas. *« Les trois quarts des gens qui nous contactent quotidiennement par téléphone ont avant tout besoin de parler. »* La solitude tue plus sûrement que la drogue. Que faire ? *« L'Etat*, rétorque le professeur Claudio Calvaruso, *ne peut certainement pas fournir les tonnes d'affection dont ces gens ont besoin. »*

Directeur du Labos, un laboratoire privé de politique sociale, le *professore* estime que *« la pauvreté, dans la société italienne d'aujourd'hui, est moins économique que culturelle »*. Le gouvernement a certes de gros efforts à faire pour adapter ses moyens aux manques véritables, mais la réponse, selon lui, se trouve aussi *« dans la multiplication et le développement des liens de solidarité »* entre les citoyens.

La famille, le clan, le clocher communal. C'est encore la structure conviviale de base dans la société italienne. Pour combien de temps ? Les immigrés, à coup sûr, n'y ont pas accès. Un exemple : le quartier de Pantanella, au sud de la Ville éternelle. Une vieille usine de pâtes alimentaires abandonnée depuis des lustres par ses propriétaires. Mille cinq cents hommes, que des hommes, tous immigrés d'Asie du Sud. Pakistanais, Indiens, Sri-Lankais, Bangladeshis. Dieu seul sait comment ils sont arrivés là, mais ils y sont, pataugeant dans leur misère, les odeurs pestilentielles, les maladies de peau et les diarrhées à répétition.

Don Luigi Di Liegro, directeur général de Caritas, a convoqué la presse. *« C'est vrai*, confesse humblement l'un des hôtes basanés de l'ancienne usine, *c'est vrai que nous sommes sales et souvent malades. Mais que pouvons-nous faire ? La plupart d'entre nous n'ont pas de travail, pas d'argent, et ici il n'y a ni eau ni électricité. On ne peut ni conserver ni laver notre nourriture. »* Don Luigi a demandé et obtenu une entrevue avec le maire socialiste de Rome.

« Il faudrait si peu, dit-il, *pour que ces gens retrouvent un peu de dignité. »* Si peu pour que les Tunisiens qui ramassent les tomates dans le Mezzogiorno cessent de dormir à la belle étoile ou dans les cimetières du Sud. Si peu pour offrir aux Sénégalais, aux Maliens, aux Marocains, et à tous ces damnés de la Terre qui frappent à la porte de la prospérité, il faudrait si peu pour leur rendre un peu de dignité.

de Rome
PATRICE CLAUDE

La déchirure

Cinquante-six millions d'habitants, le plus haut niveau d'épargne du monde occidental. Selon la fondation du Censis, l'un des meilleurs centres privés d'études sociales en Europe, chaque famille italienne possédait en moyenne, en 1989, un patrimoine de 200 millions de lires (1). Une augmentation de 30 % en deux ans.

Miroir déformant de la statistique, bien sûr. D'après le Censis, plus d'un tiers des Italiens dispose d'une richesse nette égale ou inférieure à 20 millions de lires, soit environ 100 000 francs.

Toutefois, plus de 60 % des Italiens sont propriétaires de leur logement. 95,6 % des familles transalpines consomment régulièrement de la viande. Un tiers des citoyens *« mangent trop »* et 20 % souffrent d'obésité. Les maladies cardio-vasculaires liées aux excès de graisse tuent chaque année quatre-vingt mille personnes.

Pauvreté morale

On pourrait multiplier les indicateurs de la prospérité accumulée au fil de ces trente dernières années en Italie. Inutile d'insister, chacun sait que l'Italie est devenue en 1987 la cinquième puissance industrielle du globe et qu'elle a devancé – activités illégales et travail au noir compris – le Royaume-Uni de Margaret Thatcher.

« L'Italie des pauvres, affirmait en 1988 le rapport annuel du Censis, *diminue chaque année un peu plus. »* Les familles (de trois personnes) disposant d'un revenu égal ou inférieur à 25 000 francs par an *« représentent désormais moins de 2 % du total »*. Est-ce pour cela que la commission d'enquête gouvernementale créée en janvier 1985 pour mesurer la pauvreté au *bel paese* est aujourd'hui laissée en sommeil ?

En tout cas, selon le premier rapport de cette commission, il y avait encore, en 1983, plus de six millions de pauvres, soit 11,3 % des familles, en Italie. Difficile évidemment d'emprisonner dans quelques chiffres un phénomène aussi mystérieusement insidieux et multiple que la pauvreté morale et matérielle d'une société complexe.

Le Labos, laboratoire d'études sociales installé à Rome, s'y est pourtant essayé. Selon les chiffres de 1984 compulsés par ses services, il y avait à cette époque en Italie cinq millions d'alcooliques, 1,7 million d'handicapés, deux cent cinquante mille drogués, cent vingt-deux mille détenus dans les prisons, vingt-cinq mille clochards et vagabonds, soixante-dix mille nomades.

Reste à ajouter les immigrés, qui sont environ huit cent mille, dont le quart en situation illégale, les chômeurs, qui sont officiellement près de trois millions et dont les trois quarts sont concentrés dans le Midi, puis les vieillards de plus de soixante-quinze ans, dont, selon le Labos, 22,4 % exactement *« ne disposent pas de revenus suffisants »*. Pour être clair, plus de deux millions de retraités n'ont aujourd'hui pour vivre en Italie que 2 300 francs par mois.

P. C.

(1) 1 lire = 0,005 franc.

La semaine prochaine :
Mexique : les mille familles

CHRONIQUE

PAUL FABRA

La troisième voie du capitalisme

CONTRAIREMENT à ce qu'on pourrait avoir tendance à croire, l'emploi et même le plein-emploi (malgré la difficulté à lui donner une définition indiscutable) doit rester et restera la pierre de touche pour déterminer en dernier ressort le succès ou l'échec d'une politique, d'un système économique. Ce serait un comble si une vue, me semble-t-il, superficielle, des bouleversements qui se sont produits en Europe de l'Est et de leur *suite nous abusait à cet égard*.

Au socialisme marxiste assurant à chacun une place dans l'économie, à condition d'y rester bien tranquille dans tous les sens du mot; s'opposerait le régime efficace mais impitoyable de la concurrence du marché, condamnant plus ou moins au chômage tous ceux qui ne savent pas ou ne veulent pas, indolence ou dégoût, s'adapter à ses exigences. L'effondrement du premier et la quasi universelle acceptation du second montrerait assez dans quel sens l'expérience a tranché.

A ce premier type d'argument, il ne serait pas trop difficile d'en ajouter un autre, tiré de l'histoire économique récente de presque tous les pays de l'Europe occidentale : n'est-ce pas en sacrifiant le plein-emploi et son mythe (voir en particulier la France) que le « capitalisme » *a retrouvé*, à travers une longue crise, une seconde jeunesse et – ô ironie – obtenu par-dessus le marché, c'est le cas de le dire, pour la première fois depuis plus d'un siècle, un large consentement en sa faveur ?

Ce n'est pas, on en conviendra sans doute, forcer la réalité psychologique du moment que de soutenir que ces idées sont aujourd'hui assez couramment partagées. Elles reviennent à occulter le phénomène du chômage. Mais ce n'est pas là le plus grave. Le plus important, c'est de se convaincre que ces idées sont tout simplement fausses et dangereuses, dans la mesure où elles poussent à prendre *des décisions propres à perpétuer le mal* qu'elles feignent de minimiser.

C'est en Allemagne occidentale – ayons la modestie de le reconnaître – que s'est probablement joué, dans les dix *années qui suivirent la fin de la guerre, la* partie décisive. Même un général de Gaulle n'a pas su, il s'en faut de beaucoup, *en percevoir clairement les termes* ni en mesurer tout l'enjeu. Alors que, dans la première moitié des années 60, il en appelait encore à l'« ardente obligation » du Plan, laissait ses plus chauds partisans vanter les mérites, au nom de la « participation », de la prétendue « troisième voie » et, plus concrètement, appuyait une assez médiocre politique de « stabilisation » faite de demi-contrôles ; qu'à Bruxelles, ses fonctionnaires plaidaient pour le flou d'une « planification à moyen terme » à l'échelle de la Communauté (jalousement restreinte à six pays membres), il était patent, dès ce moment, que la voie franche suivie par le ministre des *finances puis chancelier allemand* Ludwig Erhard était le parti à prendre :

Refus de toute politique des revenus (police des salaires) et de tout dirigisme des prix mais rigueur budgétaire et mon*naie solide, respect des règles du marché* (d'où le terme d'économie « *sociale* » du marché, dévié par la *suite* de son sens originel) à la faveur d'une surveillance effective des « ententes ». Pour le général de Gaulle (les plus grands esprits ont leur faiblesse), Erhard restera l'équivalent du « commis-voyageur en transistors » qu'était aussi à ses yeux le premier ministre japonais.

Ce qui matérialisa le succès de la politique « ordo-libérale » d'Erhard et contribua le plus à désarmer ses adversaires de l'intérieur, les socialistes allemands de l'époque, ce fut sa capacité à résoudre, en quelque sorte naturellement, le problème, apparemment énorme, posé par l'afflux, entre 1945 et 1961 (érection du mur de Berlin) de quelque 13 millions de réfugiés sur le territoire de l'Allemagne de l'Ouest. Le fait qu'ils purent tous trouver *du travail, et un travail rapidement rému*nérateur, priva d'un argument-massue les contempteurs de l'économie sociale de marché, appelée plus brièvement et, surtout plus simplement, néo-capitalisme *allemand. Neuf ans après la mise en appli*cation de l'« économie sociale de marché », la SPD se ralliait aux principes de la *concurrence et de la propriété privée* des moyens de production à son congrès tenu à Bad-Godesberg en 1957. Une décision qui faisait effectivement époque, émanant du premier parti à avoir adopté la doctrine marxiste.

Les temps ont changé depuis lors. Le « modèle » allemand n'est plus ce qu'il était. Contrairement aux apparences, le deutschemark a perdu de sa force originelle : le niveau élevé des taux d'intérêt nominaux (et réels) en Allemagne est un facteur négatif, surtout pour les candidats-entrepreneurs de la RDA (même si ce facteur négatif existe aujourd'hui dans tous les pays). Quoi qu'on ait pu en dire – et *Dieu sait si on a dit des bêtises à ce* sujet, notamment en ce qui concerne les prétendus effets négatifs du déclin démographique supposé inéluctable ! – l'économie de marché version germanique a gardé un formidable dynamisme mais elle est devenue un modèle coûteux. Cela, dans les circonstances présentes, pourrait être un sérieux handicap.

POUR concilier leur goût intact pour la performance et la compétence professionnelles avec leur passion égalitaire, les Allemands de l'Ouest ont, au fil des années et des changements de majorités politiques, élaboré un système symbolisé par la coexistence des trois phénomènes suivants : redoutable compétitivité industrielle mais magasins fermés à six heures du soir et pendant tout le week-end, persistance d'un chômage relativement élevé (quoique plus bas qu'en France et même qu'en Grande-Bretagne). En forçant un peu le trait, la société favorise au maximum et, à la limite, ne tolère au travail que les gens efficaces et ceux qui ont reçu une bonne *formation (il est vrai qu'ils sont nombreux* à en avoir bénéficié).

Si, pour offrir une occupation aux autres, moins doués ou pas vraiment intéressés, il faut ouvrir les supermarchés *le soir et le dimanche, autoriser l'activité* de petits métiers aux heures où les syndicats n'aiment pas voir les gens s'affairer, *eh bien, le jeu ne paraît pas en valoir la* chandelle. On laisse la chandelle éteinte, non sans que la société pourvoie assez généreusement aux besoins de ceux qui s'abandonnent à l'obscurité absolue du non-travail. Les indemnités de chômage sont relativement importantes (par rapport au niveau des salaires). Le contraire en somme du système américain.

De notoriété publique des deux côtés de l'Atlantique, les performances de l'industrie et du commerce sont, aux Etats-Unis, globalement inférieures à ce qu'elles sont en Allemagne, en Suède, en Suisse et dans les meilleures des entreprises françaises, pour ne pas parler, bien *sûr, des japonaises. Les Américains,* qu'on admirait naguère pour leur esprit de compétition, semblent aujourd'hui s'inspirer beaucoup moins de ce principe essentiel de l'économie de marché. En revanche, ils sont beaucoup plus qu'en Europe restés fidèles à l'autre principe fondamental de l'économie de marché.

Ce deuxième principe est complémentaire du premier et de nature à en atténuer fortement la sévérité. Cependant, on peut privilégier l'un par rapport à l'autre. Si le premier sélectionne, le second, connu sous le nom d'« avantage comparatif », reclasse. L'économiste Paul Samuelson, je l'ai déjà rappelé, l'explique succinctement de la façon suivante : il est vrai que je suis capable de taper à la machine une fois et demie plus vite que n'importe quelle dactylo, mais j'ai tout de même intérêt à faire appel à l'une d'elles car, *si*, en *matière* de dactylographie, j'ai sur elle un avantage de 1,5 contre 1, j'ai, pour faire une étude économique, sur elle un avantage beaucoup plus grand.

Ce *principe*, à lui seul, explique pour*quoi une infinité* de gens, pratiquement nous tous, qui ne sommes les meilleurs en rien et qu'en conséquence, une concurrence pressante devrait finir par éliminer du *marché*, continuons à y exer*cer une activité. Comme j'interrogeais* récemment un chauffeur de taxi new-yorkais, originaire de la Trinidad, sur les chances de trouver un emploi dans son pays, il me *répondit* : *« Pour les gens qualifiés, c'est assez facile, ingénieurs ou médecins, mais pour nous qui ne sommes pas instruits, c'est presque impossible.* » Aux Etats-Unis, où l'esprit public tolère (*je ne porte aucun jugement* de valeur) des salaires bas pour des métiers simples (ou réputés tels) – le salaire minimal est resté inchangé de 1981 à 1988 et il reste très « en retard », – le principe de l'avantage *comparatif* joue du bas en haut de l'échelle infiniment graduée des compétences et des aptitudes (imaginons plutôt, pour ne heurter aucune susceptibilité, cette échelle couchée à plat, avec *des degrés numérotés* de droite à gauche).

PARMI les grandes nations, le Japon est la seule à traiter, à peu près à égalité, les deux principes. C'est pourquoi la course incessante des firmes nippones pour la première place – compétition qui commence à s'exercer sur le marché nippon lui-même – n'empêche pas le plein-emploi d'y régner. En Europe, c'est plutôt à l'esprit de compétition qu'on donne le premier pas (en France, cela prend la forme de la politique dite du « champion industriel », on ne saurait mieux dire). Aux Etats-Unis, les adversaires les plus acharnés du « reaganisme » ont dénoncé une politique se contentant, selon eux, de créer des emplois de plongeur dans des restaurants *de fast-food, sans s'aviser qu'ils pre*naient ainsi parti pour le capitalisme des riches et des oligopoles.

Si j'ai donné dans cet article une place particulière au capitalisme allemand, c'est parce que la politique qui sera suivie dans l'Allemagne réunifiée aura une influence décisive sur l'ensemble des pays affranchis du régime communiste qui est un régime du « droit à l'emploi » où les principes propres à créer des emplois ont été, par suppression du marché, vidés de leur pouvoir efficient. La troisième voie est à chercher non pas entre le socialisme et le capitalisme, mais dans la fusion, adaptée à la civilisation européenne, des deux principes de l'*économie de marché*.

A TRAVERS LES REVUES — **PAR MICHEL BEAUD**

Le moins mauvais des mondes ?

A l'aube de 1929, l'ensemble des Américains étaient confiants dans la « nouvelle ère » et la prospérité durable qui s'annonçaient. Quelques années plus tard, c'était, pour beaucoup, le système capitaliste qui paraissait en cause (1). Soixante ans après, avec la débâcle des régimes socialistes, le capitalisme triomphe. *Définitivement ?*

Après avoir annoncé en 1942, dans *Capitalisme, socialisme et démocratie*, que le socialisme était viable et que le capitalisme ne pourrait survivre, Joseph Schumpeter écrivait en 1945 : *« La prédiction portant sur la survie ou la non-survie de l'ordre capitaliste est, en partie, une question de terminologie »* (1). L'ensemble de l'article de Herbert Stein, ancien conseiller des présidents Nixon et Reagan, éclaire, avec un recul et une prudence remarquables, ce propos.

H. Stein souligne d'abord que le *New Deal* a profondément transformé le capitalisme américain : embryon d'un *Welfare State* ; responsabilité fédérale du maintien d'un haut niveau d'emploi par des mesures monétaires et budgétaires ; pouvoir accru des syndicats ; poids sensible du pouvoir fédéral dans de grands secteurs économiques ; fiscalité progressive. Beaucoup d'Américains de 1929 n'auraient plus reconnu « leur » capitalisme.

Il y a certes eu des reflux, mais de nouvelles évolutions se sont produites : avec la *New Economics* de John F. Kennedy, mais aussi, souligne H. Stein, avec la politique menée par Richard Nixon, qui n'hésita pas, lorsque ce fut nécessaire, à instaurer le contrôle des salaires et des prix et, plus largement, lança des *programmes fédéraux – pour la* santé, le développement régional, la lutte contre la pauvreté, – élargit le système de sécurité sociale, renforça la réglementation en matière de consommation et d'environnement.

L'auteur constate évidemment l'infléchissement libéral des années 80, mais souligne que *« l'essentiel de ce qu'il est advenu à l'économie, dans les années Kennedy, Johnson, Nixon, subsiste. Et si le capitalisme a triomphé, c'est un capitalisme qui a autant été transformé dans ces années-là que dans les années Roosevelt »* (1).

Ce qui a donc triomphé selon lui, c'est *« le monde industriel non communiste – de Singapour à la Suède »*, avec son extrême diversité : des dépenses gouvernementales qui atteignent 60 % du PNB en Suède, contre 17 % au Japon ; des paiements de transfert de l'ordre de 29 % aux Pays-Bas, contre 14 % aux Etats-Unis ; un niveau de contrôle de l'économie beaucoup plus élevé au Japon qu'ailleurs. Ce qui a triomphé, c'est donc un ensemble complexe, avec libre entreprise, *Welfare State*, gestion de la stabilité et réglementation, le tout dans une atmosphère de liberté. Mais les libéraux purs et durs répugneront à le reconnaître, c'est un capitalisme largement mâtiné d'interventionnisme et de social-démocratie.

Symétriquement qu'est-ce donc qui se défait à l'Est ? Le bilan en forme de synthèse, établi à partir de quelque trois cents publications par Wladimir Andreff, professeur à l'université de *Grenoble, porte sur* « Crise, régulation et réforme dans les économies socialistes » (2). On peut regretter que l'appellation « socialiste » soit prise comme une manière de parler et ne fasse l'objet d'aucune interrogation ; et si l'on dispose d'un large panorama des interprétations des dysfonctionnements des économies de l'Est, on reste sur sa faim pour l'explication de la crise, entre l'évocation d'un *« vide théorique »* et l'esquisse de *« l'hypothèse d'une crise structurelle »*.

La prise en compte des analyses en termes de déséquilibre et de pénurie (3) convient-elle à la situation actuelle ? Suffit-il de centrer le *diagnostic sur les difficultés de* « régulation », même entendue comme la façon dont les ajustements monétaires et marchands *« s'articulent à la planification et aux politiques économiques décidées centralement ? »* (2) Les réflexions des théoriciens ne sont-elles pas en retard par rapport au cours des événements ?

Car la profondeur de la crise est patente : décomposition de l'économie, enlisement des réformes, désarroi des dirigeants (4). Ceux qui vivent cette crise incriminent l'un *« un système socialiste étatique, hypercentralisé, sans initiative, où règne le monopole d'Etat »* (Mikhaïl N. Bronstein, professeur à l'université de Tartu – Estonie), l'autre l'excessive étatisation de l'économie (Boris Kourachvili, directeur d'études), un autre l'emprise des administrations centrales (Timour Poutalov, écrivain ouzbek) (5). Bref, c'est le grippage du système étatiste centralisé mis en place depuis des décennies qui est en cause.

Et comment dès lors ne pas revenir aux débats essentiels des périodes fondatrices ? *Jean Arrous, professeur* à l'université de Saint-Etienne, nous rappelle notamment celui des années 30 sur la possibilité de substituer au marché une planification centralisée fondée sur le calcul économique (6). Lionel Robbins et Friedrich von Hayek nient cette possibilité.

Oscar Lange soutient qu'elle existe. Pour lui, *« le bureau central de planification remplit les fonctions du marché »* ; et il réaffirmera sa position en 1967 : *« Si je devais réécrire aujourd'hui mon essai, ma tâche serait beaucoup plus simple. Ma réponse à Hayek et Robbins serait : qu'est-ce qui ne va pas ? Introduisons les équations simultanées dans un ordinateur, et nous obtiendrons la solution en moins d'une seconde. Le processus de marché avec ses tâtonnements encombrants apparaît démodé. A vrai dire, il peut être considéré comme une méthode de calcul de l'âge préélectronique. »*

Mais Hayek n'avait-il pas mis le doigt sur la question cruciale de l'incapacité qu'a qui que ce soit de détenir l'ensemble des informations et d'en maîtriser la connaissance ? Pour lui, seules une très grande décentralisation de l'information, qu'assure un *système de prix de marché*, et une multitude de décisions d'agents décentralisés, permettent la solution du *« problème économique de la société »*, en prenant en compte les changements dans les *« circonstances particulières de temps et de lieu »*.

Et Jean Arrous nous rappelle ce fait – cruel pour Lange et éclairant pour la période actuelle : *« La réforme économique de 1965, qui fit suite au rapport de Kossyguine, comporta, entre autres, la réforme des prix. Portant sur plusieurs millions de prix, elle s'étendit sur les années 1966-68 : la liste des prix nouveaux occupait trente-huit mille pages. On considère que, actuellement, l'URSS produit vingt-cinq millions d'articles... »* (6).

Un tel système est profondément inapte à l'adaptation ; sa mutation se heurte en outre à des obstacles précisément nés de sa crise : déficit budgétaire croissant, inflation potentielle, pénuries... (7). Et puissent ceux qui poussent au changement ou tentent de le conduire ne pas se laisser prendre à l'idéal illusoire du marché pur : comme le rappellent à la fois Jean Arrous et Herbert Stein, ce n'est pas lui, c'est une société adaptative, avec une économie mixte, qui, au seuil des années 90, apparaît à beaucoup *comme le moins mauvais des* mondes...

(1) Herbert Stein, « The Triumph of the Adaptative Society », *The American Economist*, printemps 1990 (Lubin Graduate School of Business, Pace University, Pace Plazza, New-York, NY 10038, Etats-Unis).

(2) Wladimir Andreff, « Crise, régulation et réforme dans les économies socialistes », *Revue d'économie politique*, première partie janvier-février et deuxième partie mars-avril 1990 (Ed. Sirey, 22, rue Soufflot, 75005 Paris).

(3) Sur ces analyses, voir aussi Jozef M. van Brabant, « Socialist Economics : The Disiquilibrium School and the Shortage Economy », *The Journal of Economic Perspectives*, A Journal of the American Economic Association, printemps 1990 (1313 21st Avenue South, Suite 809, Nashville, TN 37212-2786, Etats-Unis).

(4) Marie-Agnès Crosnier, « Désarroi économique et crise d'autorité en URSS », *le Courrier des pays de l'Est*, avril 1990 (La Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris).

(5) « URSS, décomposition ou recomposition », actes d'un colloque de novembre 1989, *Cosmopolitiques*, février 1990 (71, bd Richard-Lenoir, 75011 Paris).

(6) Jean Arrous, « Socialisme et planification : O. Lange et F. von Hayek », *Revue française d'économie, printemps* 1990 (20, rue de Madrid, 75008 Paris).

(7) « Bouleversements économiques à l'Est », numéro spécial sous la direction de Gérard Roland, *Recherches économiques de Louvain*, 1990 nº 2 (Collège L.-H. Dupriez, Université catholique de Louvain, place Montesquieu, 3, 1348 Louvain-La-Neuve, Belgique ; abonnements : De Boeck-Wesmaël SA, avenue Louise, 203 – bte 1, 1050 Bruxelles, Belgique).

Kaléidoscope

• Trois numéros d'*Economies et sociétés* : sur l'histoire du marché du travail et du revenu minimum, 1989 nº 10, série PE nº 12 ; sur la tarification de l'énergie, les politiques nationales et les stratégies des groupes, 1990 nº 1, série EN nº 4 ; sur les développements récents de la théorie keynésienne du circuit, 1990 nº 2, série MP nº 6.

• Deux *surveys* : sur les analyses des innovations et des changements structurels, *Revue d'économie politique*, mai-juin 1990 ; sur les modèles explicatifs du chômage, *The Economic Journal*, vol. 100, juin 1990.

• Un dossier sur les politiques économiques dans les années 80, *les Cahiers français*, mars-avril 1990.

• Epargne, production potentielle, investissement résidentiel dans les pays industriels, *Revue économique de l'OCDE*, printemps 1990. Financement des entreprises et coût des crédits bancaires en France, *Documents du CERC*, premier trimestre 1990. Ana*lyse des patrimoines* à la lumière de l'hypothèse du cycle de vie, *Annales d'économie et de statistique*, janvier-mars 1990. Epargne, crédit et assurances aux Etats-Unis : crises et réformes, *Contemporary Policy Issues*, avril 1990.

• L'enseignement de la gestion dans les années 1990, *Revue française de gestion, mars-mai 1990. Structures des* entreprises et relations industrielles en France et en RFA, *Revue de l'IRES*, printemps-été 1990. Capacités de production et temps de travail ; débats sur *l'allocation universelle* ; l'hypothèse Gaïa, *Futuribles*, juin 1990.

• Sur la mesure de la valeur économique des « bontés de la nature » *(environmental amenities)*, *Southern Economic Journal*, avril 1990.

• Résultats économiques et indicateurs de bien-être *(wellbeing)* dans des pays pauvres, *The Economic Journal*, vol. 100, supplément, 1990.

• Croissances en Asie, privatisations au Maroc, épargne au Mali, *Economie et humanisme*, mai-juin 1990. Le Niger : économie et politique, *Politique africaine*, juin 1990.

Délices d'initiés

Dans le numéro daté de l'hiver 1989 de la *Revue française d'économie* * (20, rue de Madrid, 75008 Paris), Edmund S. Phelps, de l'*université* Columbia (New-York), compare les capacités explicatives de deux théories du chômage : l'une, qu'il qualifie de « keynésienne », héritée de Keynes, Hicks, Tobin, Patinkin..., et organisée autour du schéma IS/LM (investissement épargne/offre et demande de monnaie) complété par la verticale du chômage naturel ; l'autre, qu'il qualifie de *« structuraliste »*, basée sur la prise en compte de la rigidité ou de l'inertie du salaire réel et sur l'analyse des forces réelles de l'économie, avec le rôle pivot (notamment au niveau international) du taux d'intérêt réel.

Dans le numéro du printemps 1990 de la même revue, Lawrence H. Summers, de l'université Harvard, estime que les *keynésiens devraient se passer* de la courbe de Phillips, présentée comme la courbe du taux naturel du chômage. Les étudiants s'y retrouveront-ils ? En tout cas, il est probable que ni Milton Friedman (pour le taux naturel), ni Alban W. Phillips (pour sa courbe), ni John Maynard Keynes (pour l'essentiel) n'y retrouveraient leurs petits.

* *Dans ce numéro*, les contributions à un séminaire de la R.F.E. consacré au ratio Cooke (norme internationale de solvabilité) ; Xavier Richet sur la transition vers l'économie de marché en Hongrie ; Robert Boyer et Geneviève Schmeder sur la *division du travail* d'Adam Smith à nos jours.

ÉCONOMIE

Les conséquences de la crise du Golfe

Choc pétrolier et politique salariale

La crise du Golfe se prolongeant et les prix pétroliers restant élevés, la question va se poser de savoir si la France doit modifier sa politique économique. Interrogation qui vaut bien sûr pour l'ensemble des gouvernements des pays industrialisés.

M. Rocard a annoncé, à la fin de la semaine dernière, la création d'un groupe d'experts qui devra d'ici à la fin du mois de septembre établir un rapport sur les conséquences immédiates et plus lointaines des événements du Golfe. Mais dans un mois, beaucoup de choses se seront passées et le gouvernement aura pris des mesures pour adapter sa politique à la nouvelle donne pétrolière. Ne serait-ce qu'à travers le projet de budget pour 1991 qui doit être rendu public le 12 septembre.

L'erreur commise lors des chocs pétroliers de 1974 et de 1979-1980 avait été de faire payer le surcoût de la facture pétrolière non par les Français comme consommateurs mais par les entreprises et par l'Etat.

Les premières avaient réduit leurs profits et leurs investissements au bénéfice des salariés ; le second avait gonflé son déficit budgétaire en accroissant les dépenses publiques. Le résultat avait été catastrophique si l'on en juge par la formidable montée du chômage qui s'en était ensuivi.

La leçon a été comprise et la France comme les autres nations occidentales demandera à coup sûr aux particuliers d'accepter une certaine austérité, le temps pour notre économie d'absorber le choc, si choc il y a. L'augmentation inévitable des coûts de production des entreprises qui se répercutera dans les prix de détail ne devra pas donner lieu à rattrapage salarial.

On retrouve l'écho de ces préoccupations dans les propos de M. Pierre Bérégovoy (*lire ci-contre*), qui déclare que la demande – publique et privée – devra être parfaitement maîtrisée.

Le message est clair : alors que la progression des dépenses publiques a tendance depuis deux ans à s'accélérer, alors que la hausse des salaires est probablement devenue excessive eu égard aux gains de productivité, un effort de rigueur va être nécessaire.

La déclaration du ministre de l'économie pourrait impliquer la mise en veilleuse d'un certain nombre de promesses ou d'orientations politiques, à commencer par la revalorisation des bas salaires. La crise du Golfe n'a pas fini d'être douloureuse...

Al. V.

M. Bérégovoy aux chefs d'entreprise : « Ne jouez pas avec les étiquettes »

Estimant que la hausse du pétrole brut allait se répercuter mécaniquement sur l'indice des prix d'août, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, s'exprimant dans *la Tribune de l'Expansion* du 20 août, lance un appel aux chefs d'entreprise et aux commerçants. *« Je leur dis : ne jouez pas avec les étiquettes, la meilleure garantie de votre activité, demain comme aujourd'hui, c'est la stabilité des prix. »* Il rappelle en outre que *« la demande publique et privée devra être parfaitement maîtrisée »*. M. Michel Rocard devait recevoir à Matignon, lundi en fin de matinée, le président du CNPF, M. François Périgot.

« La hausse du pétrole aura un effet mécanique sur l'indice des prix dès le mois d'août et la facture énergétique sera alourdie d'une vingtaine de milliards de francs si le prix du pétrole se stabilise autour de 25 dollars le baril », déclare M. Pierre Bérégovoy dans l'entretien publié par *la Tribune de l'Expansion*.

« La croissance soutenue que connaissent la RFA et la plupart des pays d'Europe occidentale ne sera pas remise en cause », poursuit M. Bérégovoy. *« En France, le taux de croissance sera proche de 3 % en 1990 et 1991. Je peux vous dire que tout sera fait pour préserver la croissance car rien ne serait pire qu'une remontée du chômage (...). C'est pourquoi nous devons éviter tout retour de l'inflation (...). En clair, cela signifie que la demande publique et privée devra être parfaitement maîtrisée. »*

Le ministre de l'économie ajoute : *« Plus que jamais la priorité est à donner à l'investissement productif et donc à l'augmentation de l'épargne nationale au détriment de la consommation immédiate. Nous n'y arriverons pas sans un vigoureux effort du pays tout entier (...). L'important, c'est que cette hausse d'origine externe* [la hausse des prix du pétrole] *soit rapidement absorbée par notre économie. »* Après avoir jugé excessive la baisse de la Bourse de Paris (*« Il est grand temps que les opérateurs regardent un peu plus loin... »*), le ministre émet un pronostic plutôt optimiste sur l'avenir : *« Si elle reste dans les proportions actuelles, la hause du pétrole doit pouvoir être absorbée sans dommage majeur par le Japon et l'Europe occidentale, dont les économies sont en bonne position après l'assainissement des années 80. L'économie mondiale est moins dépendante du pétrole qu'il y a vingt ans, c'est en particulier le cas de la France. Les réserves de pétrole sont abondantes et les pays producteurs ont intérêt à les commercialiser. »*

□ **Pas de changement de politique économique, selon M. Charasse.** – *« Il n'est pas question pour l'heure de changer d'orientation ni de politique »*, a déclaré dimanche 19 août M. Michel Charasse, ministre du budget, qui s'exprimait à Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire). *« Si cette crise devait se prolonger ou s'aggraver, il faudrait prendre les mesures nécessaires. Nous ne les préparons pas mais nous nous y préparons, en espérant que la sagesse l'emporte »*.

Les pays membres de l'OPEP restent toujours divisés sur l'opportunité d'une réunion d'urgence

Après leur raffermissement des jours précédents, les cours du brut avaient tendance à s'effriter, lundi 20 août, perdant 20 cents à 26,90 dollars sur le marché de Rotterdam. L'intention affichée des Saoudiens d'augmenter leur production (*le Monde* daté 19-20 août) a contribué à cette accalmie. Les pays membres de l'OPEP, restaient, en début de semaine, divisés sur l'opportunité d'une réunion d'urgence.

La crise du Golfe et la détermination de Saddam Hussein rendent-elles nécessaire une réunion d'urgence de l'OPEP destinée à compenser le manque à produire de 4 millions de barils/jour (mbj) laissé par l'Irak et le Koweït ? L'OPEP restait divisée, en début de semaine entre les partisans d'une rediscussion immédiate des quotas et les membres de l'organisation préférant attendre.

Lundi 20 août, l'agence de presse nationale algérienne annonçait qu'une majorité de pays membres, dont l'Algérie, avait accepté l'idée d'une réunion d'urgence, confirmant toutefois la subsistance de différends sur la date et la procédure à suivre. Les bureaux de l'OPEP à Vienne refusaient d'apporter la moindre confirmation sur l'existence de cette majorité. La veille, le ministre vénézuélien des affaires étrangères, M. Reinaldo Figueredo, avait affirmé que sept pays de l'OPEP étaient favorables à une réunion extraordinaire, tout en refusant de les nommer.

Si l'Arabie saoudite et le Venezuela prêchent l'urgence, il semble que la majorité de leurs partenaires soient hostiles pour l'instant à toute précipitation. Dans un entretien publié le 19 août par le quotidien saoudien *Asharq Al Awasat*, le ministre du pétrole, M. Hicham Nazer, a admis que rien n'avait encore été décidé par les pays membres, précisant que seul le Venezuela avait accepté l'idée d'une réunion.

Outre l'Irak qui a menacé de représailles ceux de leurs partenaires qui dépasseraient leurs quotas, l'Iran, le Nigéria et l'Equateur ont manifesté leur opposition à toute décision rapide. De son côté, l'Indonésie a proposé d'attendre jusqu'au début du mois de septembre, préférant agir lorsque les stocks de pétrole des pays consommateurs auront diminué de façon significative. S'il suffit d'une majorité de sept membres sur treize pour réunir l'OPEP, les décisions importantes se prennent uniquement selon le mode du consensus (*le Monde* daté 19 – 20 août).

Eviter un « Caire pétrolier »

On fait remarquer, dans les milieux pétroliers, qu'une conférence extraordinaire au plus fort de la tension dans le Golfe risquerait d'entraîner l'organisation dans *« une tourmente politique et militaire »* susceptible de provoquer son éclatement. Ryad et Caracas sont soupçonnés d'agir sous *« pression américaine »*.

D'aucuns redoutent de surcroît qu'une concertation des membres de l'OPEP ne se transforme en *« Caire pétrolier »*, faisant allusion au récent échec du sommet arabe.

Dans ce contexte, il est peu probable que le vœu des Saoudiens de convoquer l'organisation avant jeudi 23 août, date de la réunion d'urgence à Paris des 21 membres de l'AIE (Agence internationale de l'énergie), ne soit satisfait.

Composée de tous les membres de l'OCDE à l'exception de la Finlande, de l'Islande et de la France (celle-ci pourrait y adhérer prochainement, d'après les déclarations de M. Michel Pecqueur, ancien patron d'Elf Aquitaine, aux *Echos* du 20 août), l'AIE va se pencher sur la situation de l'approvisionnement pétrolier.

Depuis le début de la crise du Golfe, l'OPEP et l'AIE considéraient que la situation ne justifiait pas la prise de mesures d'urgence. Actuellement, chacun temporise et attend de l'autre qu'il prenne l'initiative... Il reste que l'Arabie saoudite et le Venezuela paraissent déterminés à accroître sans attendre leur production de pétrole. En plus de son quota actuel de 5,38 mbj, Ryad affirme pouvoir extraire 2 mbj supplémentaires, soit une compensation de près de la moitié du manque irakien et koweïtien.

Le Venezuela et les Emirats arabes unis auraient quant à eux la possibilité d'augmenter chacun de 0,5 mbj leur production. Il resterait à trouver un million de barils/jour chez les autres pays pétroliers pour compenser totalement le défaut irako-koweïtien. Les adversaires d'une telle stratégie observent que tout supplément de production viendrait gonfler les stocks, précisant que la demande de brut adressée à l'OPEP dépasse à peine 21 mbj, pour une production (en juillet) de 23,5 mbj.

E. F.

Framatome plaide pour une relance du nucléaire

Le constructeur français de chaudières nucléaires Framatome a publié, vendredi 17 août, un communiqué dans lequel il plaide à nouveau, à l'occasion de la crise du Golfe, en faveur d'un développement de l'énergie nucléaire dans le monde. Dans leur projets énergétiques, les Américains n'envisagent pourtant pas de recourir à l'atome pour faire face aux conséquences du renchérissement du pétrole.

« La crise du Golfe rappelle aujourd'hui que le Moyen-Orient contrôle 80 % des réserves de pétrole mondiales et met en évidence la fragilité de l'équilibre des marchés internationaux de l'énergie », note le communiqué Framatome, qui ajoute : *« La crise va, sans aucun doute, relancer les programmes d'équipement dans le monde et accélérer la sortie du creux de la vague nucléaire. (...) Framatome est prêt à répondre aux demandes de ce marché exigeant. »* Le constructeur français de chaudières nucléaires se frotte les mains devant les événements qui frappent les grands rivaux de l'atome : les pétroliers.

Il y a peu de temps, on avait vu les partisans du nucléaire chercher à tirer parti de l'effet de serre et se poser en défenseurs de l'environnement (*le Monde* du 23 septembre 1989). On voit aujourd'hui Framatome se saisir de la crise du Golfe pour rappeller que *« le nucléaire est la clé de notre indépendance énergétique »*, qui *« permet, dans un contexte international instable, d'atténuer fortement l'impact des fluctuations de prix et assure à la France une sécurité énergétique à long terme »*. Et de vanter tous les bienfaits que le pays a tirés de ses choix en faveur de l'atome, faits d'ailleurs en leurs temps sur fond de choc pétrolier : le taux d'indépendance énergétique a frôlé cette année les 50 %, il a plus que doublé en dix ans...

Les ingénieurs de Framatome vont même jusqu'à assurer, tout en se protégeant derrière *« les experts »*, que *« le prix de revient du kilowatt/heure fuel est en moyenne deux fois plus élevé que celui du kilowatt/heure nucléaire ; en période de crise pétrolière, il peut même atteindre quatre fois son prix »*. Et d'ajouter : *« C'est dire les économies en devises qui ont été réalisées depuis le lancement du programme français. Sans ce choix fondamental, la facture énergétique de la France, qui est actuellement de 80 milliards de francs, se situerait sans doute entre 140 et 230 milliards de francs. »* La fourchette est large !

Le ton adopté par Framatome tranche avec la retenue dont fait preuve EDF : on y évite tout cocorico et on s'y montre infiniment plus nuancé. *« S'il s'agit d'un coup de semonce qui rappelle que l'électricité, c'est la stabilité, alors c'est bon pour nous. Si la crise relance l'inflation, c'est différent, car nous dépendons de la croissance économique »*, nous explique M. François Ailleret, directeur général adjoint d'EDF.

Selon lui, la perte de 1 % de PIB équivaut à une baisse de 1 % de la consommation d'électricité, entre 3,5 et 4 milliards de kilowatt/heure (1). Rappellant que ce sont toujours les pays pauvres qui souffrent les premiers des chocs pétroliers, il ajoute que *« si la crise est durable, ce n'est pas bon pour l'électricité »*.

L'oubli américain

En réalité, toute la question est de savoir ce qui sera décisif pour le nucléaire, de l'avantage d'un baril cher ou de l'inconvénient d'un ralentissement de la croissance que cela induirait. Pour reprendre l'expression d'un dirigeant de la maison, existe-t-il un *« prix d'indifférence »* du pétrole où les deux facteurs s'équilibrent ? En tout cas, si elle change, la donne ne se modifiera que lentement et, selon les experts, un éventuel regain de faveur pour le nucléaire devrait venir des Etats-Unis.

C'est déjà sur ce pays que les « nucléocrates » avaient les yeux fixés, dans l'espoir d'un redémarrage dont on parlait prudemment pour 1996. A cet égard, les propos du secrétaire américain à l'énergie M. James Watkins ont dû les décevoir : mercredi 15 août, il estimait que les Etats-Unis pouvaient remplacer 90 % de leurs approvisionnements pétroliers en provenance d'Irak et du Koweït, pour partie par des économies d'énergie et par un accroissement de la production intérieure.

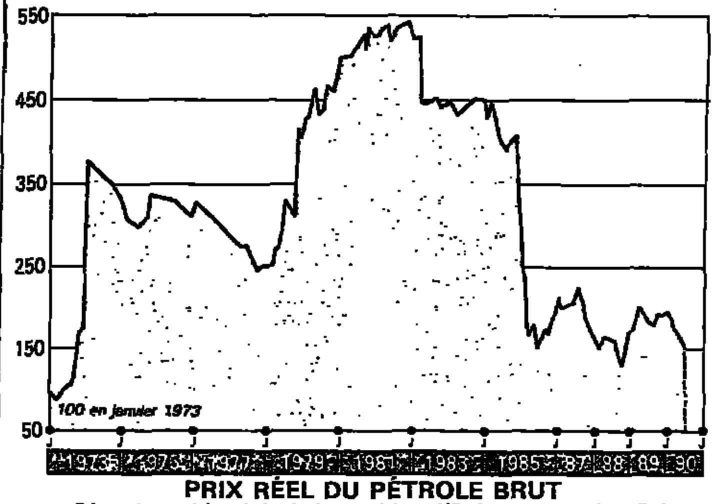
Et il ajoutait qu'il fallait aussi encourager les centrales électriques à utiliser d'autres sources d'énergie que le pétrole. Mais M. Watkins proposait de lui substituer le charbon et ne parlait à aucun moment du nucléaire...

Cet « oubli » devrait inciter Framatome à la patience, d'autant qu'une crise durable risque aussi d'assécher encore plus les ressources financières des pays de l'Est, clients potentiels des vendeurs de centrales nucléaires.

FRANÇOISE VAYSSE

(1) En revanche, selon M. Ailleret, une hausse du brut ne devrait pas peser trop sur les comptes d'EDF : à la fin juin, on n'avait brûlé que 700 000 tonnes et on prévoit d'en consommer environ 300 000 de plus d'ici à la fin de l'année. Selon lui, un renchérissement durable de 10 dollars coûterait environ 110 millions de francs à EDF cette année.

La vérité sur le prix de l'or noir



PRIX RÉEL DU PÉTROLE BRUT
Prix sur le marché en droits de tirage spéciaux, déflaté, compte tenu de l'inflation dans les pays de l'OCDE.

L'évolution du prix réel du pétrole brut depuis le début des années 1970 révèle un élément important dans la crise actuelle du Golfe. En termes de pouvoir d'achat, c'est-à-dire compte tenu à la fois de la valeur du dollar – la monnaie de facturation – et de l'inflation, le prix du baril était pratiquement identique en juin 1990 à celui en vigueur à la mi-1973, c'est-à-dire avant les deux chocs pétroliers de 1974 et 1979. Les pays industrialisés, consommateurs d'or noir, ont largement profitéde cette manne.

Selon le ministère du travail

Les créations d'emplois se sont ralenties dans les grandes entreprises

Le rythme des créations d'emplois dans les établissements de cinquante salariés et plus s'est nettement ralenti au cours du premier trimestre 1990. Selon une enquête du ministère du travail, la progression atteint 0,1 % au cours des trois premiers mois de cette année contre 0,6 % pour le dernier trimestre 1989.

La hausse des effectifs reste soutenue (+ 0,8 %) dans le secteur bâtiment-génie civil et agricole mais le tassement est net dans le tertiaire (+ 0,2 % contre + 0,8 % pour le trimestre précédent). Dans l'industrie, le ministère fait état d'un recul de 0,2 %. Néanmoins, le marché de l'emploi reste actif dans les établissements de cinquante salariés et plus.

Si les embauches sous forme de contrats à durée déterminée marquent un palier, les contrats à durée indéterminée progressent de 2,4 % alors que les démissions sont en augmentation (de 1,7 % à 1,9 % des effectifs d'un trimestre à l'autre).

5,3 milliards de francs en quelques jours

Ventes massives d'or soviétique

Le ministre de la justice de la Fédération de Russie, M. Nicolai Fyodorov, a déclaré dans un entretien aux *Izvestia* que l'URSS avait vendu pour 1 milliard de dollars (5,3 milliards de francs) d'or sur les marchés étrangers en l'espace d'une ou deux semaines.

Une accélération spectaculaire du rythme des ventes quand on sait que Moscou cède d'ordinaire, chaque année, pour 2 à 3 milliards de dollars de métal fin.

M. Fyodorov n'a pas précisé qui étaient les destinataires de cet or. Ils pourraient servir de dépôts bancaires pour garantir les nombreux prêts demandés en Occident par l'Union soviétique.

Les ventes de yearlings à Deauville

Discrétion arabe record japonais

Préoccupés par la crise du Golfe, les acheteurs arabes se sont montrés très discrets lors de la première session de vente de yearlings, samedi 18 août à Deauville, laissant le champ libre aux acheteurs japonais (*le Monde* du 14 août).

Le Français Patrick Baume agissant pour le compte du propriétaire nippon M. Kihachiro Watanabe a ainsi payé le prix record de 6,5 millions de francs pour un poulain de dix-huit mois. Ce chiffre, est égal en franc constant à celui concédé en 1989 par le cheik Mohammed Al-Maktoum, émirat de Dubaï, au cours d'une même vente de l'Agence française de vente du pur-sang. – (*AFP.*)

هكذا من الإهمال

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Les manifestations contre le projet de TGV

Vingt mille passagers retardés dans la vallée du Rhône

Après les manifestations organisées, le 18 août, par la Coordination associative régionale de défense de l'environnement (CARDE), contre le projet de TGV dans la vallée du Rhône, en Provence et en Languedoc, toutes les parties au conflit se déclarent satisfaites. La CARDE se félicite de la mobilisation de ses troupes, qui ont occupé neuf gares et retardé, pendant plusieurs heures, près de vingt mille voyageurs. La SNCF, elle, se réjouit que les manifestants n'aient jamais été plus de quatre mille. Le dossier n'a pas avancé pour autant et M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, a rappelé, dans un entretien publié le 18 août par France-Soir que, s'il n'excluait pas des modifications de tracés, il était hors de question de suivre « les faiseurs d'illusions qui *laissent entendre que les trains à grande vitesse pourraient emprunter sans de graves problèmes des voies existantes d'ores et déjà surchargées ou des couloirs ferroviaires au cœur des agglomérations* ».

La « victoire » de Miramas

MIRAMAS

de notre envoyé spécial

Dans la nuit chaude, une clameur s'élève au-dessus de la gare de Miramas, dans les Bouches-du-Rhône. Plusieurs centaines de Provençaux, hommes, femmes et enfants, massés derrière leurs élus ceints d'écharpes tricolores, provoquent le retrait des CRS, boucliers et fusils lance-grenades en bandoulière. Il est 1 heure du matin. Le ballast de cet important nœud ferroviaire aux bâtiments tout neufs reste donc aux adversaires du TGV qui l'occupent depuis plus de quatre heures. C'est un moment d'émotion et le point culminant de cette folle soirée du 18 août dont les Méridionaux tireront sans doute un jour des récits homériques.

Tout avait commencé gentiment en début d'après-midi. De petits commandos de militants en short et chemisette, accrochant leurs banderoles aux platanes, avaient installé quelques barrages filtrants sur les routes. Ainsi, à Vermègues, sur la N 7, deux ou trois tracteurs placés en quinquonce à la hauteur d'un bistrot suffisent à créer un bouchon pour rire.

« Nous, à Brest, on le voudrait... »

Les vacanciers qui remontent sont au courant, ceux qui descendent ne sont pas autrement surpris. La plupart prennent le retard avec le sourire. Beaucoup approuvent. Les grincheux remontent leurs vitres. Seul un Breton s'étonne : *« Nous, à Brest, on aimerait bien l'avoir, votre TGV. Si on vous le propose, ne vous plaignez pas ».*

A la terrasse du café, un personnage du genre costaud et curieusement vêtu d'un veste de garden-party, accorde des interviews en série. C'est Gérard Perrier, quarante-deux ans, professeur de lettres à Marseille, le président de la CARDE, la coordination de quatre-vingt-dix associations locales et professionnelles qui se sont dressées contre le projet de ligne à grande vitesse.

Subtil, il dissocie les trois branches du TGV Méditerranée : *« Pour le Languedoc et le Paris-Marseille,* explique-t-il, *les lignes nouvelles sont d'intérêt général et nous ne les refusons pas. Mais nous souhaitons qu'elles suivent les couloirs ferroviaires existants. En revanche, le tronçon Avignon-Fréjus n'a aucune vocation européenne. Il n'a pas d'intérêt pour la France et ne sera qu'une vache à lait pour la SNCF. A celui-là, nous opposons un non catégorique. »* Pour le reste, il renvoie aux élus. Ceux-ci détaillent, avec un peu d'emphase, les vergers, les vignobles, les milliers d'exploitants, les villages prospères, les forêts, les sites naturels, les trésors archéologiques qui, selon eux, seraient ruinés par la voie nouvelle. *« Notre atout économique,* plaident-ils, *c'est la qualité de la vie. Elle n'attire pas seulement les touristes, mais aussi les entreprises du tertiaire et de haute technologie. Le TGV nous en priverait. »*

Quand on s'étonne de ce front du refus, alors que la région a déjà subi sans grogne, en trente ans, les saignées du canal de Provence, de l'autoroute A 7 et des lignes à haute tension, ils répondent : *« Justement, trop c'est trop. Les esprits ont changé. Les Provençaux ont redécouvert leur terroir et maintenant, ils le défendent. »*

Visite guidée dans l'arrière-pays

A l'étranger qui parcourt la N 7, où la Provence se prostitue à coups d'écriteaux et de publicités hideuses, on propose une balade dans l'arrière-pays, sur le tracé du prochain TGV. Voici, au bout d'une allée de chênes verts plusieurs fois centenaires, un délicieux château dix-huitième, entouré de 70 hectares de vignes d'appellation contrôlée . Voici les colonnes d'un temple romain encore debout et que rien ne signale. Puis on grimpe sur un piton parmi les ruines et l'ancien village de Vernègues, abattu jadis par un tremblement de terre. A voir les petits damiers d'exploitation bordés de séparations, on comprend que la moindre amputation soit perçue comme une catastrophe.

Au loin, l'horizon est borné par les Alpilles, le Lubéron, la montagne Sainte-Victoire, le massif des Maures, des noms et des lieux de rêve qui, plus que jamais, nourrissent le mythe provençal. En pointant du doigt ces collines magiques où crissent les cigales, on se persuade en effet que ce pays de charme ne peut être traité comme un autre.

Mais la journée n'est pas finie. A Senas, à Châteaurenard, dans les Bouches-du-Rhône, à Bollène dans le Vaucluse, aux Arcs dans le Var, à Pujaut dans le Gard, les associations ont donné rendez-vous à leurs militants : *« Munissez-vous de provisions, de chandails et de lampes électriques, la nuit sera longue »*, a-t-on prévenu.

De Châteaurenard, douze cars spécialement affrétés conduisent les manifestants vers une destination inconnue . Après quelques détours pour tromper la police, ils débarquent par surprise à Miramas, au nord de l'étang de Berre, point de passage obligé pour tout ce qui circule sur les voies du Sud-Est. M. Léon Douchet, député RPR des Bouches-du-Rhône, est au premier rang des six cents personnes qui, sans coup férir, s'installent sur les rails.

Armistice négocié

Dès lors, la tension va monter d'heure en heure, car bientôt, voici un commissaire divisionnaire suivi d'une centaine de CRS. *« On nous garantit qu'il n'y aura pas de violences,* annonce Henri Bodard, chargé de cours à l'université d'arboriculture, vice-président du CARDE et organisateur de l'opération. *Restez calmes, et asseyez-vous sur les voies. »* Pour garder le moral, on scande : *« Delebarre, ton tracé, y en a marre. »* Ou *« Delebarre au placard »* .

Mais soudain, à 23 h 30, un train de marchandises surgit dans l'obscurité sur une voie que les manifestants ont omis d'occuper. Les CRS s'interposent. Quelques bousculades suivent, dangereuses car une personne pourrait tomber sous les roues du convoi.

Du coup, un commando déborde les forces de l'ordre et va barrer les rails un peu plus loin. Il est clair désormais qu'à ce petit jeu, on n'en finira pas de la nuit. Alors, on négocie. En fin de compte, l'honneur est sauf pour tout le monde : les cheminots ont fait passer le train ; les CRS l'ont protégé et les manifestants interdisent tout autre passage. A 1 heure du matin, les protagonistes signent un armistice et vont se coucher. Un à un, les trains de voyageurs assoupis quittent les voies de garage et reprennent leur course.

MARC AMBROISE-RENDU

□ **Les cantons de Suisse romande demandent une ligne TGV Genève-Mâcon.** – Les six cantons francophones de l'ouest de la Suisse se sont mis d'accord vendredi 17 août à Berne pour demander, avec l'accord du ministre helvétique des transports, le raccordement de la Suisse au réseau TGV français par la ligne Mâcon-Genève. Les cantons alémaniques devraient prendre position fin août et le gouvernement (Conseil fédéral) en octobre. Les directeurs ferroviaires des six cantons romands et celui de Berne estiment que la ligne Mâcon-Genève est la seule « *pénétrante* » permettant un raccordement à grande vitesse avec le réseau français, a déclaré M. Jean-Philippe Maître, membre de l'exécutif cantonal de Genève. – *(AFP.)*

REPÈRES

DETTE

1 300 milliards de DM pour l'Allemagne unifiée

La dette publique totale de la future Allemagne unifiée atteindra, à la fin de 1991, 1 300 milliards de DM (4 350 milliards de francs environ) contre 1,040 milliards de DM fin 1989, a annoncé samedi 19 août le gouvernement fédéral. L'endettement additionnel (mesuré au niveau des deux Etats, des Lander, des communes, auquel il faut ajouter le fonds spécial « unité allemande ») devrait s'élever à 103 milliards de DM l'année prochaine (contre 87 milliards cette année), a ajouté le gouvernement fédéral

Le Brésil refuse de payer les intérêts

Le ministre de l'économie du Brésil, Mme Zelia Cardoso de Mello, a annoncé que son pays n'avait pas l'intention de payer les intérêts de sa dette extérieure, dont le montant est estimé à 57 milliards de dollars (296 milliards de francs). La dette publique du plus gros débiteur du tiers monde s'élève à 108 milliards de dollars (562 milliards de francs). Mme Cardoso de Mello a par ailleurs précisé qu'un accord devrait d'abord être trouvé dans le cadre du FMI (Fonds monétaire international) d'ici le mois d'octobre avant que ne se déroule la négociation avec les banques. – *(Reuter.)*

□ **ERRATUM.** – Dans l'article « Motorola va mettre en place un réseau de radiotéléphone par satellites » (*le Monde* du 15 août), il fallait lire sous l'intertitre, dans la deuxième colonne : « *Ce chiffre de 77 explique d'ailleurs le choix du nom de baptême du système : l'iridium est le 77e élément dans la classification de Mendeleïev* », et non « comportant 77 atomes sur l'échelle de Mendeleïev ».

SOCIAL

Sortir de la somnolence démocratique

Suite de la première page

Aux craintes confuses ressenties par les uns, entretenues par les autres, face à la construction de l'Europe, à l'unification allemande, ou encore aux risques écologiques, s'ajoute un phénomène d'accoutumance à la marginalisation, à l'exclusion, au chômage... Notre société semble bien avoir perdu sa capacité d'indignation, qu'elle ne retrouve qu'à de trop rares exceptions (Carpentras ou la Roumanie).

Ce qui se passe à l'Est nous interroge pour nous-mêmes

Avec la fin de l'hypothèque communiste sur l'histoire de ce siècle, s'ouvre une étape nouvelle pour la démocratie. A l'Est, chaque jour qui passe consomme un peu plus l'échec d'une tyrannie fondée sur une imposture idéologique.

Que les premiers pas soient difficiles n'a rien d'étonnant. Les pays de l'Est cherchent leur voie dans un monde où la complexité ressurgit après des décennies de vitrification. Mais qu'on ne s'y trompe pas, le basculement va bien au-delà de leur situation présente.

La perspective d'une société idéale et achevée dans un monde égalitaire et pacifié apparaît définitivement pour ce qu'elle est : un mythe sans fondement. Finis les chimères, les raccourcis théoriques ou les échappatoires : la démocratie est en soi le présent et l'horizon incontournable de nos sociétés. Il n'y a en fin de compte pas d'autre ambition vraie que celle de construire dès aujourd'hui un progrès économique, social et culturel pour tous avec des tensions permanentes régulées par le seul système qui le permette : la démocratie. Fini le temps où l'on pouvait renvoyer à « des lendemains qui chantent » les solutions aux problèmes de tous les jours.

Loin d'être un objectif minimaliste, l'approfondissement de la démocratie est une des raisons d'être d'un syndicalisme authentique, libre et indépendant. C'est à coup sûr un défi pour notre société, car bien des signes montrent que nous vivons d'une certaine façon dans l'illusion démocratique. Non pas que l'Etat de droit ici fasse défaut ou que les libertés soient foulées aux pieds. La difficulté n'est pas de cette nature. Elle est dans le « chômage civique » qui monte ; elle est dans l'absence de réalité de trop de discours ; elle est dans la coupure entre l'économique et le social ; elle est dans la peur confuse face à l'avenir, face à l'autre, face à l'étranger. En somme, elle est dans la perte du sens et le manque d'exigences.

Cependant faisons attention à tout angélisme, car pas plus qu'il n'existe de société idéale, il n'y a de démocratie parfaite, de démocratie achevée, ni de démocratie définitivement acquise.

La démocratie en effet ne signifie ni la disparition des conflits ni le consensus mou. Choisir la démocratie, c'est accepter de vivre dans une société d'opinions divergentes, d'antagonismes, d'aspirations contraires et d'intérêts souvent contradictoires. C'est accepter de vivre avec son adversaire sans avoir pour but de le détruire physiquement, mais en cherchant à réduire sa capacité d'influence, de manipulation et de nuisance lorsqu'il s'agit d'organisations qui s'attaquent au fondement même de la démocratie comme l'extrême gauche ou l'extrême droite. C'est aussi avoir la capacité de construire avec les autres acteurs démocratiques les compromis nécessaires à toutes évolutions de la société.

Un syndicalisme plus fort

Je retiendrai trois conditions pour illustrer comment l'exercice de la fonction syndicale peut participer de façon positive à l'enrichissement de la démocratie.

Même s'il y a des signes tangibles d'une remontée du taux d'adhésion à la CFDT, la force globale du syndicalisme dans notre pays n'est pas à la hauteur de son rôle de contre-pouvoir.

C'est l'une des raisons pour lesquelles nous continuerons à agir pour un rapprochement intersyndical durable des organisations confédérales démocratiques. C'est également pour cette raison que nous recherchons de nouvelles formules d'adhésion à notre action pour les salariés. Parmi les voies multiples à ouvrir dans cette perspective, le chèque syndical nous paraît être une réponse à expérimenter sans hésitation. Ce chèque syndical dont la concrétisation et l'expérimentation viennent d'être contractualisées chez AXA jette les bases d'une nouvelle forme de cotisations qui entraînera des droits pour les salariés et des obligations pour l'organisation qui recueillera ces chèques. Il ouvre la voie au syndicalisme de masse indispensable à une société démocratique forte, favorise la prise de conscience et la responsabilisation des salariés. Ils constitue enfin une source de légitimité supplémentaire pour les organisations syndicales.

Enfin la présence syndicale dans les entreprises, toutes les entreprises petites ou grandes, devient une priorité, car sans présence syndicale les salariés restent dans un face-à-face forcément inégal avec leur direction. Ceux que le recul syndical satisfait feraient bien de réfléchir. La démocratie se dessèche quand le désert syndical avance.

Pas de complexe du compromis

La deuxième condition pour l'approfondissement de la démocratie, c'est qu'il importe que la recherche du compromis par la voie de la négociation soit enfin reconnue comme un acte démocratique majeur. Le compromis n'est pas synonyme de renoncement ou de soumission. Il est au contraire en démocratie l'aboutissement positif de la nécessaire confrontation des intérêts et la seule façon d'être partie prenante à l'élaboration de décisions qui nous concernent. Il n'exclut pas non plus le conflit. Mais laisser à d'autres que soi le soin de décider par un refus de discuter ou par peur de s'engager conduit tout droit à l'arbitraire et à la subordination de l'action syndicale au pouvoir politique ou économique.

Nous souhaitons donc que la contractualisation, c'est-à-dire la recherche et l'aboutissement de la négociation à un accord entre les partenaires sociaux ayant pour conséquence le respect de l'engagement pris, devienne le mode normal des rapports sociaux dans l'entreprise comme au plan national.

Une telle évolution implique des efforts tant du côté des organisations syndicales que du patronat et des forces politiques. Du côté syndical, il s'agit en particulier d'intégrer les aspects économiques, techniques et financiers comme des données nécessaires à la réflexion et à la construction de réponses pertinentes. Du côté patronal, cela suppose que les chefs d'entreprise considèrent les organisations syndicales comme des acteurs incontournables sur tout ce qui touche aux questions sociales mais aussi à la transformation et à l'organisation du travail, aux choix technologiques et techniques, aux qualifications et à la formation. Du côté des forces politiques, celles-ci doivent enfin comprendre qu'elles n'ont pas à tout traiter par la loi.

S'il n'y a pas de contestation sur la place du Parlement comme source de la légalité, cette dernière ne peut exclure d'autres formes de légitimité. Il est donc urgent de sortir de cette concurrence malsaine entre la loi et l'accord. Si, juridiquement, les deux n'ont certes pas la même valeur, l'accord négocié par les acteurs sociaux peut avoir dans les faits autant de poids qu'une loi dans la mesure où il engage les deux parties et où ils ont un intérêt commun à sa concrétisation.

Contractualiser, c'est trouver un point d'équilibre entre des intérêts et des logiques différents, c'est aussi s'engager à respecter les termes de l'accord. Par leur capacité à le faire, les acteurs feront progresser la société par la réforme, donc dans la démocratie. Mais ce qui est vrai pour les accords nationaux l'est *a fortiori* au sein des entreprises qui constituent le premier lieu d'intervention du syndicalisme et donc le premier niveau de mise en œuvre de ces règles du jeu qui fondent une certaine forme de démocratie économique.

De nombreuses entreprises tentent de mettre aujourd'hui en place de nouvelles formes de gestion participative. Ces dernières sollicitent l'implication personnelle des salariés et peuvent être pour eux l'occasion d'une valorisation de leurs compétences.

Les méthodes participatives, lorsqu'elles dépassent le stade des faux-semblants ont le plus grand besoin d'un syndicalisme qui permette à tous les salariés d'avoir une parole libre, celle de l'homme ou de la femme responsable capable de participer. Cette parole libre n'existe que si le salarié est à égalité de dignité dans les rapports hiérarchiques, ce que seule l'existence d'un contre-pouvoir peut réaliser. C'est là que le rôle du syndicalisme apparaît comme garant de cette liberté de la parole, garant de l'autonomie du salarié à l'égard de sa hiérarchie.

Savoir arbitrer entre les intérêts divergents

La troisième condition, enfin, réside dans la capacité du syndicalisme à choisir et hiérarchiser entre des intérêts divergents, voire corporatistes, du monde du travail pour promouvoir et construire de nouvelles solidarités.

Aux problèmes déjà anciens et toujours non résolus du chômage, de l'avenir de notre système de protection sociale, des politiques salariales, des inégalités, de l'insuffisante préparation professionnelle des jeunes..., s'ajoutent, à présent, de nouveaux sujets de tension comme les inégalités dans les modes de vie, l'immigration, l'avenir de nos systèmes de retraite, et les changements dans le travail. Tout ne peut pas être mis sur le même plan.

La démocratie est toujours un équilibre difficile et précaire entre le libre jaillissement des initiatives individuelles et collectives et la nécessité de les organiser.

C'est la raison pour laquelle il importe alors d'y voir clair dans la hiérarchie des priorités. Confronté aux multiples revendications, le syndicalisme doit à la fois gérer leur diversité et leur complexité. Cela ne consiste pas à les additionner mais à leur donner un sens et à arbitrer entre les demandes contradictoires. Car, si le syndicalisme a une fonction revendicative, il a aussi, dans sa tradition historique, un rôle d'éducateur.

Ainsi en est-il de la contribution sociale généralisée que souhaite la CFDT, de l'avenir des systèmes de retraite et de l'emploi. Il s'agit d'expliquer, par exemple, qu'il n'est pas choquant que les revenus de remplacement contribuent au financement de la protection sociale dès lors que tous les revenus sont concernés. D'expliquer enore que l'on ne pourra pas consolider des systèmes de retraite sans la mise à plat de tous les régimes. De convaincre que l'amélioration de la situation économique doit certes bénéficier aux salariés mais aussi aux chômeurs et à tous ceux qui sont marginalisés par un système économique impitoyable.

Sans cette capacité d'arbitrage, le syndicalisme accepterait, dans les faits, de subordonner son action à celle des gouvernants ou des forces économiques et contribuerait, à son corps défendant, à l'affaiblissement de la démocratie.

Alors ? Y a-t-il question plus urgente que de s'attaquer à l'indispensable approfondissement de la démocratie dont dépendent le progrès économique et social et les libertés ?

C'est cette exigence que la CFDT se fixe à elle-même, en souhaitant que nombreux soient ceux qui se joignent à cet effort.

JEAN KASPAR

□ **La direction micro-informatique de Hewlett-Packard à Grenoble.** – La direction mondiale micro-informatique du groupe américain Hewlett-Packard va être située en France, à Grenoble, après la nomination de M. Jacques Clay, jusqu'alors directeur des PC (ordinateurs individuels) en Europe, à la tête de la micro-informatique au niveau mondial. En revanche, le groupe conserve ses deux usines de production, dont celle de Sunnyvale en Californie.



MARCHÉS FINANCIERS

Manifestations d'agriculteurs dans le Calvados

Des agriculteurs du Calvados ont organisé, le 19 août, deux « opérations escargot » à la sortie de Caen et sur l'autoroute de Normandie pour protester contre la chute des cours de la viande due principalement à l'importation de viande étrangère. Ils demandent en outre des aides d'urgence à la suite de la sécheresse. Une première action a été déclenchée à la sortie de Caen, où près de cent personnes, avec quelques tracteurs et bétaillères, ont pris la direction de l'autoroute de Normandie, sur laquelle ils sont entrés à hauteur de Troarn.

Un autre groupe d'une cinquantaine d'agriculteurs ont pénétré en tracteurs sur l'autoroute, à la bretelle de Honfleur, et s'est rendu vers le péage de Pont-L'Evêque, circulant en cortège sur la voie de droite.

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) devait réunir, le 20 août, un conseil d'administration extraordinaire, *« en raison de la crise sans précédent que traversent les producteurs de viande bovine et en raison des effets désastreux de la seconde sécheresse consécutive »*.

Une proposition de M. Ryjkov

Les entreprises étrangères pourraient s'implanter en URSS

Réagissant aux attaques du président de la Fédération de Russie M. Boris Elstine (*le Monde* du 18 août), le premier ministre de l'URSS M. Nikolaï Ryjkov a défendu le travail de la commission chargée de la réforme économique, qui doit soumettre son projet d'ici au 1er septembre. Interrogé par l'agence TASS vendredi 17 août, M. Ryjkov s'est déclaré prêt à prendre en compte *« tout ce qui est valable »* dans le programme actuellement élaboré par une autre commission co-présidée par MM. Gorbatchev et Elstine. M. Ryjkov a par ailleurs ouvert la perspective de l'implantation véritable d'entreprises étrangères en URSS estimant qu'il est désormais impossible de dépendre uniquement des sociétés-mixtes, la seule forme de coopération économique poussée actuellement autorisée entre l'URSS et les pays étrangers. La nouvelle loi sur les entreprises étrangères serait soumise au parlement à l'automne.

Numéro trois mondial

Le papetier James River annonce un plan de restructuration

Le papetier américain James River, installé à Richmond (Virginie), prévoit de se recentrer sur les produits de grande consommation et de céder dans l'année qui vient certaines activités représentant un quart de son chiffre d'affaires.

Ces mesures sont la conséquence du ralentissement des ventes de papier sur le marché américain, phénomène qui a entraîné une baisse de 13 % des bénéfices de James River en 1989. Ceux-ci se sont élevés à 222 millions de dollars (1,15 milliard de francs) pour un chiffre d'affaires de 5,9 milliards de dollars (30,6 milliards de francs).

Pour retrouver une meilleure rentabilité, James River va donc se concentrer sur ses activités destinées au grand public comme les essuie-tout (Okay), le papier toilette (Lotus, Moltonel), les gobelets et assiettes en papier et plastique ainsi que l'emballage alimentaire.

Gaz de France intéressé par la distribution du gaz en RDA

Gaz de France (GdF) est intéressé par la privatisation du grand distributeur est-allemand de gaz, Verbundnetz Gas (VNG) : l'entreprise française a des contacts *« exploratoires »* avec ses homologues à Berlin à ce sujet. A Paris, on indiquait lundi 20 août que GdF *« pourrait éventuellement apporter des capitaux, selon des modalités à définir avec les pouvoirs publics, notre tutelle »* ou qu'elle pourrait faire profiter VNG de son *« expérience de la conversion (*NDLR : c'est-à-dire le passage du gaz manufacturé au gaz naturel) *pour la distribution et le stockage sous-terrain »*.

Les discussions n'ont pas encore été entamées officiellement mais GdF n'exclut donc pas de rentrer au capital de VNG, dont 55 % des actions sont encore à vendre. Le 29 juin dernier, Ruhrgas AG et BEB ont pris respectivement 35 % *et 10 % des parts* VNG, *une compagnie* qui contrôle 8 300 kilomètres de pipelines et qui est évaluée à 1 milliard de Deustchemark (3,35 milliards de francs). BEB, déjà actionnaire à 25 % de Ruhrgas, est détenu à 50/50 par Exxon et Shell.

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

PUBLICATION DE JUGEMENT DÉCLARATIF D'ABSENCE

Cabinet de Me Françoise ROBAGLIA, avocat, 45, bld. Gambetta, 46000 CAHORS

Par jugement rendu le 21 juin 1990, le tribunal de grande instance de CAHORS a déclaré l'absence de M. René DOUMERG, né le 18 février 1912 à CATUS, dont le dernier domicile connu était situé 5, rue de Meilhac, à PARIS, à compter du 5 mars 1978.

Par jugement rectificatif du 12 juillet 1990, le tribunal de grande instance de CAHORS a dit que le jugement déclaratif devra être publié dans un délai de six mois à compter du prononcé dudit jugement, par application de l'article 1068 du nouveau code de procédure civile.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 29 décembre 1989

	10 août	17 août
Valeurs franç. à rev. variable	87,8	82,9
Valeurs industrielles	89,2	84,2
Valeurs étrangères	89,9	87,9
Pétroles-Energie	126,9	122,2
Chimie	81,9	79,3
Métallurgie, mécanique	76,4	70,8
Electricité, électronique	100,9	94,6
Bâtiment et matériaux	86,1	79,8
Ind. de consommat. non alim.	81,8	74,9
Agro-alimentaire	88,4	83,2
Distribution	97,8	74,6
Transports, loisirs, services	99,5	93,9
Assurances	83,7	79,3
Crédit banque	91,5	88,4
Sicomi	89,5	88,1
Immobilier et foncier	88,9	87,6
Investissement et portefeuille	79,2	73,9
Base 100 : 29 décembre 1989		
Valeurs franç. à revenu fixe	98,5	98
Emprunts d'Etat	97,6	96,9
Emprunts garantis et assimilés	96,7	95,2
Sociétés	97,3	96,9
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	4 093,6	3 808,4
Valeurs étrangères	4 296,6	4 111,9
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	582,1	549,8
Valeurs étrangères	561,8	549,3
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	111,6	110,9
Emprunt d'Etat	92,7	92
Emprunts garantis et assimilés	110,2	109,7
Sociétés	112,2	111,7
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	486,1	461,4
Produits de base	383,2	365,8
Construction	504,1	479,9
Biens d'équipement	307,5	288,8
Biens de consomm. durables	424,4	402,6
Biens de consomm. non durables	587,2	548,3
Biens de consomm. alimentaire	749,5	702,8
Services	506,9	483,3
Sociétés financières	543,1	529,2
Sociétés de la zone franç. exploitant principalement à l'étranger	432,1	422,6
Valeurs industrielles	464,7	429,2
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	309,3	293,7

Un diamant de 345 carats découvert au Zaïre

Un diamant d'une valeur de 3,8 millions de dollars (20 millions de francs environ) et d'un poids de 345,70 carats vient d'être présenté au Centre national d'expertise des substances minérales (CNE) zaïrois.

Cette pierre précieuse, qui a été découverte par la Société d'exploitation de diamants industriels du Zaïre (SEDIZA), est un diamant de forme allongée sans « crapaud » (défaut dans la pierre), mis à part quelques cassures situées à ses extrémités. La SEDIZA a produit en 1989 pour plus de 10 millions de dollars de diamants industriels. Un diamant de 223,7 carats d'une valeur de 2,5 millions de dollars (13 millions de francs) avait déjà été enregistré par le CNE au début de cette année.

PARIS, 20 août ↓

Nouvelle hémorragie

Le moral des boursiers a encore pris un coup, lundi, à la Bourse de Paris, alors que le risque de guerre est plus imminent que jamais.

Dès l'ouverture, la cote abandonnait 1,3+%, après le recul de la Bourse de Tokyo, survenu quelques heures auparavant, dans la foulée du recul de Wall Street vendredi (– 1,36 %).

La baisse s'est accentuée à l'annonce de l'interception par les Irakiens, dans un hôtel de Koweït, de quatre-vingt-deux Britanniques.

La situation des « otages » occidentaux inquiète les milieux financiers, qui voient mal comment les Etats-Unis pourraient prendre une initiative militaire dans ces conditions.

Lundi, les premiers vacanciers d'août sont de retour. *« Ils vendent des titres sur lesquels ils sont encore gagnants »*, déclarait un professionnel. Mais ils vendent dans le vide, car les investisseurs institutionnels, seuls susceptibles d'acheter, sont absents du marché lundi.

L'appel au calme de M. Pierre Bérégovoy n'est en tout cas pas entendu à la Bourse, où l'on constate, pour la première fois depuis le début de la crise, une tension sur les taux à court terme. Pendant quinze jours, la courbe des taux s'est rétablie grâce à la hausse des taux à long terme.

Suez a cassé lundi matin son cours de privatisation der 317 F, à 308 F, vers 14 heures. Cette baisse est d'autant plus spectaculaire que la Compagnie de Suez a vu ses actifs tripler en trois ans avec le rachat de la Générale de Belgique et de Victoire.

A 14 heures, l'indice CAC 40 perdait 4 %, après avoir abandonné jusqu'à 4,62 % à 13 h 15.

TOKYO, 20 août ↓

Repli

Dans un marché très calme, la Bourse de Tokyo a terminé la séance de lundi sur un repli, les indices étant proches de leur plus bas niveau atteint dans la journée.

Après une hausse de 0,5 % en fin de matinée, l'indice Nikkei a cédé 1,11 % soit 296,25 yens à 26 490,47 yens, après un niveau plus bas de 26 456,09.

Quelque 110 millions de titres ont été échangés durant la session du matin contre 170 millions vendredi matin et 300 millions pour l'ensemble de la journée de vendredi.

VALEURS	Cours du 17 août	Cours du 20 août
Akai	791	780
Bridgestone	1 290	1 230
Canon	1 610	1 640
Fuji Bank	2 370	2 380
Honda Motors	1 510	1 500
Matsushita Electric	1 800	1 780
Mitsubishi Heavy	833	830
Sony Corp.	7 850	7 610
Toyota Motors	1 950	1 950

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Ciba-Geigy : 12 % de bénéfice en moins au 30 juin.** – Le groupe Ciba-Geigy, numéro un de la chimie en Suisse, annonce pour le premier semestre une baisse de 12 % de son bénéfice après impôts dont le montant revient à 1,216 milliard de francs suisses. *La marge brute diminue de* 9 % à 1 748 millions de francs suisses pour un chiffre d'affaires consolidé de 10,9 milliards de francs suisses (– 2 %). Corrigées des variations de change, les ventes du groupe sont en augmentation de 5 %. La direction explique cette évolution par la vigueur du franc suisse. Pour l'ensemble de l'exercice, elle s'attend à des résultats généralement inférieurs à ceux de 1989.

« Le ralentissement de la croissance des industries nord-américaines de l'automobile, du textile et de la construction, ainsi que les problèmes structurels de l'Amérique latine et de l'Europe de l'Est, ont été particulièrement préjudiciables au développement de nos affaires », indique encore la direction qui fait état d'une demande *si vive sur d'importants marchés que « certains secteurs d'activité, confrontés à des goulets d'étranglement, n'ont pas pu exploiter pleinement les possibilités de vente. »*

□ **Les champagnes Roederer contrôlent les portos Ramos Pinto.** – La maison de champagne Roederer a pris une participation majoritaire de 51 % des portos Ramos Pinto pour un montant total 55 millions de francs, dont 10 millions pour une augmentation de capital. Ramos Pinto, avec quelque 180 hectares de vignes, possède un vignoble équivalent à Roederer, qui réalise deux tiers de son chiffre d'affaires à l'exportation. Roederer entend ainsi continuer sa politique de diversification et d'implantation à l'étranger après un investissement de 100 millions en Californie (720 000 bouteilles en 1989) et de 6 millions en Australie.

□ **Adidas augmente sa participation dans sa filiale hongroise.** – Le groupe Adidas (articles de sport), qui vient de passer sous le contrôle de l'homme d'affaires français Bernard Tapie, va augmenter de 51 % à 85 % sa participation dans sa filiale hongroise Adidas-Budapest. D'ici au 31 décembre, le groupe escompte avoir acheté les parts appartenant à trois autres actionnaires et représentant respectivement 9 %, 10 % et 15 % du capital. Adidas-Budapest n'aura alors plus que deux actionnaires : Adidas et la Banque du commerce extérieur de Hongrie (15 %).

□ **Ferranti : l'augmentation de capital souscrite à 47 %.** – L'augmentation de capital de 46,8 millions de livres (470 millions de francs) lancée en juillet par Ferranti International a été souscrite à seulement 47 %, a annoncé le groupe d'électronique de défense. Néanmoins, Ferranti recevra l'intégralité de l'appel de fonds car l'émission avait été entièrement garantie par un groupe d'institutions financières.

L'échec de l'augmentation de capital était attendu dans la City depuis que Ferranti avait annoncé à la fin juillet une perte annuelle avant impôts de 162 millions de livres. Celle-ci reflétait en partie les conséquences de l'apparente fraude aux faux contrats découverte l'an dernier pour un montant de 215 millions de livres dans les comptes de la filiale américaine International Signal and Control (ISC), mais également des difficultés plus profondes.

□ **Banco Comercial (Uruguay) vendu à un consortium international.** – La banque uruguayenne Banco Comercial, établissement public depuis 1986, a été cédée pour 30 millions de dollars (160 millions de francs) à un groupe financier international représenté par Banco General de Negocios de Argentina (BGN). Le groupe d'acheteurs est composé du consortium panaméen San Luis Investment, qui détient 28 % des actions, de Chemical Bank (EU), du Crédit suisse et de Deutsche Sudamerikanische Bank (RFA) avec chacun 24 % des parts.

□ **Pampryl vient d'acquérir 40 % de Citricola Correntina.** – JFA Pampryl, filiale du groupe français Pernod-Ricard, vient d'annoncer une prise de participation de 40 % du capital de l'argentin Citricola Correntina (production et transformation d'agrumes). Citricola Correntina, implanté à Bellavista dans la province de Corrientes, produit annuellement 3 000 tonnes de concentré. La société française a, pour sa part, une production annuelle de 128 millions de litres de jus de fruit, nectars et autres boissons fruitées sous les marques Pampryl et Banga.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	420	415	IN2	280	280
Asystel	105	....	I.P.B.M.	133	133
B.A.C.	194 80	192	Loca investis.	322 20	309 40
Bqe Tarneaud	171	175	Locamic	113 50	111
B.I.C.M.	840	840	Mazza Comm.	144 10	140
Boiron (Ly)	361	361	Métall. Minière	183 40	181 80
Boisset (Lyon)	231 60	....	Molex	181	....
Câbles de Lyon	3018	2928	Navale-Delmas	922	....
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1100	1070	Olivetti Logabax	590	588
Calberson	453 90	441	Om. Gest. Fin.	595	593
Cardif	525	520	Presbourg	92	92
C.E.E.	345	345	Présence Assur.	550	388 50 o
C.E.G.E.P.	255	255	Publ. Filipacchi	576	559
C.F.P.I.	265	254 40	Razel	586	570
Ciments d'Origny	600	....	Rhône-Alp. Ecu (Ly)	329	329
C.N.I.M.	1090	1100	St-H. Matignon	233	226 20
Codetour	276	275	S.C.G.P.M.	597	....
Comareg	315	305 60	Segin (Li)	300	290
Conforama	950	....	Select Invest (Ly)	100	100
Creeks	335	325	Serbo	460	459
Dalsa	210 50	....	S.M.T. Goupil	200	194 10
Dauphin	574	....	Sopra	197 90	....
Demachy Worms Cie	576	575	Supra	180	173
Desquenne et Giral	274	263 50	TF1	250	241
Devanlay	901	885	Thermador H. (Ly)	265	260
Deville	438 50	439 20	Unilog	174 60	170
Dolisos	164 90	161	Union Fin. de Fr.	446	415 30 o
Editions Belfond	265	265	Viel et Cie	175	159 50 o
Elysée Invest.	13 50	13	Y. St-Laurent Groupe	865	887
Europ. Propulsion	380	....			
Finacor	195	....			
Garonor	865	....			
GFF (group.fon.f.)	368 60	354			
Grand Livre	440	440			
Gravograph	215	214			
Gorzoli	950	....			
I.C.C.	250 10	250 10			
IDIA	315	309			
Idianova	148	143 50			
I.M.S.	1135	1102			

Marché des options négociables le 17 août 1990

Nombre de contrats : 19 848

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Bouygues	720	–	–	220	–
CGE	600	5,50	18	67	–
Elf-Aquitaine	720	11,50	–	42	42
Eurotunnel SA-PLC	58	2,48	5,20	3,50	5
Euro Disneyland SC	100	0,69	2,90	13	–
Havas	600	1	11	72	–
Lafarge-Coppée	400	7,50	–	28	32
Michelin	80	4,50	9	4,49	9
Midi	1 200	3,70	–	225	–
Paribas	560	5	–	55	62
Pernod-Ricard	1 167	11	–	165	–
Peugeot SA	640	12	34,50	60	66
Rhône-Poulenc CI	340	3	5,10	60	–
Saint-Gobain	480	2,50	6	82,90	–
Source Perrier	1 500	12	50	118	–
Société générale	560	3	8	–	–
Suez Financière	360	6	13	38	40
Thomson-CSF	110	2	6	11,50	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 17 août 1990

Nombre de contrats : 61 505.

COURS	ÉCHÉANCES Septembre 90	Décembre 90	Mars 91
Dernier	98	99,02	99,02
Précédent	99,52	99,60	99,60

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 90
102	0,02	0,50	3,02	3,37

CHANGES

Dollar : 5,2450 F ↑

Dans l'incertitude face à l'évolution de la crise du Golfe, les marchés des changes, nerveux mais peu actifs, enregistrent, lundi 20 août, un léger redressement du dollar, après la forte baisse de la semaine dernière. Le billet vert valait à Paris 5,2490 F à l'ouverture (contre 5,2165 F vendredi soir). Le deutschemark progressait face au franc, à 3,3607.

FRANCFORT	20 août	17 août
Dollar (en DM)	1,5580	1,5520
TOKYO	**20 août**	**17 août**
Dollar (en yens)	147,52	147,35

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (20 août) .... 9 13/16 - 15/16 %
New-York (17 août) .... 7 7/8 %

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 29-12-89*)

	16 août	17 août
Valeurs françaises	82,90	80,29
Valeurs étrangères	89,60	87,20
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	470,71	461,41
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 723,41	1 661

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

	16 août	17 août
Industrielles	2 681,44	2 644,80

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

	16 août	17 août
Industrielles	1 724,90	1 678,90
Mines d'or	229,90	235,80
Fonds d'Etat	77,75	77,11

TOKYO

	17 août	20 août
Nikkei Dow Jones	26 786,72	26 490,47
Indice général	2 033,38	2 022,98

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,2425	5,2455	+ 74	+ 84	+ 150	+ 171	+ 538	+ 565
$ can.	4,5766	4,5832	– 143	– 106	– 262	– 209	– 545	– 419
Yen (100)	3,5542	3,5580	+ 67	+ 84	+ 116	+ 143	+ 370	+ 405
DM	3,3606	3,3647	+ 34	+ 54	+ 77	+ 108	+ 243	+ 291
Florin	2,9812	2,9846	+ 34	+ 48	+ 68	+ 90	+ 222	+ 251
FB (100)	16,3777	16,3973	– 25	+ 160	+ 8	+ 278	+ 399	+ 839
FS	4,0592	4,0647	+ 23	+ 49	+ 59	+ 95	+ 221	+ 279
L (1 000)	4,5547	4,5613	– 54	– 18	– 116	– 69	– 369	– 301
£	10,0446	10,0556	– 462	– 427	– 822	– 767	– 2179	– 2103

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 1/8	8 3/8	8 1/16	8 3/16	8 1/16	8 3/16	8 1/16	8 3/16
Yen	7 1/4	7 1/2	7 1/2	7 5/8	7 7/8	8	8	8 1/8
DM	7 7/8	8 1/8	8 1/8	8 1/4	8 1/4	8 3/8	8 5/8	8 3/4
Florin	8	8 1/2	8 1/4	8 3/8	8 5/16	8 7/16	8 9/16	8 11/16
F.B. (100)	8 15/16	9 3/16	9 3/16	9 7/16	9 3/16	9 7/16	9 3/8	9 5/8
F.S.	8 1/8	8 3/8	8 3/4	8 7/8	8 13/16	8 15/16	8 7/8	9
L (1000)	3 1/2	5 1/2	10 5/8	11 1/8	11	11 1/2	11 5/8	12 1/8
£	14 7/8	15 1/8	14 15/16	15 1/16	14 15/16	15 1/16	14 15/16	15 1/16
F franç.	9 3/4	10	9 13/16	9 15/16	9 7/8	10	10 1/4	10 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 20 AOUT

Cours relevés à 13 h 49

Règlement mensuel

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3670	C.N.E 3%	3800	3755	3765	- 1 18
1103	B.N.P. T.P.	995	986	986	- 0 90
1190	C.C.F. T.P.	1181	1150	1150	- 2 62
1122	Cr.Lyon. T.P.	1120	1120	1120	....
1920	Renault T.P.	1822	1806	1806	- 0 88
2030	Rhone Poul. T.P.	1900	1900	1910	+ 0 53
1135	Saint Gobain T.P.	1109	1101	1100	- 0 81
1230	Thomson T.P.	1098	1099	1098	....
995	ACCOR	828	806	776	- 6 28
785	Air Liquide	863	850	834	- 4 37
1700	Als.Superm.	1585	1550	1530	- 3 47
520	A L S P I	410	400 20	373	- 9 02
2340	Arjom. Prioux	1660	1639	1642	- 1 08
1060	AGF Sté Centrale	850	848	849	- 0 12
1060	Ass. Entrepr.	962	962	951	- 1 14
365	Avenir H. Média	295	285	271	- 8 14
245	Axa Midi Ass.	200	195	186 50	- 6 75
280	Bafip	249	246 20	245 20	- 1 53
265	Bail-Equipem.	190	184	181	- 4 74
930	Bail Investiss.	885	886	885	....
585	Bancaire	450	450	446	- 0 89
790	Bazar H.-V.	626	626	611	- 2 40
900	Beghin-Say	734	730	730	- 0 54
1250	Berger (M)	1200	1200	1150	- 4 17
650	Bic	505	500	470	- 6 93
890	B.I.P.	783	795	780	- 0 38
580	BIS	422 10	410 10	411	- 2 63
430	B N P (CI)	357	351 10	345	- 3 36
1060	Bollore Tech.	960	950	945	- 1 56
3340	Bongrain	2802	2800	2800	- 0 07
1050	Bon-Marché	805	815	753	- 6 46
615	Bouygues	495	480	475	- 4 04
140	BP France	92 30	87 10	89 70	- 2 82
890	B S N	775	764	750	- 3 23
960	Canal Plus	884	870	846	- 4 30
485	Cap Gem.S.	398 90	395 50	387	- 2 98
3700	Carrefour	3200	3175	3175	- 0 78
146	Casino	118 50	117 90	110	- 7 17
110	Casino ADP	100 10	101	99 70	- 0 40
1120	Castorama D.L.	970	970	950	- 2 06
230	C.C.F.	169	170	159	- 5 92
117	CCMC Ly.	110	102 20	91	- 17 2
490	C.D.M.E.	399	389	382	- 4 26
530	C.E.G.I.D.	410	406	405	- 1 22
255	Centrest (Ny)	251	251	251	...
670	C.E.P. Comm.	549	543	501	- 8 74
350	Cerus	261	260	241 10	- 7 62
550	Cetelem	478	450	431	- 9 83
510	C F A O	434	430	410	- 5 53
470	CF Int.	419	410	410	- 2 15
645	C G E	538	534	519	- 3 53
400	CGI Info	316 20	314	311 10	- 1 61
1260	C G I P	1006	998	1030	+ 2 39
570	CGP	530	499	479	- 9 62
970	Chargeurs S A	762	751	750	- 1 57
735	C I C A (M)	670	670	660	- 1 49
1740	Ciments franc.	1472	1450	1435	- 2 51
620	Club Méditer.	487	480	464	- 4 72
186	CMB Packa.	145	135	134 20	- 7 45
119	Codetel	130	125	122 60	- 5 69
335	Cofimeg	324 50	316	311 50	- 4 01

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
795	Coles	585	572	563	- 3 76
345	Cpt. Entrep.	268	247	245	- 8 58
1130	Compt Mod.	1080	1020	1003	- 7 13
290	Concept S.A.	266	266	266	....
420	CPR (Paris Ré.)	345	330	329	- 4 64
1280	Créd. Foncier	1053	1051	1010	- 4 08
805	Cr Lyon (CI)	657	645	625	- 4 87
1490	Crédit Nat.	1139	1101	1062	- 6 76
295	CSEE	280	275	270	- 3 57
3010	Damart	2751	2720	2700	- 1 85
510	Dassault Aviation	441	420	425	- 3 63
270	Dassault Electr.	276	276	267	- 3 26
1850	De Dietrich	1647	1612	1580	- 4 07
210	Dév.P.d.C.(Li)	202	200	201 50	- 0 25
285	Dév.R.Sud-Est	260 10	255	256	- 1 58
515	D M C	425	419 50	396	- 6 82
3790	Docks France	3100	3099	2850	- 8 06
755	Dumez	612	597	561	- 8 33
2640	Eaux (Gle)	2228	2200	2160	- 3 05
520	Ecco	400	381	381 50	- 4 63
1040	Electro-Finan.	979	996	978	- 0 10
700	Elf Aquitaine	685	678	648	- 5 40
500	- (Certific.)	456	452	450	- 1 32
1180	Epeda B.-F.	970	975	960	- 1 03
2660	Essilor	425	415	389	- 8 47
1230	Essil.Int.(DP)	200	198	191 10	- 4 45
725	Esso	591	575	543	- 8 12
2030	Euralorica	1337	1330	1285	- 3 89
2000	Eurocom	1580	1560	1501	- 5 00
97	Eurodisneyland	88 90	88 60	88 25	- 0 73
4150	Euromarché	3390	3150	3100	- 8 55
1260	Europe 1	990	940	925	- 6 57
53	Eurotunnel	48 05	47 20	46 25	- 3 75
1700	Exor	1448	1390	1340	- 7 46
1880	Facom	1295	1209	1190	- 8 11
176	Finextel	172 10	173	172 10	....
360	Fives Lille	245	240	220	- 10 2
2290	Fromager. Bel	1770	1749	1593	- 10 0
2000	Gal.Lafayette	1825	1750	1745	- 4 38
2180	G.A.N.	1800	1660	1689	- 6 17
485	Gascogne (B)	346	345	313	- 9 54
1540	Gaz et Eaux	1430	1395	1355	- 5 24
1240	Géophysique	1280	1285	1280	....
590	Gerland Ly	480	459	450	- 6 25
850	Groupe Cité	740	735	721	- 2 57
1740	GTM-Entrep.	1525	1485	1510	- 0 98
1020	Guyenne-Gas.	875	862	865	- 1 14
310	Hachette	187 30	188	182	- 2 83
815	Havas	520	511	497	- 4 42
630	Hénin (La)	549	549	520	- 5 28
1120	Hutchinson	920	900	879	- 4 46
355	Imétal	299	290	279	- 6 69
116	Immob. Phénix	100	97	98	- 2 00
128	Ingénico	102	100	98 75	- 3 19
3710	Inst. Mérieux	3600	3601	3480	- 3 33
460	Interbail	445 10	445	418	- 6 54
1400	Intertechnique	1070	1057	1055	- 1 40
1040	J Lefebvre	831	820	805	- 3 13

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1080	Labinal	946	940	927	- 2 01
2800	Lab. Bellon	2195	2115	2060	- 6 15
485	Lafarge	378	371 10	357	- 5 56
1380	Lebon	1120	1010	1031	- 7 95
4500	Legrand	3750	3690	3582	- 4 48
2800	Legrand (DP)	2090	2050	2000	- 4 31
765	Legris Industries	630	630	605	- 3 97
800	Locabail Imm.	785	785	785	....
480	Locafrance	430 10	430	410	- 4 67
790	Locindus	771	770	770	- 0 13
445	Luchaire	433	425	425	- 1 85
4630	L.V.M.H.	3579	3515	3400	- 5 00
620	Lyonn. Eaux	486	479	469	- 3 50
335	Majorette Ly	282	282	281 20	- 0 28
400	Mar Wendel	326 10	326	330	+ 1 30
350	Matra	274 80	270	260	- 5 39
6250	Merlin-Gerin	518	512	506	- 2 32
148	Metaleurop	102	95 50	88 50	- 13 2
197	Métrologie In.	150	136	132	- 12 0
96	Michelin	77 10	76 90	74 75	- 3 05
1230	Midi (Cie)	980	940	905	- 7 65
130	Midl. Bk Sa *	110	105	97	- 11 8
355	Min. Salsig (Ma)	428	430	440	+ 2 80
180	MMB	120	116	110	- 8 33
103	Moulinex	78 50	77	76 30	- 2 80
1580	Navig. Mixte	1420	1420	1381	- 2 75
187	Nord-Est	160	155	151	- 5 63
540	Nordon (Ny)	450	435	425	- 5 56
695	Nouv Galeries	600	595	550	- 8 33
760	Occid. (Gle)	620	600	580	- 6 45
1840	Omn. f. Paris	1500	1400	1392	- 7 20
360	Olipar	333	325	318	- 4 50
545	Oréal	472 90	463 20	450	- 4 84
635	Paribas	502	499	483	- 3 78
1580	Pechelbronn	1499	1499	1450	- 3 27
158	Pechiney Int.	115	110 20	106	- 7 83
330	Pechiney (CIP)	264	252	252 50	- 4 36
600	Penhoet	530	535	510	- 3 77
1130	Pernod Ricard	995	985	942	- 5 33
730	Peugeot	581	575	549	- 5 51
505	Pinault	492	480	451	- 8 33
420	Plastic-Omn.	318	305	300	- 5 66
610	Poliet	498	486	473 50	- 4 92
1100	Prétabail-Sic.	1047	1021	1022	- 2 39
725	Primagaz	598	590	555	- 7 19
680	Printemps	520	500	494	- 5 00
2100	Promodès	1860	1850	1811	- 2 63
595	Radiotechn.	492 50	495	490	- 0 51
220	Raff. D.Total	210	206	198 10	- 5 67
3020	Redoute (La)	2600	2610	2600	....
385	Rémy et Associés	345	324	325 10	- 5 77
465	R. Poulenc CIP	289	285	253	- 12 4
350	Robur Financ.	306	299	292	- 4 58
68	Rochette (La)	48	48	45 45	- 5 31
2310	Roussel Uclaf	2000	1950	1871	- 6 45
4450	R. Impé Ly *	3761	3762	3762	+ 0 03
198	Sade (Ny)	198	196 20	192	- 3 03
1700	Sagem	1522	1467	1469	- 3 48

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
555	Saint Gobain	397 10	391	385	- 3 05
1500	Saint Louis	1115	1115	1066	- 4 39
1560	Salomon Ly	1350	1300	1255	- 7 04
495	Selvepar (Ny)	474 50	473 20	460	- 3 06
1000	Sanofi	857	855	839	- 2 10
1770	S A T	1837	1805	1755	- 4 46
336	Saul. Châ.	268	268 10	258	- 3 73
1630	Saupiquet (Ns)	1150	1035	1050	- 8 70
1020	Schneider	780	770	752	- 3 59
23	SCOA	16 40	16 20	14 20	- 13 4
1300	S.E.B.	1069	1060	1055	- 1 31
480	Sefimeg	441	442	429	- 2 72
715	Sextant A.	570	570	562	- 1 40
1550	S F I M	1312	1300	1271	- 3 13
285	S.G.E.	205 10	200 10	185	- 9 80
550	Simco	547	549	546	- 0 18
960	Sk. Rossignol	975	950	940	- 3 59
1040	Sligos	910	910	910	
565	Société Géné.	473	465	460	- 2 75
126	Sodexco (B)	126	123	119	- 5 56
161	Sodero (Ns)	152	156	155	+ 1 97
600	Sodexho	545	535	527	- 3 30
100	Sogenal (Ny)	95	93	93	- 2 11
495	Sogerap	478	470 10	451 20	- 5 61
1700	Som-Allib.	1265	1200	1230	- 2 77
1470	Source Perrier	1370	1361	1346	- 1 75
685	Sovac	629	613	613	- 2 54
660	SPEP	515	510	500	- 2 91
755	Spie-Batignol.	499	489	472	- 5 41
1320	Strafor	1140	1140	1105	- 3 07
430	Suez	320	310	307	- 4 06
610	Synthelabo	515	510	490	- 4 85
104	Thomson	101	97 50	98 10	- 2 87
715	Total	599	597	585	- 2 34
118	- (certif.)	100	100	100	
400	Truffaut Fin.	365	365	354	- 3 01
605	U.A.P.	477 80	473	466 50	- 2 37
405	U F B Locab.	344	330	325	- 5 52
1200	U I C	1030	1026	1005	- 2 43
635	U I F	561	565	555	- 1 07
900	U I S	815	810	810	- 0 61
850	Unibail	790	771	770	- 2 53
255	U.C.B.	222 10	220	215	- 3 20
560	Valéo	422	422	407 10	- 3 53
320	Vallourec	252	250 10	245	- 2 78
420	Via Banque	375	370	356	- 5 07
1450	Zodiac	1180	1078	1015	- 13 9
1230	Elf Gabon	1617	1630	1675	+ 3 59
143	Amax	131	131 50	131 50	+ 0 38
167	Amer. Express	131	131 50	131 50	+ 0 38
205	A.T.T.	178 50	175	175	- 1 96
160	Anglo Amer.C.	175	167 10	167 10	- 4 51
420	Amgold	516	511	512	- 0 78
295	Banco Santander	235 20	231	232	- 1 36
940	B.A.S.F.	821	800	798	- 2 80
985	Bayer	826	810	800	- 3 15
83	Buffelsfont.	101 50	97 90	97 90	- 3 55
111	Chase Manh.	94 50	94 80	94 80	+ 0 32

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
127	De Beers	110 50	107 80	107	- 3 17
2750	Deutsche Bank	2320	2315	2315	- 0 22
1560	Dresdner Bank	1300	1352	1310	+ 0 77
63	Driefontein	77 30	76 80	76 80	- 0 65
220	Du Pont-Nem.	192 40	194 50	194 50	+ 1 09
215	Eastman Kodak	216 50	212 10	212 10	- 2 03
15	East Rand	29	30	30 10	+ 3 79
88	Echo Bay	78	79 95	79 95	+ 2 50
240	Electrolux	183	180	180	- 1 64
1220	Ericsson	1092	1032	1032	- 5 49
265	Exxon Corp	272	274	274	+ 0 74
240	Ford Motor	191	194	194	+ 1 57
46	Freegold	63 40	62 10	62 20	- 1 89
15	Gencor	15 50	15 35	15 35	- 0 97
405	Gén. Elect.	327 80	334	334	+ 1 89
270	Gén. Motors	200	196	196	- 2 00
545	Gén. Belgique	441	453	453	+ 2 72
87	Gd. Métropol.	58 65	57 60	57 80	- 1 45
81	Guinness	68	67 40	67 40	- 0 88
24	Hanson PLC	20 50	21	21	+ 2 44
37	Harmony Gold	58 90	59 50	59 90	+ 1 70
245	Hewlett Packard	186	181	181	- 2 69
53	Hitachi	44	46	46	+ 4 55
930	Hoechst	823	795	775	- 5 83
99	Homestake	121	121 50	121 50	+ 0 41
114	Imp. Chemical	95 10	93 50	93 50	- 1 68
645	I.B.M.	532	538	538	+ 1 13
315	I.T.T.	276 50	276 50	276 50	
148	Ito Yokado	115	118 50	118 70	+ 3 22
77	Matsushita	61 50	62 60	62 60	+ 1 79
18 50	Maxwell	17 35	17 35	17 35	
195	Mc Donald's	146 10	146 20	146 20	+ 0 07
490	Merck	428	428	428	
490	Minnesota M.	407	428	428	+ 5 16
355	Mobil corp.	351	350	350	- 0 28
200	Morgan J.P.	179	171	171	- 4 47
33700	Nestlé	31000	31040	31040	+ 0 13
1080	Nixdorf	1020	1000	1000	- 1 96
173	Norsk Hydro	205	215	219	+ 6 83
105	OFSIL	145 80	146 60	146 60	+ 0 55
1930	Pétrofina	1745	1756	1756	+ 0 63
275	Philip Morris	230	230	232	+ 0 87
86	Philips	72	73 10	73	+ 1 39
90	Placer Dome	101 70	103 20	102 60	+ 0 88
290	Quilmès	240	232	232	- 3 33
25	Randfontein	36 60	36 85	36 85	+ 0 68
440	Royal Dutch	439	443 40	443	+ 0 91
56	R T Z	50 90	49 70	49 50	- 2 75
8	Saat.& Saatchi	6 05	5 85	5 90	- 2 48
45	St Helena	64	64 60	64 60	+ 0 94
350	Schlumberger	334 50	338	338	+ 1 05
48	Shell transp.	48 30	48 10	48 10	- 0 41
2580	Siemens	2090	2130	2128	+ 1 82
320	Sony	263 20	270 20	270 20	+ 2 66
87	Sumitomo Bank	65 70	70	70	+ 6 54
265	T.D.K.	230	231	231	+ 0 43
52	Telefonica	44 75	44 40	44 40	- 0 78
38	Toshiba	32	32 60	32 60	+ 1 88
480	Unilever	430 50	430 50	431	+ 0 12
330	Unit. Techn.	254	259	259	+ 1 97
395	Vaal Reefs	497	490	490	- 1 41
330	Volvo	284	285	284 50	+ 0 16
176	West. Deep	225 30	224 60	224 60	- 0 31
255	Xerox Corp	224	223	223	- 0 45
109	Yamanouchi	87	89 40	89 40	+ 2 76
1 82	Zambia Cop	2 22	2 35	2 36	+ 6 31

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	118	2 14
Emp.Etat 9,8%78	99 90	1 04
10,80% 79/94	100 90	10 35
Emp.Etat 13,25%80	100	13 17
Emp Etat 16%82	100 01	15 95
Emp Etat 14,6% 83	101 95	7 20
Emp.Etat 13,4%83	108 45	8 88
Emp.Etat 12,2% 84	103 58	10 56
Emp.Etat 11% 85	103 70	5 42
10,25% mars 86	99 75	4 52
OAT 10% 5/2000	98 70	2 32
OAT 9,9% 12/1997	98 45	6 78
OAT 9,8% 1/1996	98 38	5 42
PTT 11,2% 85	103 90	7 40
CFF 10,30% 86	97 90	5 38
CNB Bques 5000F	99 96	1 32
CNB Paribas 5000F	100 15	1 32
CNB Suez 5000F	100 15	1 32
CNE 11,5% 85	101 80	2 21
CNI 1/82 5000F	99 96	1 32
CNT 9 % 86	..	2 99
CRH 10,90% déc.85	101 25	6 26
CHARB FCE 3% 100	150	...
CNCA	1139	...
Cerus	....	...
CGE 6 janv 89/99	516	..
Drouot Ass.8%86cv	.	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	1330	1300
Applications Hydr.	1455	1410
Arbel	875	886
Astorg	310	308
Bains C.Monaco	981	...
B.Hypoth.Europ	350	350
B.N.P. Intercont.	258	250 80
Beghin-Say (C I)	510	....
Bénédictine	3675	....
Blanzy Ouest	3407	2834 o
B T P	92	90
Cambodge	750	....
Carbone Lorraine	935	898
Case Poclain	22	21 70
C.E.G.F (Frigor.)	410	...
Centenaire Blanzy	585	582
Carabati	104	101
Champex Ny	135	134
CIC (CIP)	192	192 10
C.I.M.	822	804
C.I.T.R.A.M. (B)	2170	....
Clause	496	470
Cofradel	1220	....
Cogéf.	359	351 10

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Comiphos	615	596
Cie Industrielle	6800	....
Cpt Lyon Alemand	581	592
Concorde	827	799
Constr.Mét.Prov.	38	....
Crédit Géñ.Ind	400	409
Cr Universel (Cie)	622	600
Créditel	127 90	127 50
Darblay	750	748
Degremont	1400	1344
Delalande	2251	2180 o
Delmas Vieljeux	4350	4350
Didot Bottin	1270	1250
Drouot Assu.	250	244
Eaux Bassin Vichy	2720	....
Eaux Vittel	970	....
Ecia	249	239 o
Electro-Banque	340	330 10
Elf Antargaz	1950	1900
E.L.M. Leblanc	690	...
Enelfi Bretagne	502	502
Ent.Mag. Paris	4000	4000
Etex (ex. Eternit)	1970	1940
Europ Soudres Ind	38	41 50d
Finalens	310	310
F.I.P.P.	166 70	167
F.N.A.C.	1890	1891
Foncière (Cie)	711	710
Fonc.Lyonnaise	990	..
Foncina	533	520
Fougerolle	740	....
France I.A.R.D.	913	900
France SA (La)	1650	....
From. Paul-Renard	2548	..
Gaumont	940	....
Genefim	307	301
Gévelot	571	550
G.F.C.	450	440
G.F.I.I.	310	302 10
Grds Moulins Paris	1520	1500
Groupe Victoire	1489	1430
G.T.I (Transport)	564	551
Immobail	380	378 20
Immobanque	740	740
Im.Marseillaise	6300	6200
Imm. Plaine-Monceau	481	461 50o
Immofice	482	480
Invest.(Ste Cie.)	3210	3180
Jaeger	85	82
Lambert Frères	370 60	360
Lille Bonnières	1580	1570
Loca-Expansion	314 30	310
Locafinancière	490	476
Locatel	264	274 50d
Louis Vuitton	820	....
Louvre	4590	4500
Lucia	1985	1920
Machines Bull	48 10	46 20
Mag.Uniprix	196	....
Magnant	1170	857 o
Métal Déployé	550	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Mors	148 80	142 80
Navigation (Nle)	278	270
Nozal	165	150
Optorg	360	....
Oréal (CI)	220	....
Origny-Desvroise	1380	1380
Palais Nouveauté	1140	1096
Paluel Marmont	649	648
Parfinance	195	190
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	211 30	....
Paris Orléans	273	268
Parthena Invest.	411	....
Paternelle RD	1140	1139
Pathé Cinéma	1112	1112
Piper Heidsieck	2135	2130
P.U.M.	306 50	297 60
Porcher	685	...
Promodès (CI)	897	879
Publicis	806	774
Rochefortaise	158 90	...
Rosario	270	262
Rougier	438	....
S.A.C.E.R.	550	536
S.A.F.A.A.	487	...
S.A.F.I.C Alcan	430	430
SAFT	1747	1685
Saga	211 60	....
Salins du Midi	585	575
Satam	115 20	110 60
Savoisienne M.	167 10	...
S.C.A.C.	786	780
Senelle Maubeuge	424	420
S.Etud.Part. (M)	184	....
Silic	758	749
Siméin	397	....
S.I.P.H.	420	410
Sofal	725	700
Soffo	613	510 o
Soficai	1060	1030
Soficomi	620	602
S O F I P (M)	500	480
Sofragi	1670	1560
Sophia-Bail	445	435
Sopagri	180	177
Soudure Autogène	890	877
Sovabail	516	516
Stemi	728	....
Suez (CIP)	318 90	....
Taittinger	4800	4656
Télémécanique Elect.	4600	4416
Tasqué-Acquitas	1010	....
Tour Eiffel	280	281
Ufiner	1040	1014
U.T.A.	2133	2070
Vicat	388	380
Viniprix	1609	1610
Virax	177 10	176 90
Waterman	1500	1500
Maroc Sté Brasserie	250	250

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	850	....
Akzo Nv Sico.	285	....
Alcan Aluminium	124	....
Algemene B.Ned.	100	....
American Brands	335	...
Arbed	728	....
Asturienne Mines	177 60	171
Banco Popular Espa.	450	440
Banque Ottomane	1890	1892
B.Règlements Int.	36000	36500
Can.Pacifique	86	...
Chrysler Corp	71	67 o
C I R	18 50	....
Commerzbank	874	790
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	223	....
GBL (Brux Lamb.)	564	....
Gevaert	1225	...
Glaxo Holdings Ltd.	73 80	69 80
Goodyear Tire	135	....
Grace and Co (WR)	138	....
GTE Corp.	155	....
Honeywell Inc.	523	...
Johannesburg	1445	....
Kubota	29	..
Laitonia	310	310
Midland Bank	26	23 o
Noranda Mines	90	...
Olivetti priv.	16 30	....
pakhoed hold.	610	...
Pfizer Inc.	358 50	....
Procter Gamble	437	435
Ricoh	32	....
Robeco	270 20	....
Rodamco NV	221 50	222
Rolinco	282 50	..
Saipem	8 40	8 50
Sema Group	52	52
SKF Aktiebolaget	125 50	....
Tenneco Inc.	340	305 o
Thorn Electrical	68	...
Toray Ind.	22 80	....
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1750	....
West Rand Cons.	18 10	19 50
Whitman Corp.	122	..

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	315	...
Buitoni	815	....
Calciphos	210	210
C G H Cogenhor	90	82 80o
C. Occid. Forestière	180	....
Chambourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	360	....
Coparex	610	.. .
Europ. Accum.	64 10	....
Gachot S.A.	89 40	81 40o
Guy Degrenne	430	....
Hanbo Rdjes Zen.	210	....
Hoogovens	297	....
Lecteurs du Monde	344	....
Marin Imm.	240	....
Nicolas	960	....
Particip. Paricor	350	....
Rorento N.V.	174	173
St-Gobain-Emballage	1990	....
Sano Metra	330	....
S.E.P.R.	1622	1622
Sidi	445	....
S.P.R. act. B	392 90	....
Ulinor	380	....
Wonder	968	755 o

SICAV (sélection) 17/8

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1018 30	993 46
Actilion	216 10	210 32
Ageparga	755 60	723 06
Ageplacement	6901 12	6901 12
Agepremière	105 54	105 22
AGF Actions ex OP	1094 21	1067 52
A.G.F. 5000	633 37	617 92
AGF ECU	1007 41	997 44
AGF Foncier	117 53	114 66
AGF Invest Sicav	113 54	110 77
AGF Interfonds	405 11	395 23
AGF Oblig.	1059 38	1054 11
AGF Sécurité Sicav	10798 96	10798 96
A.G.F.I.M.O.	664 23	648 03
AMERI-GAN	5741 10	5520 29
Amplitude	612 30	594 47
Arbitrages Court T.	6101 43	6089 24
Associc.	1112 83	1112 83
Aazur Futur.	347 05	338 59
Aurecic	1358 87	1319 29
Avenir Alizes	1554 03	1523 56
Avenir CIC	104 36	101 32
Axa Capital	140 51	134 46
Axa Europe	120 10	114 93
Axa Investiments	118 86	111 83
Axa NPI	105 17	100 64
Axa Valeurs PER	122 13	116 87
Capmonétaire	5402 13	5396 73
Capoblig	5487 77	5406 67
Capitacic	1101 93	1085 65
Capital-Monde	375 91	366 74
Capital Plus	1727 41	1727 41
Casden Pierre	32 64	31 84
Coexis	1121 31	1093 96
Comptavalor	5970 03	5961 09
Convertimmo	390 43	375 41
Credinter	463 43	449 93
Credit Mutuel Capital	1093 63	1072 19
Dexe	1153 86	1125 72
Drouot France	798 08	763 71
Drouot Investiss.	979 04	936 88
Drouot Sécurité	236 91	228 71
Drouot Sélection	137 71	131 78
Ecocic	1052 42	1036 87 •
Ecugar	122 29	117 02
Ecureuil Capitalisation	2163 22	2141 80
Ecureuil Invest.	375 70	364 76
Ecureuil Monepremière	56747 01	56747 01
Ecureuil Monétaire	33441 32	33441 32
Ecureuil Trésorerie	2075 51	2075 51
Ecureuil Trimestr.	1945 49	1926 33
Elicash	360121 27	360121 27 •
Energia	287 12	274 10
Eparcic	3051 59	3051 59
Eparcourt-Sicav	4265 43	4254 79
Epargne Associat.	24708 83	24669 83
Epargne Capital	8932 46	8844 02
Epargne Court Terme	576 08	576 08
Epargne Croissance	1557 67	1515 98
Epargne Industrie	91 36	88 91
Epargne J.	59436 07	59436 07
Epargne Long Terme	189 67	184 59
Epargne Monde	1211 41	1178 99
Epargne Obligat.	186 45	181 46
Epargne Première	12381 05	12288 88
Epargne Quatre	1087 34	1058 24
Epargne-Unie	1278 60	1245 46
Epargne Valeurs	426 93	415 50
Epsilon	1162 55	1151 04
Eufinvest	664 09	644 75 •
Eurocic Leaders	1027 19	997 27
Eurodyn	1136 60	1108 88
Euro Gan	6916 03	6850 03
Euromalt	26 53	26 14
Fonsicav	12160 77	12160 77
FRANCE-GAN	8828 65	8489 09
France Garantie	259 13	258 51
France Investiss.	438 68	428 97 •
France Oblig.	449 08	444 63
Francic	435 55	422 86
Francic Pierre	111 78	108 52
Francic-Régions	1251 34	1214 89

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Association	30 36	30 36
Fructi-Capi	35 03	34 51
Fructi Court	120717 55	120717 55
Fructidor	230 12	226 72
Fructi-Ecu	556 73	548 50
Fructi-Epargne	28 85	28 15
Fructifrance	839 41	818 94
Frucommo	30 34	29 60
Fructi-Première	10277 04	10125 16
Frucovar	4639 60	4628 03
Futuroblig	1197 83	1168 61
Gestilion	12478 46	12416 38
Gest.Associations	151 93	148 59
Gest. F. Sécur.	10218 86	10168 02
Horizon	1149 09	1115 62
Interepar	102888 14	99891 40
Interoblig	11714 04	11263 50
Intersélection Fce	515 69	500 67
Japacic	163 08	158 33
Jeunepargne	249 22	245 54
Laffitte Amérique	200 46	191 37
Laffitte Europe	275 97	263 46
Laffitte Expan	260 65	248 83
Laffitte France	319 26	304 78
Laffitte Immobil.	247 16	235 95
Laffitte Japon	424 55	405 30
Laffitte Oblig.	133 91	127 84
Laffitte Rendement	178 15	170 07
Laffitte Tokyo	365 57	348 99
Latitude	5771 53	5762 89
Leum C.T.	10765 01	10765 01
Leum L.T.	5921 20	5748 74
Lion Association	11253 32	11253 32
Lion Institution	24627 44	24566 02
Lionplus	822 12	806
Lion Trésor	2081 84	2061 23
Lion 20 000	22502 48	22502 48
Livret Bourse Inv.	509 09	494 26
Livret Portefeuil.	663 96	644 62
Méditerranée	186 57	178 54
Mensuel CIC	10077 03	9976 26
Mondial Investissem.	401 84	383 62
Monecic	5389 21	5389 21
Moneden	57353 64	57353 64
Mone.J.	61960 80	61960 80 •
Monévalor	69682 95	69682 95
Mutualité dépôts	11501 64	11478 68
Mutuelle Unie Sel.	145 48	139 22
Natio Court Terme	240607 00	240607
Natio-Epargne	14916 38	14768 69
Natio-Ep. Ret.	122 38	119 10
Natio Eparg Trésor	6615 48	6602 26
Natio-Imm.	1197 64	1165 59
Natio-Inter	1152 99	1122 13
Natio-Monétaire	21698 81	21698 81
Natio Obligations	497 79	484 47
Natio-Patrimoine	1417 86	1379 91
Natio-Placements	64957 46	64957 46
Natio-Revenu	980 14	960 34
Natio Sécurité	12058 11	12058 11
Natio-Valeurs	788 16	767 07
Nippon-Gan	5545 12	5331 85
Nord Sud Dévelop.	1288 57	1286
Obli-Associations	124 13	122 90
Oblicic-Mondial	2301 35	2267 34
Oblicic-Régions	1005	990 15
Oblig. tres caté.	151 64	149 40
Oblilion	1110 26	1099 27
Oblisécurité	10933 94	10933 94
Optimat	31385 47	30451 91
Oraction	1139 17	1111 39
Orvalor	6382 57	6151 87
Paribas Epargne	17654 14	17618 90
Paribas Opportunités	115 58	110 85
Paribas Patrimoine	519 52	498 34
Paribas Revenus	88 63	87 75
Patrimoine Retraite	198 67	194 97
Pervalor	634 98	616 49
Phénix Placement	282 21	273 99
Pierre Investissements	728 02	710 26
Placement A	1145 69	1123 13
Placements C T	7634 20	7618 96

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Placement J	6137 68	6125 43
Placement Premier	5612 78	5601 58
Plénirude	117 39	114 25
Poste Gestion	55643 37	55643 37
Première Oblig.	10675 69	10665 02
Prév. Ecureuil	108 67	105 96
Privassociation	25036 42	25036 42
Proficus	1045 53	1020 03
Quartz	123 90	130 88
Réalvalor	931 88	904 74
Remacic	159 03	156 58
Revenus Trimestr.	5210 66	5159 07
Revenu-Vert	1122 73	1106 14
St Honoré Bio-Alim.	870 49	831 02
St Honoré Global	249 33	238 02
St Honoré Mat Prec.	217 47	207 51 •
St Honoré Pacifique	583 58	557 12
St Honoré PME	517 73	494 25
St Honoré Real	12759 57	12708 74
St Honoré Services	482 53	463 97
St Honoré Techno.	737 15	703 72
Sécuricic	1496 24	1496 24
Sécuri-Gan	12945 27	12891 44
Sécuri-Taux	1190 34	1190 34
Sicasden	687 97	677 80
Sicav Associations	1582 53	1580 16
S.F.I. fr et étr.	654 57	635 50
Sicav 5.000	398 82	388 15
S.I. Est	1405 21	1344 70
Silvafrance	654 40	636 89
Silvam	407 04	396 15
Silvarenta	204 91	200 89
Silvinter	418 31	407 11
S.N.I.	1161 73	1127 89
Sogéparгne	340 69	328 39
Sogéroc	53262 42	51711 09
Sogevar	1028 66	982 01
Soginter	1252 22	1195 44
Soleil Investissements	492 28	473 35
Solstice	2049 43	2044 32
Stratégie Actions	969 68	932 38
Stratégie Rendements	1207 40	1189 39
Technocic	1033 14	1003 05
Techno-Gan	5644 85	5427 74
Thesora	563 25	547 77
Transplus	132 15	126 46
Trésor Avenir	104 85	103 81
Trésor Plus	1085 35	1074 60
Trésor Real	12221 52	12221 52
Trésoricic	109644 47	109644 47
Trilion	5102 81	5052 29
U A P.Investiss.	446 35	430 22
U.A.P. Act. F.	560 31	540 06 •
U.A.P. Act. Sél.	606 10	584 19
U.A.P. Aedif.	619 58	597 19
U.A.P. Alterf.	199 07	191 67 •
U.A.P. Alto	162 83	156 94
UAP Moyen Terme	117 21	112 97
Uni-Associations	116 50	116 50 •
Uni-Foncier	1379 08	1345 44
Unifrance	553	539 51
Uni-Garantie	1302 35	1279 32
Uni Régions	1517 05	1480 05
Univente	2400 57	2342 02
Univar	204 19	204 19 •
Univers Actions	1234 50	1204 39
Univers-Obligation	1624 64	1585 01
Valorem	519 60	506 93
Valorg	1774	1772 23
Valreal	45434 19	45411 45
Vauban	24631 29	24606 66

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 20/8	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 218	5 230	5 080	5 550
Ecu	6 960	6 968	....	....
Allemagne (100 dm)	335 750	335 980	325	346
Belgique (100 F)	16 316	16 330	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl)	298 010	298 210	287 500	307 500
Italie (1000 lires)	4 556	4 554	4 300	4 850
Danemark (100 krd)	87 710	87 760	84 500	92 500
Gde Bretagne (1 L)	9 963	....	9 600	10 400
Grèce (100 drachmes)	3 400	....	4 050	4 050
Suisse (100 f)	405 050	....	389	417
Suède (100 krs)	91 010	....	87 500	95 500
Norvège (100 k)	86 360	....	82 500	90 500
Autriche (100 sch)	47 723	....	46 150	49 400
Espagne (100 pes)	5 460	....	5 200	5 750
Portugal (100 esc)	3 790	....	3 500	4 300
Canada (1 $ can)	4 542	....	4 450	4 850
Japon (100 yens)	3 527	....	3 650	3 950

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 20/8
Or fin (kilo en barre)	69000	69400
Or fin (en lingot)	69150	69900
Napoléon (20f)	451	446
Pièce Fr (10 f)	384	.....
Pièce Suisse (20 f)	480	487
Pièce Latine (20 f)	415	430
Souverain	526	526
Pièce 20 dollars	2695	2620
Pièce 10 dollars	1340	1305
Pièce 5 dollars	850	.....
Pièce 50 pesos	2620	2750
Pièce 10 florins	400	420

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

RDA : la crise gouvernementale

Les sociaux-démocrates confirment leur retrait de la coalition

BONN

de notre correspondant

Comme prévu, le SPD est-allemand a décidé dimanche 19 août de se retirer de la coalition gouvernementale dirigée par M. Lothar de Maizière (chrétien-démocrate). Ce choix, fait à l'issue d'une réunion extraordinaire du groupe parlementaire social-démocrate, pose de nouveau la question de la date de la fusion des deux Etats allemands.

La coalition n'aura finalement duré que cent trente jours puisque les libéraux l'ont quittée le 24 juillet bien que leurs deux ministres continuent de siéger au conseil des ministres. Les cinq ministres SPD, dont le chef de la diplomatie, M. Markus Meckel, ont en revanche donné leur démission lundi matin. Le SPD a tiré les conséquences du limogeage, jeudi 16 août, des ministres des finances, M. Walter Romberg et de l'agriculture, M. Peter Pollack. Avec ce *«coup de balai»*, M. de Maizière, fort des conseils que lui prodigue le chancelier Kohl, avait cherché à faire endosser au SPD la responsabilité du marasme économique dans lequel s'enfonce chaque jour davantage la RDA.

Le SPD-Est, qui n'était pas entièrement unanime à voter le retrait de la coalition (60 voix pour, 5 contre et 4 abstentions), jouit du soutien sans faille du SPD de RFA et de son président, M. Hans-Jochen Vogel. Celui-ci a accusé dimanche soir M. de Maizière d'avoir *«fait éclater de son propre chef la coalition»*. Le premier ministre est-allemand a pour sa part accusé le SPD de *«fuir devant ses responsabilités»*. L'éclatement de la coalition pose le problème de *«l'adhésion de la RDA à la RFA»* selon le droit constitutionnel ouest-allemand, sous un jour nouveau. La grande coalition issue des premières élections libres et démocratiques en terre est-allemande avait pour mission essentielle de conduire le pays à son adhésion à la RFA. Ce processus exige une modification de la Constitution de la RDA qui requiert une majorité des deux tiers de la Chambre du peuple. Mais, après le départ des sociaux-démocrates, M. de Maizière ne dispose plus de cette majorité au Parlement.

Le SPD-Est veut que l'adhésion se fasse *«le plus vite possible»*, c'est-à-dire le 12 septembre, après le dernier tour des négociations «2 plus 4» à Moscou. La CDU-Est prône quant à elle le 14 octobre mais la CDU-Ouest fait pression pour que cette date soit avancée, compte tenu de l'ampleur du marasme économique en RDA.

Enfin, le SPD de RDA a indiqué qu'il n'était pas disposé à signer le *«traité d'union»* des deux Etats, *«du moins pas dans sa forme actuelle»*. *«On n'en a pas besoin, s'il ne fait qu'apporter la RDA sur un plateau d'argent à la RFA»*, selon le vice-président du SPD-Est, M. Karl-August Kamilli. – *(Intérim.)*

MALI

De nouveaux affrontements auraient opposé des commandos de Touaregs et les forces armées

Contrairement aux déclarations apaisantes des autorités de Bamako, selon lesquelles la *«quiétude»* commencerait à régner de nouveau dans le nord du pays (*le Monde* du 18 août), il semble que la guerre d'embuscade qui oppose, depuis la fin juin, les rebelles touaregs et les soldats gouvernementaux se poursuive de plus belle.

D'après le témoignage d'un voyageur de retour du Mali, la localité de Boughessa (extrême nord du pays) aurait été attaquée dans la nuit du 10 au 11 août par un groupe de vingt-cinq Touaregs. Ces derniers auraient tiré au mortier sur le poste militaire, tuant quinze soldats et en blessant une dizaine d'autres.

Le commando d'«hommes bleus» aurait réussi à garder le contrôle de Boughessa *«pendant plusieurs jours»*, avant d'en être délogé par des renforts gouvernementaux dépêchés sur les lieux *«le 15 ou le 16 août»*.

Une seconde attaque se serait produite, dimanche 12 août, contre la localité de Tin Zaouaten, sans que les Touaregs parviennent à mettre en déroute les troupes régulières.

Ratissages et «passages à tabac»

Pendant ce temps, opération de «ratissage» contre les campements de nomades semble battre son plein. Plusieurs troupeaux auraient été vus, errant sans maître ni gardien... Dans le village de Tin Aoiker (au nord de Gao), *«investi par les militaires»* le 4 août, les habitants auraient été autoritairement rassemblés, certains d'entre eux *«forcés de se déshabiller»* en public, tandis que d'autres auraient été *«passés à tabac»*, voire *«torturés»*.

La «chasse aux Touaregs», lancée dans le nord du pays depuis l'attaque de Menaka, fin juin, aurait permis, outre ces violences «ordinaires» contre les civils, l'arrestation d'une quinzaine de *«combattants»* touaregs le 15 ou le 16 août. Parallèlement, des rafles seraient actuellement organisées dans les quartiers touaregs de Bamako. On estime à environ deux cents le nombre de Touaregs résidant dans la banlieue ouest de la capitale.

Selon des témoignages recueillis dans les milieux militaires à Bamako, ces événements auraient déjà causé la mort *«de près de trois cents soldats»*.

Ce bilan, peut-être exagéré, pourrait s'expliquer en partie du fait que l'armée malienne ne dispose que d'un matériel assez peu adapté aux montagnes et aux déserts du Nord : les ensablements fréquents de ses véhicules la rendent particulièrement vulnérable aux embuscades des nomades.

CATHERINE SIMON

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » *daté 19-20 août 1990* a été tiré à 547 730 exemplaires.

Deux candidats à la mairie

Les socialistes de Limoges veulent éviter une situation «à la marseillaise»

MM. Pierre Mauroy, Pierre Joxe, Tony Dreyfus, Jean-Marie Rausch et, peut-être, MM. Alain Poher, Michel Charasse et Claude Evin devaient participer, mardi 21 août, sur le parvis de la mairie de Limoges, à un hommage à l'ancien maire, Louis Longequeue, décédé le 11 août. La population limougeaude a été conviée à cette cérémonie, qui, aussitôt terminée, devait céder le pas au bref, mais rude, dernier acte de la succession, la date limite pour élire le nouveau maire étant le 26 août.

LIMOGES

de notre correspondant

Après M. Robert Savy, député, président du conseil régional, fabiusien (*le Monde* du 17 août), M. Alain Rodet, député et premier adjoint au maire, jospiniste, a annoncé publiquement, dimanche 19 août, une candidature que l'on savait certaine depuis plusieurs mois. *«J'aurais souhaité pouvoir annoncer cette décision après l'hommage public qui sera rendu à Louis Longequeue mardi matin. Les impératifs du calendrier m'ont contraint à le faire avant»*, a déclaré M. Rodet, en rappelant qu'il assure l'intérim du maire *«depuis près d'un semestre»*.

Les deux concurrents, également déterminés, se disent tous deux soucieux d'éviter une situation *«à la marseillaise»*, qui les ferait s'affronter devant le conseil municipal et livrerait la décision aux composantes non socialistes de l'assemblée.

Reste donc à déterminer la procédure qui devrait trancher, avant l'acte final, entre les deux rivaux. La fédération socialiste de la Haute-Vienne met deux solutions en avant : le vote de l'ensemble des militants électeurs à Limoges (ils sont environ huit cents et devraient être convoqués pour le 24 août) et le vote des élus du PS au conseil municipal. Selon les estimations, la première solution semblerait plutôt favorable à M. Rodet, et la seconde, à M. Savy. Lequel se dit néanmoins tout à fait prêt à affronter la décision de la base.

«Lors du vote préalable, au congrès de Rennes, la motion Jospin a recueilli 41 % des voix, les trois courants alliés Fabius-Chevènement-Poperen, 43 %, la motion Rocard, 16 %», observe-t-il. M. Savy estime, néanmoins, que *«le vote des militants ne devrait être qu'indicatif»* et que *«c'est aux conseillers municipaux, qui sont les élus du peuple et qui ont la responsabilité de voter, que doit incomber la décision»*.

Dans les deux cas, les rocardiens feront la décision, et l'opinion locale spécule beaucoup sur la redistribution des cartes et les négociations que l'on devine en coulisse. Qui va occuper le siège de sénateur laissé vacant par Louis Longequeue (élection fixée au 30 septembre)? Qui, si M. Savy était maire, pourrait accéder au siège, qu'il devrait abandonner, de président du conseil régional du Limousin? Réponse de M. Savy : *«La préparation d'un scrutin municipal n'est pas celle d'un congrès politique ; une redistribution des cartes est tout à fait possible hors des courants constitués.»* Réponse de M. Alain Rodet : *«Une succession municipale, ce n'est pas la foire aux jambons.»*

En outre, M. Gérard Le Gall, jospiniste, membre adjoint du secrétariat national du PS, a annoncé, le 13 août, que la direction nationale *«aura son mot à dire»*.

GEORGES CHATAIN

□ **M. Mitterrand en famille dans le Gers.** – Dimanche après-midi 19 août, le président de la République a participé, comme chaque année, dans la ferme de Sion, au cœur du Bas-Armagnac (Gers) à l'anniversaire de son petit-fils Adrien, fils de M. Jean-Christophe Mitterrand, conseiller pour les affaires africaines à l'Elysée. Les responsables politiques locaux n'étaient pas conviés à cette réunion qui se voulait strictement familiale. – *(Corresp.)*

La crise du Golfe

M. Lecanuet : il faut «resserrer la pression militaire sur l'Irak»

Emissaire du président de la République en Turquie et en Inde pour y expliquer la position française dans le conflit du Golfe, M. Jean Lecanuet (UDF) a estimé, lundi 20 août, qu'il faut *«resserrer la pression militaire sur l'Irak par un embargo qui soit effectif, c'est-à-dire empêcher le mouvement des navires»*. Invité de France-Inter, le président de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat a affirmé que la position française avait été *«très bien ressentie»* par les deux pays qu'il a visités.

□ **M. Fillon souhaite un *«blocus total»*.** – M. François Fillon, député (RPR) de la Sarthe, ancien président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, a plaidé, lundi 20 août, sur Radio-Monte-Carlo, pour une plus grande fermeté de la France dans le conflit du Golfe et souhaité que le gouvernement *«accepte de participer à un blocus total»*.

AFRIQUE DU SUD : depuis le début des émeutes

Les combats dans les cités noires ont fait près de trois cents morts

Selon un rapport rendu public par la police sud-africaine dimanche 19 août, les affrontements entre les bandes rivales de Xhosas et de Zoulous ont fait 49 morts, cette fin de semaine, dans le ghetto de Tokosa et dans cinq autres cités noires de la banlieue de Johannesburg. Ces nouvelles victimes portent à 291 le nombre de personnes tuées depuis le début des émeutes.

Des soldats ont été envoyés pour aider les policiers dans le ghetto de Tokoza (est de Johannesburg), où certaines victimes ont été castrées et d'autres ont eu les mains tranchées. Des cadavres étaient carbonisés, et la police n'a pu déterminer leur sexe. A Soweto, les journalistes ont assisté à la mise à mort d'un Zoulou d'une quarantaine d'années qu'une vingtaine de jeunes Noirs ont lardé de coups de couteaux avant de le faire brûler vif. Dimanche, la police qualifiait la situation de *«calme, mais tendue»* aussi bien à Soweto, où l'armée a également été déployée, qu'à Tokoza. Rien, en réalité, ne laisse prévoir une prochaine retombée des violences.

Le «forum de la paix», dont la mise sur pied avait été annoncée la semaine dernière par le vice-président de l'ANC, M. Nelson Mandela, et le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok, n'a toujours pas été réuni. Les Xhosas et les Zoulous, les deux plus grandes tribus d'Afrique du Sud, ne semblent pas pressés d'arrêter les tueries, les deux communautés se renvoyant la responsabilité des affrontements.

Selon le *Sunday Times*, *«les Sud-Africains blancs observent ce carnage et se demandent s'ils pourront un jour partager le pouvoir avec des gens qui considèrent la machette et le bâton comme des moyens d'expression politique»*. – *(AP, Reuter, AFP.)*

EN BREF

□ **Popularité stable pour MM. Mitterrand et Rocard.** – Les cotes de popularité du président de la République et du premier ministre restent stables en août, selon le baromètre mensuel IFOP-*Journal du dimanche*. 37 % des personnes interrogées se déclarent «satisfaites» de M. François Mitterrand (sans changement par rapport à juillet), alors que 42 % (+ 1 point) affirment être «mécontentes». M. Michel Rocard fait 40 % d'heureux (+ 1) contre 33 % (sans changement). Ce sondage a été réalisé du 30 juillet au 7 août auprès de 1 801 personnes.

□ **«Journée de réflexion» du PS en Corse.** – La fédération de Haute-Corse du Parti socialiste a organisé, dimanche 19 août à Corte, une «journée de réflexion», à laquelle ont participé des représentants de l'UPC (Union du peuple corse) et de A Cuncolta naziunalista, la principale organisation nationaliste de l'île, ainsi que M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. L'UPC a déploré que *«le pouvoir semble donner sa préférence à une simple autonomie de gestion»*, et A Cuncolta naziunalista a reproché au gouvernement *«une démarche visant à écarter toute solution politique du problème corse»*.

□ **Un avion soviétique détourné sur Karachi.** – Un avion soviétique de l'Aeroflot, venant de Tachkent et détourné par un groupe de pirates armés, a atterri lundi matin 20 août à 12 h 20 heure locale, sur l'aéroport de Karachi, ont annoncé les autorités de l'aéroport. Le Tupolev-154 a tourné pendant plusieurs heures au-dessus de l'aéroport avant d'obtenir l'autorisation d'atterrir, a-t-on précisé. Selon l'agence soviétique Interfax, vingt-neuf otages étaient détenus par les onze pirates de l'air. Ceux-ci appartenaient à un groupe de prisonniers en provenance de Sibérie et qui, après avoir maîtrisé leurs gardiens, ont d'abord contraint l'appareil à se poser à Tachkent où ils ont libéré une partie des passagers et, après une nuit de tractations, ont pu s'envoler lundi pour l'étranger. Ils se sont rendus quelques heures plus tard aux autorités pakistanaises. – *(AFP, Reuter.)*

□ **AFGHANISTAN : six morts dans des bombardements contre Kaboul.** – Six personnes ont été tuées et quatorze blessées à Kaboul dimanche 19 août au cours de bombardements à la roquette. Par ailleurs, de violents combats se poursuivent à l'ouest et au nord de la capitale afghane et la route de Salang, vers la frontière soviétique, a été coupée. – *(AFP, Reuter.)*

□ **AFRIQUE DU SUD : l'immunité aurait été levée pour trois dirigeants communistes, membres de l'ANC.** – Selon le Congrès national africain (ANC), le président de Klerk a refusé de renouveler l'immunité temporaire qui avait été accordée à trois hauts responsables de l'organisation nationaliste afin qu'ils puissent participer aux pourparlers de paix avec Prétoria. Ronnie Kasrils, Mac Maharaj et Chris Hani, membres du Comité exécutif national (NEC) de l'ANC, siègent aussi à la direction du Parti communiste sud-africain. Ils étaient rentrés d'exil en mai. – *(AFP.)*

□ **CAMBODGE : réunion le 22 août à Pékin des chefs de la résistance.** – Les chefs des trois factions de la résistance anti-vietnamienne se réuniront les 22 et 23 août à Pékin, a-t-on appris dans l'entourage du prince Sihanouk. – *(AFP.)*

□ **CUBA : deux «réfugiés» quittent l'ambassade d'Espagne.** – Deux des dix-huit Cubains qui s'étaient réfugiés dans l'ambassade d'Espagne à La Havane depuis un mois l'ont quittée dimanche 19 août à leur demande, a indiqué un porte-parole de l'ambassade. – *(AFP, Reuter.)*

□ **INDE : une quarantaine de morts lors d'affrontements au Nagaland.** – Une quarantaine de personnes, dont nombre de femmes et d'enfants, ont été tuées dans l'Etat du Nagaland, dans le nord-est du pays, au cours de violents affrontements entre ethnies chang et konyak, en dépit du déploiement de l'armée, ont rapporté dimanche 19 août les agences de presse PTI et UNI. – *(Reuter, AFP.)*

□ **IRLANDE DU NORD : un mort dans un attentat de l'IRA.** L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué l'assassinat, samedi 18 août, d'un ouvrier qu'elle accuse d'avoir participé à la construction de bâtiments des forces de sécurité. L'homme a été tué par une bombe à Castlederg, dans le comté Tyrone en Ulster. – *(AFP.)*

□ **KENYA : ouverture d'une enquête sur la mort de l'évêque Alexander Muge.** – Le gouvernement a accédé à la demande des dirigeants religieux qui réclamaient l'ouverture d'une enquête publique après la mort de l'évêque anglican Alexander Muge, tué il y a une semaine dans un accident de la route. Selon le frère de l'évêque, celui-ci aurait été *«assassiné, en raison de ses opinions»*. – *(AFP.)*

□ **PHILIPPINES : alerte militaire maximale à Manille.** – Les camps militaires de Manille ont été mis en état d'alerte maximale à la suite de menaces de coup d'Etat proférées par des soldats rebelles, a annoncé, le 18 août, le ministre de la défense, le général Fidel Ramos. – *(AFP.)*

□ **RDA : l'armée est-allemande entraîne encore des membres de l'OLP.** – L'armée est-allemande entraîne encore aujourd'hui des ressortissants de plusieurs pays arabes, dont trente et un membres de l'Organisation de libération de la Palestine, a indiqué dimanche 19 août le ministre de la défense de RDA, M. Rainer Eppelman. – *(AFP.)*

□ **YOUGOSLAVIE : référendum serbe en Croatie.** – La communauté serbe de Croatie a défié dimanche 19 août les autorités de cette république yougoslave en organisant, malgré l'interdiction officielle, un référendum sur son autonomie en territoire croate. Il n'y a pas eu d'incidents. – *(Reuter, AFP.)*

□ **ZAÏRE : *départ des derniers coopérants belges.*** – Le dernier contingent de coopérants belges, soit quelque quatre-vingts militaires, a quitté le pays dans la nuit du 17 au 18 août. La fin de la coopération entre le Zaïre et l'ancienne puissance coloniale avait été décidée le 22 juin par le maréchal Mobutu, ulcéré par les mesures de sanction prises par la Belgique après la répression contre les étudiants du campus de Lubumbashi. – *(AFP.)*

